

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

73273

357

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 13871 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 2 SEPTEMBRE 1989

Mourir pour Dantzig

Cinquante millions de morts pour une obscure querelle de corridor : les soldats de la Wehrmacht qui, le 1^{er} septembre 1939, sur le Westerplatte, tirèrent les premiers coups de feu destinés (officiellement) à ouvrir un passage entre le « territoire libre de Dantzig » et le reste du Reich savaient-ils qu'ils déclencheraient une guerre de six ans et le plus grand massacre de tous les temps ?

Bien évidemment non, pas plus que leur chef, qui, après son entrevue avec Staline pour se partager l'Europe centrale, poursuivait méthodiquement sa conquête de l'espace vital allemand. Ni non plus les dirigeants français et anglais qui, après leur quasi-capitulation de Munich, se décidaient enfin à entrer dans la guerre, malgré l'hostilité de beaucoup à « mourir pour Dantzig ». Ni l'Amérique, qui allait encore attendre plus de deux ans pour le faire. Pour un Churchill, un de Gaulle, qui avaient vu juste, combien de lâchetés ont conduit à la plus grande folie du siècle !

Et cinquante ans après, tous ces événements paraissent inconcevables à l'Européen moderne. Pas seulement parce que l'arme atomique a rendu la guerre impossible. L'Europe de 1939 était celle du triomphe de dictateurs d'un autre âge, terrorisant les démocrates par leurs menaces, mais les minant aussi de l'intérieur par la séduction d'idéologies qui paraissent toutes, elles aussi, singulièrement dépassées.

A l'Ouest, la crise économique des années 30 a fait place à une croissance parfois chaotique, mais sans précédent dans l'histoire, et à une révolution technologique qui a bouleversé la vie plus ou moins stagnante de l'Européen d'autrefois. Même à l'Est, laissé pour compte dans ce grand chambardement précipité par la perpétuation d'un totalitarisme anachronique, les structures craquent de toutes parts, comme si le XX^e siècle s'imposait sans transition au XIX^e siècle.

C'est justement à l'Est que persistent les survivances les plus visibles de 1939. Ces Allemands que Hitler voulait « faire rentrer dans le Reich » y rentrent encore aujourd'hui en votant avec leurs pieds, fuyant la dictature stérile de l'Est pour gagner une République fédérale enfin en paix avec tous ses voisins.

La Pologne, dont la France et la Grande-Bretagne avaient juré de maintenir les frontières de 1939, a subi après la guerre un transfert géographique sans précédent d'Est en Ouest. Mais, alors que Hitler et Staline avaient voulu la rayer de la carte, elle est toujours là, éternel casse-tête de ses tuteurs. Elle est plus que jamais décidée à disposer d'elle-même, alors même que les traumatismes passés — entre Polonais et Juifs par exemple — n'ont pas encore été tous effacés. Les Baltes, les Moldaves et autres peuples victimes des accords honteux de 1939 redécouvrent enfin leur histoire, et par là même leur volonté d'affranchissement.

A tous, la seconde guerre mondiale sert encore, et servira longtemps, de leçon. Il suffit de la volonté de puissance d'un seul pour déclencher une guerre, mais la paix exige des efforts de tous, et surtout des puissants.

1939-1940
L'année terrible
XXV : Noël 1940
Le dernier article
de Jean-Pierre Azéma
PAGE 2

M 0147 - 0902 0 - 4,50 F

790147004500 09020

Désignation d'un président, dissolution de l'Assemblée

Au Panama, le général Noriega défie à nouveau Washington

Le Conseil d'Etat du Panama, qui comprend les membres du gouvernement et les responsables des forces armées, dont le général Noriega, a annoncé, jeudi 31 août, la désignation comme nouveau président de M. Francisco Rodriguez en remplacement de M. Manuel Solis Palma, dont le mandat expirait le 1^{er} septembre. Le Conseil a également dissous l'Assemblée nationale et celle des municipalités. A nouveau défié par l'« homme fort » du pays, les Etats-Unis ont réagi en faisant part de leur « frustration ».

PANAMA
de notre envoyé spécial

Une fois de plus, le général Manuel Antonio Noriega a réussi à déjouer tous les pronostics en nommant à la présidence de la République, jeudi 31 août, une personnalité dont le nom ne figurait pas dans les innombrables scénarios des dernières semaines. Sans être totalement un inconnu, le nouveau président du gouvernement provisoire — qualifié d'« inconstitutionnel » par l'opposition — qui prend ses fonctions vendredi, M. Francisco Rodriguez, ne jouait pas un rôle de premier plan dans la profonde crise politique en cours au Panama depuis près de quatre ans.

Ce technocrate de cinquante ans, qui, après avoir été ministre

de l'Agriculture de 1979 à 1981, occupait depuis sept ans le poste de contrôleur général des finances, ne fait pas partie des idéologues du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), principale formation qui appuie le régime du général Noriega. Il est plutôt considéré comme un modéré, ouvert au dialogue. Mais il est avant tout un « homme du général », qu'il a connu il y a une trentaine d'années, lorsque tous deux poursuivaient des études au Pérou.

Selon le principal dirigeant de l'opposition, M. Arias Calderon (démocrate-chrétien), le nouveau président a été choisi pour sa « docilité ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

L'application de la loi Jospin

Le dispositif contre l'échec marquera la rentrée scolaire

M. Lionel Jospin a présenté, vendredi 1^{er} septembre devant la presse, la rentrée scolaire, qui sera marquée par un très sensible accroissement des effectifs dans les lycées et par la mise en application de la loi d'orientation votée par le Parlement en juin.

Celle-ci prévoit notamment, afin de lutter contre l'échec scolaire, la réorganisation de l'enseignement élémentaire en cycles et une évaluation systématique des élèves en CE 2 et en sixième.

La rentrée scolaire 1989 revêt pour le ministre de l'Éducation nationale une importance particulière. D'une part, il est, cette fois-ci, entièrement responsable des conditions dans lesquelles près de treize millions d'élèves du primaire et du secondaire seront accueillis, le 5 septembre. Mais surtout, il devra mettre en œuvre la loi qu'il vient de faire adopter par le Parlement.

Or ce texte a des objectifs particulièrement ambitieux, puisqu'il entend venir à bout de l'échec scolaire et conduire 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat. La réalisation de ces objectifs dépendra en grande partie de la réussite des mesures concrètes qui seront prises dès cette rentrée.

Celles-ci visent en particulier à mieux adapter le système scolaire

aux possibilités individuelles des élèves. Le découpage de l'école élémentaire en années souvent mal coordonnées sera remplacé par une organisation en deux cycles permettant de mieux tenir compte des rythmes d'apprentissage et de réduire les redoublements.

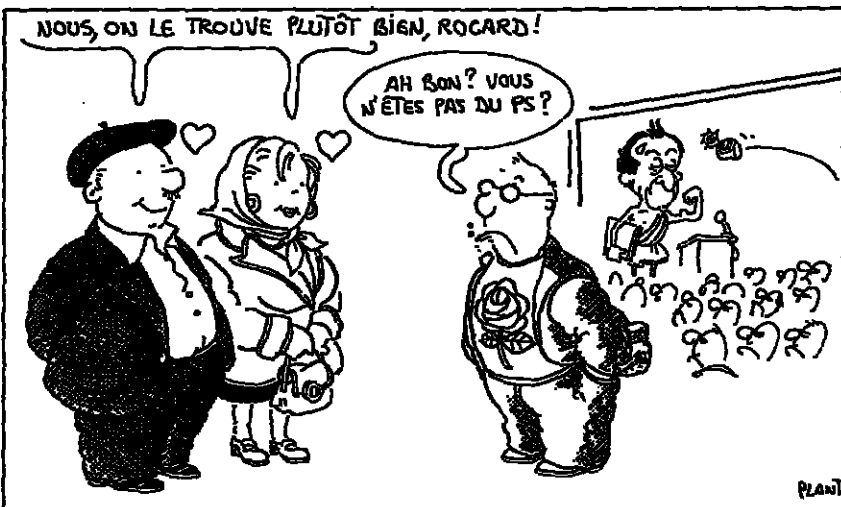
Et tous les élèves du cours élémentaire et de sixième seront soumis à une évaluation systématique de leurs connaissances dans les disciplines de base, pour que des remises à niveau puissent être entreprises en temps utile.

Les contenus et les objectifs de l'enseignement feront l'objet d'une révision générale pour mettre l'accent sur l'acquisition des méthodes de travail.

(Lire nos informations page 9.)

Le débat au sein du PS et les difficultés de M. Rocard

Gouverner dans le désordre



M. Rocard devait s'adresser, vendredi 1^{er} septembre, aux militants socialistes réunis en « université » à Risoul (Hautes-Alpes). Il affronte une série de difficultés dues à des mouvements de contestation dans la gendarmerie, l'armée, la police et la poste auxquelles s'ajoutent les critiques qui émanent du PS, voire du gouvernement.

M. Pierre Mauroy, premier ministre, voulait en avril 1982 « gouverner autrement ». M. Lionel Jospin, actuel ministre

d'Etat, numéro deux du gouvernement, souhaitait en juin 1983 « gouverner mieux ». M. Michel Rocard, qui se proposait dès son entrée à Matignon de gouverner autrement que M. Mauroy, est aujourd'hui contraint de gouverner dans le désordre.

Au mois de mai 1988, M. Rocard avait adressé à ses ministres une longue circulaire qu'il considérait comme « un code de déontologie de l'action gouvernementale ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite page 6.)

Coup de projecteur sur le financement des partis politiques

Le pot aux roses des fausses factures

Le gouvernement est déterminé à inscrire à l'ordre du jour de la session d'automne de l'Assemblée nationale, les deux projets de loi sur le financement des partis politiques et sur l'amnistie des délits liés à ce financement. La loi d'amnistie entraînerait l'arrêt des poursuites engagées dans l'affaire des fausses factures de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE). Bien que celle-ci concerne tout l'échiquier politique, les découvertes faites par les policiers sont surtout embarrassantes pour le Parti socialiste.

Le bonheur des élus risque de faire le malheur des historiens. S'il y a amnistie des délits liés au financement des partis politiques, une mine d'informations, de révélations et d'anecdotes, risque de devenir inaccessible : le dossier patiemment constitué par les enquêteurs sous la direction de M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, chargé d'instruire l'affaire des fausses factures impliquant des responsables politiques et la SAE, discret numéro un français du bâtiment.

Procès-verbaux d'interrogatoires, confrontations, documents saisis, comptabilités occultes, caisses noires, réseaux d'amitiés, confidences et rétractations, recoupements et vérifications... au fil des cotes et des scellés, il y a là comme une leçon d'instruction civique : la mise à plat,

sinon à nu, des grandes tentations et petites compromissions qui font, aussi, la vie d'une démocratie, aux aspects forcément contradictoires, toujours inachevée.

Car tout y est dit, posément, sans fioritures. Directeur général de la SAE, M. Pierre Bentata déclare ainsi aux enquêteurs de la police judiciaire, le 1^{er} mars dernier, après avoir précisé ses revenus annuels (2 millions de francs) : « L'esprit SAE se traduit, en son point fort, dans son enracinement local (...). Nos filiales sont amenées à passer des contrats avec des bureaux d'études proches des partis politiques de façon à augmenter leurs chances d'obtenir des marchés et, par ailleurs, sont amenées à payer des prestations à des sociétés de marketing, de publicité ou de communication dans le même but ».

En ce qui concerne les bureaux d'études, poursuit-il, ceux-ci sont l'appareil des partis de gauche, c'est-à-dire du Parti socialiste et du Parti communiste. Par exemple, pour le PS, il s'agit notamment de Urba-Technic et, pour le PC, du groupe GIFCO avec un certain nombre de filiales (...). A ma connaissance, le pourcentage serait de l'ordre de 1 à 2 % du marché. Le montant facturé des prestations fournies est supérieur à la prestation réelle, qui consiste à faciliter le déroulement des affaires, en général ».

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 8.)

La bataille autour du groupe d'assurances Victoire

Le croc-en-jambe de M. Vernes

La bataille pour le contrôle du deuxième groupe d'assurances français, Victoire, a connu, vendredi 1^{er} septembre, un nouveau rebondissement. Face à l'offre publique d'achat lancée cet été par Suez sur Victoire, M. Jean-Marc Vernes, principal actionnaire du groupe d'assurances, a annoncé sur Europe 1 qu'il ne répondait pas par une contre-OPA.

Par une sorte de croc-en-jambe, M. Vernes a révélé que Suez lui avait proposé le rachat de ses actions de la Compagnie Industrielle — la holding qui contrôle Victoire — au prix de

16 000 francs. Pour l'offre d'achat publique lancée le 8 août, Suez n'en offre que 13 000 francs. Soucieuse de protéger les petits actionnaires, la Société des Bourses françaises a décidé, vendredi dans la matinée, de suspendre à nouveau la cotation du titre Compagnie Industrielle. Celle-ci ne devrait reprendre que lundi 4 septembre.

(Lire page 21 les déclarations du président de la Compagnie Industrielle et l'article d'YVES MAMOU.)

RICARDO BOFILL

avec la collaboration de
Jean-Louis ANDRÉ

ESPACES D'UNE VIE

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

RICARDO BOFILL
ESPACES
D'UNE VIE

EDITIONS
ODILE JACOB

VIENT DE PARAÎTRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; Finlande, 11 fr. ; France, 160 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Suède, 1,80 kr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

L'« année terrible » s'achève ; elle sera suivie d'autres, en particulier le dur hiver 1943-1944. Mais 1940 reste une année-symbole, de la défaite, de l'exode, du vide politique et social... comme un point de départ, aussi, de la résistance et du sursaut.

« QUEL que puisse être le succès final, l'ombre du grand désastre n'est pas près de s'effacer. » Dans l'*Etrange Défaite*, l'historien-citoyen Marc Bloch, qui, on le sait, ne vivra pas la Libération, voyait juste : 1940 a provoqué une profonde déchirure dans la mémoire collective des Français et des Français. C'est sur Noël 1940 et sur les enjeux de mémoire de cette « année terrible » que nous allons clore cette plongée dans le passé.

« Noël sans joie mais Noël d'espérance » : le *Paris-Soir* (de zone nord) du 26 décembre brodait sur ce thème à longueur de ses quatre pages (un seul article fait exception : sur quatre colonnes s'étale l'« histoire d'une dynastie », dont le titre explique tout : « *Matrines occultes du gouvernement, les Rothschild trahissent la France* »). Le message de Philippe Pétain était, lui, relativement sobre : ses pensées allaient d'abord aux morts (« ils ont sauvé l'honneur »), aux prisonniers, aux pauvres ; mais les Français auraient bien tort de sombrer dans la morosité, car avec un effort supplémentaire de leur part allait surgir une « France neuve et saine ». On ne parlait que de lui : *Paris-Soir* de zone sud présentait les « trois trains Pétain » partis en direction des stalags d'outre-Rhin ; celui de zone nord s'émervillait : « Le Noël des pauvres et des malades s'appelle cette année le Noël du Maréchal ».

L'appellation ne modifiait guère le sort des déshérités. Ne faisons pas dans le misérabilisme : les restrictions, on l'a dit, ne font que commencer, mais elles se font dures pour les personnes seules dans les villes ou qui ont perdu leurs liens avec la campagne. Les démunis passent pratiquement sans le moindre boulot un hiver précoce qui est soixante-dix jours de gel à Paris, soit vingt de plus que la normale.

Dans la zone occupée, à cause du décalage horaire et du couvre-feu, on se rendit à la messe de minuit fort tôt : à Notre-Dame, dès 16 heures. Ce n'était pas le seul signe de la présence de l'occupant. Depuis l'avant-veille, dans tout Paris, sur des affiches rouges ou jaunes bordées de noir, en français et en allemand, on pouvait lire cet « avis » : « L'ingénieur Jacques Bonsergent, de Paris, a été condamné à mort par le tribunal militaire allemand pour acte de violence contre un membre de l'armée allemande. Il a été fusillé ce matin. Paris, le 23 décembre. Le haut commandant militaire en France. » Le 10 novembre, Jacques Bonsergent, qui travaillait dans une usine de machines-outils, et six de ses copains, au retour d'une noce, s'étaient heurtés, un peu éméchés, à une patrouille allemande — et un sergent de la Wehrmacht avait reçu des coups. Arrêté, refusant de donner le nom de ses camarades, Jacques Bonsergent avait été traduit le 5 décembre devant un tribunal militaire et condamné à mort. Il semble qu'il ait payé pour les manifestants du 11 novembre. Et le *Militärbefehlshaber* avait refusé la grâce, pour faire un exemple. Exécuté dans le bois de Vincennes, il était le premier fusillé de la capitale.

En lisant la presse, les Français n'apprenaient pas grand-chose. Ils ignoraient que près de Poligny, dans le Jura, un passeur, Paul Kœpfli (qui sera abattu par la Gestapo en mars 1943), parvenait, dans la nuit de Noël, à faire franchir la ligne de démarcation à cent vingt personnes d'un coup. Ils ne sauraient pas plus que parvenait à Londres la première émission du poste émetteur d'Honoré d'Estienne d'Orves, débarqué la veille, à Plogoff, du *Marie-Louise*.

Ils allaient surtout ignorer que le Führer, qui passait la veille de Noël avec des pilotes de la Luftwaffe près de Boulogne, avait daigné recevoir sur sa demande réitérée l'amiral François Darlan. L'amiral apparaissait depuis 1939

comme le patron incontesté de la flotte, restée invaincue. Ministre depuis juin 1940, il avait approuvé la révolution de palais qui avait renversé Laval le 13 décembre, mais sans y prendre part. Du triumvirat formé avec Flandin et le général Huntziger, que Pétain avait chargé alors de prendre les choses en main, il était l'homme fort, d'autant qu'il avait les qualités pour s'entendre avec le chef de l'Etat français : ambitieux mais respectueux et intelligent, obsédé par sa marine mais homme des rapports précis.

Il lui fallait, ce 25 décembre, calmer et si possible séduire Hitler, qui l'attendait dans son train spécial arrêté près de la petite gare de Ferrière-sur-Epte, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de Beauvais. Si l'on suit le compte rendu rédigé par Schmidt, le diplomate-interprète, Darlan était venu comme à Canossa, et l'essentiel de l'entretien fut consacré à des justifications et à de grandes professions de collaboration. Hitler, qui était d'une humeur exécrable, s'indigna d'un air furieux qu'on ait osé, « par une ignominie incroyable », soupçonner dans le transfert des cendres de l'Aiglon un dessein machiavélique.

Il se moquait bien des combinaisons ministérielles de Vichy, s'étonnait qu'on ait pu choisir Laval pour être son interlocuteur et prévenait que c'était « la dernière tentative pour une politique de collaboration ». Darlan souligna, comme le faisait Pétain dans la lettre qu'il était chargé de remettre, que le renvoi de Laval était une affaire purement intérieure, lui assura que la nouvelle équipe serait d'une « sécurité absolue », et se montra convaincu que « l'unique espoir de la France vaincue réside dans la collaboration avec l'Allemagne, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'Europe », une collaboration qui allait, répétait-il, « dans le sens qui lui avait été donné dans l'entrevue de Montoire ». Et, s'il sut ne rien promettre de précis, il fut beaucoup moins prudent dans une conversation qu'il eut le soir même avec Abetz, évoquant la possibilité que le Reich utilise des bases maritimes dans l'Empire.

Quoi qu'on ait pu écrire, le 13 décembre ne désavouait donc pas Montoire, et la collaboration d'Etat était toujours à l'ordre du jour : Pétain maintenait la politique arrêtée deux mois plus tôt (et pour quelle raison en aurait-il changé ?). C'était plutôt Hitler qui était réticent, soit qu'il fût découragé par la conduite, qu'il jugeait irresponsable, des dirigeants français, soit qu'il prît prétexte du renvoi de Laval pour se détacher d'une collaboration qui ne l'intéressait guère : la France n'était plus grand-chose à côté de la conquête de la Russie.

Or, dès l'année 1941, l'opinion publique, qui avait été majoritairement opposée au principe même de la collaboration d'Etat politique (les rapports des préfets, entre autres repères, sont éloquent à cet égard), évolua, lui devenant franchement hostile, dès lors qu'elle n'apportait à l'application des clauses de la convention d'armistice aucune des améliorations annoncées. Ce ne fut pas un mouvement linéaire transformant une France pétainiste en une France résistante. Les attitudes sont beaucoup plus ambivalentes : gagne du terrain un attentisme de refus, de repli, exprimant indifférence et lassitude, mais ne menant pas encore à entrer en résistance. Les responsables de Vichy percevaient cette évolution : le 12 août, le « Maréchal » déclare qu'il sent monter à nouveau le « vent mauvais ». Et le régime se durcit : il cherche moins à rallier qu'à imposer une « Révolution nationale » dont les beaux jours sont bel et bien terminés. En novembre 1942, la période-pivot du régime, après le succès du débarquement des forces anglo-saxonnes en Algérie et au Maroc, le sabotage de la majeure partie de la flotte à Toulon et l'occupation de la zone sud par la Wehr-



Sur la place Saint-Sulpice, balayée par le vent glacial, les fidèles se rendent à l'office. La messe de minuit est à 5 heures du soir.

XXXV - Noël 1940

par
Jean-Pierre Azéma

macht et les Italiens, Vichy se retrouvera nu. Sans flotte, sans l'Empire (passé dans sa quasi-totalité à la « dissidence »), la France n'aura plus rien à offrir : à la collaboration qui avait pu passer pour un marchandage à demi équilibré succédait la collaboration presse-citron (fonctionnant en grande partie grâce à l'appareil d'Etat français, à commencer par ses forces répressives), catastrophique pour le Français moyen.

Les deux dernières années de la guerre, et avant tout l'hiver 1943-1944, devaient être particulièrement épineuses : Churchill avait pourtant promis que la France serait libérée avant que les feuilles des arbres ne tombent. Mais, à l'automne 1943, le Reich faisait front. Les Alliés, eux, piétinaient. Les mouvements de résistance étaient décapités, les maquis pour partie se vidaient, l'hiver particulièrement rigoureux semblait aussi interminable que la guerre. Or, dans la mémoire collective, c'est 1940 qui semble être demeurée dans les têtes une année aussi « terrible » que celle que qualifia à jamais Victor Hugo ; elle garde en tout cas dans l'imaginaire collectif une place singulière. C'est l'année du traumatisme majeur, d'un événement qui a véritablement façonné une génération, qui a frappé durablement presque toutes les classes d'âge et tous les milieux.

Il y eut d'abord l'humiliation de la défaite, que rien, pas même les combats de la Libération, n'allait effacer. De là, d'ailleurs, une tendance à privilégier, dans l'histoire de la Résistance, le printemps et l'été 1944, pour en faire surtout une geste militaire, alors que sa principale fonction fut d'ordre politique.

Avec la défaite, la France avait cessé d'être une grande puissance, quoi qu'il lui dire et faire Charles de Gaulle. Après 1940 ne restera que la nostalgie des temps où la France s'imposait à l'Europe, tandis que son Empire s'étalait en vastes taches roses sur le planisphère. C'était aussi la fin d'une certaine France moyenne, dont on exaltait volontiers la bienfaisance médiocrite. Marc Bloch l'avait bien vu : « *Ayons le courage de nous l'avouer, ce qui vient d'être vaincu en nous, c'est précisément notre chère petite ville.* »

L'an 40 vit encore l'effondrement brutal de l'armature politique et la disparition pendant quelques semaines des

repères sociaux. De là le souvenir très prégnant de l'exode déclenché sans doute par un réflexe de fuite, mais vécu comme le sentiment d'avoir été abandonné (ce grief demeura tenace dans les départements du Nord et encore plus en Alsace-Lorraine) par ceux qui étaient chargés, entre autres, de la sécurité. Après la Libération, on s'évertuera à occulter ce vide politique et encore plus social, en inventant la thèse sommaire mais bien commode du complot, comme si la classe politique n'avait pas préféré se débarrasser de ses charges. Il est d'ailleurs remarquable que ces politiques, vilipendés par Vichy mais que méprisaient aussi une bonne partie des Londoniens, des résistants et vraisemblablement des Français moyens, absolument amnésiques en 1945, aient pu récupérer aussi rapidement. Finalement, Vichy, avec sa navigation à la godille et son régime policier, redonna de la vertu au régime d'Assemblée. La guerre froide fit retrouver bien des virginités politiques et fera de la classe parlementaire la victime d'on ne savait plus qui exactement. Reste alors entière la question de cette nécessité qu'éprouve à intervalles réguliers le peuple français d'avoir recours à un homme providentiel. Alors que Charles de Gaulle, marqué à jamais par la dilution et la déroute des élites, devait voir dans cette année 1940, plus encore qu'une défaite militaire, une faillite globale de l'Etat, phagocyté et émasculé par un régime d'Assemblée. Et, dans une large mesure, le choix des institutions qui sont celles de la France actuelle est une retombée — tardive — de la déroute.

Comme les pressions allemandes ne s'y exerçaient pas encore beaucoup (le régime de Vichy ne peut guère plaider à cet égard les circonstances atténuantes, notamment pour les mesures de répression et d'exclusion), cette année révèle aussi la profondeur d'une crise de l'identité nationale. On y lit parfaitement les ambiguïtés des nationalistes, qui doivent déterminer l'adversaire qu'ils préfèrent combattre et choisissent non celui qui vient de l'extérieur, mais celui qu'ils qualifient d'« ennemi intérieur ». La confusion de Vichy entre ces deux combats fut catastrophique. On s'explique

que les pétainistes de stricte obédience aient cherché une double ligne de défense, affirmant que : 1) Pétain était largement parvenu à contenir les nazis, qui voulaient le forcer à collaborer (c'est la thèse diplomatique ou les variantes du double jeu) ; 2) les mesures malencontreuses qui n'étaient pas directement imposées par l'occupant sont le fait de Laval, qui abusait de la confiance paternelle du « Maréchal ». Aucune de ces thèses ne résiste à l'analyse des archives, mais elles ont eu le vent en poupe dans les années 50.

C'EST, enfin, l'année décisive pour les deux histoires communiste et gaulliste, qui, jusqu'au début des années 70, ont prétendu à l'hégémonie, défendant l'une et l'autre, pour des raisons politiques, la thèse que le peuple français s'était promptement ressaisi. La première en attribuait le crédit au seul PCF, avant-garde de la classe ouvrière, tandis que la seconde faisait de l'homme du 18 juin un véritable demiurge. Démontrent l'importance de cet enjeu les efforts que le PCF déploie pour donner de la ligne du parti, en 1940, une image irréprochable : ses ouvrages officiels ont affirmé que les communistes furent les premiers à résister en France (rangeant de Gaulle parmi les émigrés), occultant ou défendant pied à pied les épisodes controversés (la publication de l'*Humanité* ou l'envoi par François Billoux et par d'autres, en décembre 1940, de lettres demandant à témoigner contre les « responsables » de la guerre devant la Cour de justice créée par Vichy). C'est sans doute sur l'année 1940 que le PCF, tout en ayant affiné ses thèses, réagit avec la plus grande vivacité. Les gaullistes sont, évidemment, plus à l'aise, mais leur propension à tout annexer peut irriter : encore récemment, le réseau « Alliance », auquel appartenait Marie-Madeleine Fourcade, était présenté comme gaulliste dès le début, ce qui est parfaitement erroné.

Tout naturellement, la victoire en 1944 des Français libres et des résistants de l'intérieur a suscité la confection de contre-Mémoires. L'une des racines profondes de l'antigaullisme viscéral prend appui, dans les années 40, sur le reproche d'avoir cassé l'armée, d'avoir contraint les officiers à choisir un camp. Mais le véritable enjeu est le fait que de Gaulle a agi comme ses adversaires, en bonne logique de droite nationaliste, aurait dû le faire s'ils avaient été cohérents.

La remarque vaut a fortiori pour les résistants de l'intérieur, qui, dans certains milieux, continuent d'être traités, au mieux, d'« armée de Bourbaki », au pis, de « coupeurs de têtes » et de « profiteurs ». Le ressentiment d'avoir eu tort est une passion durable.

Tout en prenant congé des lectrices et des lecteurs, je voudrais dédier ces pages à la mémoire de celles et de ceux qui, dans des moments assurément terribles, où les choix s'imposaient avec moins d'évidence qu'en 1942 ou 1943, ont su garder la tête froide et, après avoir assuré les relèves nécessaires, en sont morts.

FIN

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Pierre Laborie, *Résistants, vichyssois et autres*, Paris, Editions du CNRS, 1980, 395 pages. Important.

► Henry Rouso, *Le Syndrome de Vichy 1944-1988...*, Paris, La Seuil, 1987, 323 pages. Pionnier et stimulant.

► « Résistants et collaborateurs, les Français dans les années noires », l'*Histoire*, Paris, n° 80, juillet 1985.

Le Monde publiera dans les prochains jours des extraits du remarquable ouvrage suscité par les articles de Jean-Pierre Azéma. L'ensemble de la série paraîtra en brochure à la mi-septembre.

* Jean-Pierre Azéma est maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris.

صلى الله عليه وسلم

URSS : les tensions nationalistes

La Moldavie choisit le compromis tandis que les Baltes tiennent tête au Kremlin

Des milliers de Moldaves ont manifesté, jeudi soir 31 août, dans les rues de Kichinev, capitale de la République soviétique de Moldavie, pour protester contre le compromis adopté dans la journée par leur parlement sur la question de la langue : le moldave sera bien la langue officielle de la République pour les « affaires politiques, économiques, sociales, culturelles », mais le russe continuera à être utilisé comme langue de communication interethnique et dans la vie de tous les jours.

Ce vote, acquis par 321 voix contre 11, a déçu les nationalistes, partisans de l'adoption du moldave comme langue unique. Mais la pression des russophones, qui représentent 37 % de la population et se disent forts du soutien de Moscou, a pesé lourd dans la balance ; plus de 50 000 salariés russophones sont en grève, certains depuis le 21 août, et le trafic ferroviaire a été considérablement perturbé. Le premier secrétaire du Parti communiste moldave, Stefan Grossu, est également intervenu en faveur d'une solution de compromis.

Les pays baltes, de leur côté, ont affirmé jeudi leur volonté de poursuivre leur lutte pour l'autodétermination, en dépit des mises en garde de plus en plus fermes du Kremlin.

Selon le président du Front populaire de Lettonie, Dainis Ivars, les dirigeants des trois mouvements

nationalistes d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie ont, au cours d'une réunion à huis clos à Riga, rejeté catégoriquement toute interférence « d'un pouvoir extérieur ». Allusion très claire au PCUS.

La réunion avait été organisée pour définir une position commune à l'égard des avertissements de Moscou, où le comité central du PCUS avait accusé samedi dernier les nationalistes baltes de fomenter la guerre civile. Cette déclaration du comité central, approuvée par le bureau politique et par M. Gorbatchev, est « le document le plus réactionnaire depuis l'époque de Staline », a déclaré M. Ivars.

Regards vers la Pologne et la Hongrie

Les dirigeants des trois Fronts populaires baltes ont adopté une série de documents qui devaient être publiés vendredi. L'un s'adresse à la population soviétique et explique la position des Baltes. Un autre est destiné à l'opinion publique internationale et condamne l'assurance des Baltes de poursuivre leur lutte pour l'autodétermination et un processus démocratique.

Les Baltes combattent un « empire » et ils « regardent avec un grand espoir vers la Pologne et la

Hongrie », a affirmé M. Dainis Ivars.

La télévision soviétique a de son côté affirmé jeudi soir que la situation était en train de s'apaiser en Lituanie. Selon la télévision centrale, les russophones n'ont pas l'intention de déclencher une grève semblable à celle menée il y a un mois en Estonie et à celle qui se poursuit en Moldavie.

Le report s'est dit, a annoncé la veille, à Vilnius, d'une session du Parlement lituanien prévue le 5 septembre « a fait baisser la tension », a précisé de son côté le responsable de l'idéologie du Parti communiste lituanien, M. Joris Palocskis, cité par l'agence Tass.

Cette session devait examiner une loi introduisant une « citoyenneté lituanienne », à laquelle sont opposés les russophones locaux. Ceux-ci ne représentent en Lituanie que quelque 20 % de la population, alors qu'ils sont près de 40 % et 50 % dans les Républiques baltes voisines d'Estonie et de Lettonie.

Deux représentants des employés russes de l'usine de machines-outils Komounaz de Vilnius ont démenti à la télévision qu'ils aient eu le projet de faire grève à partir du 4 septembre, comme l'avait affirmé mercredi à la télévision locale un responsable du Sajudis, le mouvement nationaliste lituanien. — (APP, AP, Reuters).

POLOGNE : la « markétisation » des dirigeants communistes

La nomenklatura s'arroe la meilleure part du secteur privé

VARSOVIE
correspondance

La nomenklatura polonaise a encore de beaux jours devant elle, du moins dans le domaine économique : elle est en train de s'assurer les privilèges qu'elle détenait jusqu'alors, en raison de son allégeance au régime communiste, en se recyclant dans le secteur privé. Ce faisant, elle joue un rôle de pionnier dans la nouvelle économie de marché du pays. Un cinquième qui se révèle payant pour le moment. Les Polonais ont inventé un néologisme pour qualifier cette reconversion des cadres d'entreprise : ils parlent de la « markétisation de la nomenklatura ».

La démarche est loin d'être claire et elle pose des problèmes éthiques et juridiques aux dirigeants de Solidarité. Ces derniers ne sont d'ailleurs pas d'accord entre eux sur l'attitude à adopter à l'égard de ces privilèges de l'ancien régime qui risquent d'être les premiers — sinon les seuls — bénéficiaires du changement. « Il faut être réaliste, affirme Jacek Szymanderski, le porte-parole de Solidarité rurale. Mieux vaut une nomenklatura privatisée qu'une nomenklatura communiste. C'est la meilleure manière de la neutraliser... ». Mais, comme il le souligne, « autant que ce passage de l'entreprise d'Etat à l'entreprise privée se fasse dans la légalité ».

Le consortium Igloopol, situé près de Rzeszów, dans le sud-est de la Pologne, est justement devenu le symbole de la transformation illégale d'une entreprise d'Etat en une société par actions. Jozef Sliwa, qui dirige la branche de Solidarité rurale et qui est lui-même fleuriste et cultivateur, s'oppose à l'évocation de ce qu'il appelle le « scandale Igloopol ». « Il est absolument injustifié que les gens qui détenaient le pouvoir et l'argent dans les années 70-80 puissent en profiter pour acheter aujourd'hui tout ce qu'ils veulent à l'Etat... ».

L'escroquerie

Selon lui, ce détournement de l'argent public s'est fait en plusieurs étapes et de plusieurs manières. Il y a d'abord eu le rachat des terres aux petits paysans pauvres. L'Etat échangeait les terres des paysans les plus âgés contre une maison restructurée pour faire d'Igloopol le plus grand consortium polonais (combinaison industrie-agriculture) d'après le modèle bulgare des années 70, et dont le gouvernement Giersek rêvait de s'inspirer. L'Etat lui a racheté ces terres. Il y a deux ans, Igloopol possédait 70 000 hectares, et le chef du consortium n'était autre que le vice-ministre de l'Agriculture, Zbigniew Bostowski.

Deuxième étape de l'escroquerie selon Jozef Sliwa : les exemp-

tions d'impôts dont a bénéficié Igloopol, et les apports financiers, qui se chiffrent en milliards de zlotys. Igloopol aurait reçu, entre autres, des subides de l'Etat prélevés sur le budget des instituts de recherche pour la promotion de l'agriculture, qui dépendent du ministère de l'Agriculture. Enfin, des les premières privatisations, le

par Igloopol est vendu en RFA. Commentaire d'un diplomate occidental en poste à Varsovie : « On peut peut-être appeler cela un contrat de ferme, mais le rendement a augmenté de 20 %. De plus, pour les Polonais, cela représente un apport de devises et un accès à la technologie ».

Si M. Sliwa n'est pas le seul dans les rangs de Solidarité à demander que toute la lumière soit faite sur l'affaire Igloopol, d'autres voix s'élèvent en faveur du compromis. « Igloopol n'est qu'un exemple, le plus spectaculaire, explique le professeur Witold Trzaskowski, président de la commission économique du Sénat. Rien n'est plus simple pour un cadre d'entreprise d'Etat que de faire évoluer la firme qu'il dirige au plus bas prix. Il lui est plus facile que quiconque d'obtenir un crédit à faible taux d'intérêt du fait de ses relations, et de racheter ainsi une affaire qui vaut beaucoup plus qu'il ne l'a déclaré officiellement. » Et d'ajouter : « Ce qu'il faut pour commencer, c'est que le capital soit évalué à sa valeur réelle. Alors les choses deviendront déjà plus légales ». Mais il sait très bien qu'il faudra composer avec la nomenklatura, entre autres, comme il dit, parce que « Solidarité n'a pas de bons cadres économiques ». Un écho à ce que souligne le porte-parole de Solidarité rurale : « Il y a de bons experts parmi les membres de la nomenklatura. Il faut simplement savoir que nous nous trouvons actuellement dans ce que l'on pourrait appeler une phase de capitalisme précoce. C'est une période propre aux spéculations, et il faut s'attendre que quelques groupes ne se privent pas de spéculer. » Et Jacek Szymanderski, qui est un réaliste, ajoute : « Le problème, c'est que ces gens qui ont toutes les rênes en main actuellement ont intérêt à maintenir une économie de pénurie pour mener à bien leurs spéculations. Ce serait alors non plus un progrès mais un ralentissement vers la réalisation de l'économie de marché ».

MARIE-FRANCE CALLE

HONGRIE : l'afflux de réfugiés de RDA

Budapest tente de trouver un accord avec Berlin-Est

Les préparatifs s'accroissent pour un transfert massif de réfugiés est-allemands de Hongrie en Allemagne fédérale via l'Autriche. Le nombre de personnes concernées est difficilement appréciable pour le moment. Dans les centres d'hébergement mis à leur disposition en Hongrie se trouvent de 1 500 à 2 000 ressortissants est-allemands ayant demandé à aller en RFA. Mais on s'attendait peut-être à ce que ce nombre soit plus élevé, car les réfugiés est-allemands qui se trouvaient encore cette semaine en Hongrie choisissent eux aussi de profiter de l'occasion.

Pour tenter d'éviter une crise avec la RDA, le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horvath, s'est rendu jeudi 31 août à Berlin-Est. M. Horvath, qui avait accompagné le premier ministre hongrois, M. Nemeth, au début de la semaine à Bonn, s'est refusé à dévoiler le contenu de ses conversations. Selon l'agence de presse est-allemande ADN, le ministre est-allemand des affaires étrangères, M. Oskar Fischer, a réaffirmé que Berlin-Est ne pouvait accepter de voir Bonn

s'occuper des citoyens de RDA comme s'il s'agissait de ses propres citoyens, ainsi la souveraineté de la RDA.

Cinquante wagons spéciaux

Officiellement, les ressortissants est-allemands ne peuvent pas sortir de Hongrie, liée par ses accords avec la RDA, avec leur passeport est-allemand. Pour les mêmes raisons, Budapest ne peut accepter non plus qu'ils quittent le territoire hongrois en train. Cependant, un accord a été conclu, selon la Constitution de la RFA, tout citoyen est-allemand a automatiquement droit. Pour contourner la difficulté, la Hongrie souhaiterait procéder de la même manière que pour les 108 occupants de l'ambassade de RFA à Budapest, franchis vers l'Autriche la semaine dernière sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Un responsable du ministère hongrois de la justice a affirmé jeudi que la Hongrie était prête à reconnaître les

documents de voyage que le CICR pourrait remettre aux réfugiés.

L'évacuation de ces réfugiés vers l'Autriche devrait commencer dans les prochains jours. Le gouvernement autrichien a annoncé jeudi qu'il suspendait provisoirement l'obligation pour les citoyens de RDA d'avoir un visa pour entrer en Autriche. Selon l'agence autrichienne de presse APA, le gouvernement de Bonn a demandé aux chemins de fer autrichiens de mettre cinquante wagons spéciaux, d'une capacité totale de 3 400 places à sa disposition pour le 6 septembre prochain.

La Croix-Rouge ouest-allemande a indiqué jeudi qu'elle commençait à installer quatre camps provisoires en Bavière, d'une capacité totale de plus de 4 000 places, pour être en mesure de faire face à l'arrivée des réfugiés.

Ces camps doivent être achevés lundi, comme le gouvernement fédéral l'a demandé à la Croix-Rouge, a indiqué son porte-parole, M. Horst Homberg.

Droits de l'homme

Une résolution sur la Chine est adoptée pour la première fois à l'ONU

GENÈVE
de notre correspondant

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté au scrutin secret, par 15 voix contre 9 sans abstention, un projet de résolution intitulé « La situation en Chine ». C'est la première fois qu'un membre permanent du Conseil de sécurité est désigné pour intervenir dans un document des Nations unies. C'est surtout la première fois qu'un organe de l'ONU intervient dans les affaires intérieures d'un membre du Conseil de sécurité. Du temps de la guerre du Vietnam, la commission des droits de l'homme n'avait jamais cherché à blâmer les Etats-Unis. Dans les résolutions les plus sévères sur l'Afghanistan, il n'a été question que de « troupes étrangères » sans la moindre mention de leur nationalité.

Le texte adopté est libellé ainsi : « La sous-commission (...) préoccupée par les événements qui se sont déroulés récemment en Chine et par leurs conséquences dans le domaine des droits de l'homme, 1) prie le secrétaire général de transmettre à la commission des droits de l'homme les informations fournies par le gouvernement chinois et par d'autres sources dignes de foi ; 2) lance un appel à la clémence, en particulier en faveur des personnes privées de leur liberté à la suite des événements évoqués ci-dessus ».

M. Alfonso Martínez, vice-président cubain, ainsi que son collègue roumain, M. Ion Diaconu, également vice-président, se sont exprimés de préciser qu'ils ont voté

contre ce texte. De son côté, l'expert chinois M. Tian Jin a estimé que l'on se trouvait en face d'une campagne de dénigrement d'avance et que ce qui avait en lieu à Pékin se passe partout ailleurs dans le monde — notamment aux Etats-Unis — quand il y a des révoltes d'étudiants.

Sans perdre de temps, la délégation chinoise a distribué un document selon lequel la résolution adoptée par l'ONU constitue une ingérence dans ses affaires intérieures et est en contradiction (on ne sait trop pourquoi) avec la charte des Nations unies. Pour Pékin, le texte de la résolution est « nul et non avenue ».

De nombreux défenseurs des droits de l'homme se félicitent du résultat acquis, car, dès que les Chinois eurent vent d'un projet de résolution concernant leur pays, ils commencent à exercer des pressions sans précédent sur leurs collègues des pays du tiers-monde, tandis que les ambassadeurs de ces mêmes pays à Pékin faisaient immédiatement convoqués. Les autorités chinoises auraient promis une aide substantielle aux plus démunis d'entre eux et exercé des menaces sur d'autres. C'est du moins ce qu'affirment certains experts visiblement terrorisés.

Dans une atmosphère empoisonnée, on ne pouvait procéder à un vote secret, de sorte que M. Joinet, expert français, présente une motion demandant que le vote sur les questions figurant au point 6 de l'ordre du jour (consacré à la « violation des droits de l'homme dans tous les pays » — et pas seulement dans ceux qui sont cités nommément dans

l'ordre du jour) soit soumis au scrutin secret. Cette motion provoqua la torture et des exécutions sommaires perpétrées par les forces d'occupation à Timor a été adoptée par 12 voix contre 9 et 3 abstentions. Ce texte prie Djakarta d'accorder le libre accès du territoire du Timor oriental aux organismes de défense des droits de l'homme et à la presse. Lors de la session de 1988, les Indonésiens avaient refusé d'accepter l'adoption de toute résolution au sujet de Timor.

ISABELLE VICHNIAC.

Le rapport d'Amnesty. — Le gouvernement chinois a affirmé, jeudi 31 août, qu'il ne détenait pas de prisonniers politiques et a qualifié de « non fondé » le rapport d'Amnesty International selon lequel l'« écrasement du mouvement démocratique le 4 juin dernier à Pékin aurait fait « au moins mille trois cents morts » (Le Monde du 31 août). — (AFP).

EGYPTE

Une organisation humanitaire affirme que des prisonniers sont torturés

Deux dirigeants de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme ont été arrêtés le 24 août, lors de rafles dans les milieux de l'opposition égyptienne, a affirmé, mercredi, l'Organisation arabe pour les droits de l'homme. Il s'agit de l'avocat Amir Salem et du chercheur Mohamed El Sayed.

Plus d'une centaine d'opposants auraient été arrêtés ces deux dernières semaines. La police a ainsi appréhendé vingt Frères musulmans, dont l'organisation est tolérée, bien qu'officiellement interdite. Au moins cinquante-deux communistes présumés ont également été arrêtés la semaine dernière. En outre, quarante et un musulmans chiites soupçonnés de préparer un coup d'Etat ont subi le même sort il y a neuf jours.

Selon l'Organisation arabe des droits de l'homme, la police a confisqué chez MM. Salem et Sayed des documents faisant état de mauvais traitements et de tortures infligés à des prisonniers arrêtés à la suite d'une grève de vingt-quatre heures dans la principale aciérie égyptienne, près du Caire. Le Rassemblement progressiste unioniste (RPU, marxiste) a affirmé que plusieurs détenus communistes présumés avaient été torturés et avaient entamé une grève de la faim pour protester. — (Reuters).

Deux anniversaires...

Alors que le premier ministre Tadeusz Mazowiecki poursuit en coulisses les tractations pour la formation de son gouvernement, la Pologne s'est plongée en cette fin de semaine dans la célébration des anniversaires : celui de la signature des accords de Gdansk, le 31 août 1980, devaient donner naissance à Solidarité, et celui de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne qui, le 1^{er} septembre 1939, déclencha la seconde guerre mondiale.

A Gdansk, Lech Wałęsa a assisté jeudi soir, avec plus de dix mille ouvriers, à une messe solennelle dite par l'évêque de Gdansk, cardinal Józef Glemp, au pied du monument des Trois-Croix érigé à la mémoire des victimes des répressions de 1970 devant les chantiers navals Lénine. Il y a lancé un nouvel appel à l'aide des pays occidentaux. M. Mazowiecki, retenu à Varsovie par ses « obligations d'Etat », a exprimé devant la presse polonaise ses regrets de ne pas pouvoir se trouver aux côtés de Lech Wałęsa pour cet anniversaire. Le premier ministre a indiqué qu'il avait eu mercredi soir une

conversation « très importante » avec le président Jaruzelski sur la situation politique. Jeudi après-midi, il s'est entretenu par téléphone avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, qui l'appela à l'occasion du dixième anniversaire du début de la seconde guerre mondiale. Les deux hommes, indiquent-on officiellement à Bonn, sont convenus de reprendre à la mi-septembre les pourparlers bilatéraux sur une aide économique à la Pologne, suspendus en juin. On parle maintenant de plus en plus à Varsovie d'une visite prochaine de M. Kohl ; celle que le chancelier ouest-allemand devait faire à la mi-juillet avait été reportée sine die en raison de désaccords sur l'aide économique de la RFA.

De nombreuses délégations étrangères étaient attendues à Varsovie pour les cérémonies du 1^{er} septembre, auxquelles devaient participer côte à côte le général Jaruzelski et M. Mazowiecki. La France y est représentée par le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon. — (AFP, Reuters, AP).

LA RENTRÉE ACTES SUD (5)

PAUL AUSTER LE VOYAGE D'ANNA BLUME

Anna découvre la terre promise de l'Apocalypse.

LES SIX ROMANS DE LA RENTRÉE ACTES SUD :

1. NINA BERBEROVA : LE MAL NOIR
2. LUDVIG VACULIK : LA CIEF DES SONGES
3. JEAN-CLAUDE BARREAU : OUBLIER JERUSALEM
4. OLYMPIA ALBERTI : RIVE DE BRONZE, RIVE DE PERLE
5. PAUL AUSTER : LE VOYAGE D'ANNA BLUME
6. BAPTISTE-MARREY : L'ATELIER DE PETER LOEWEN

SEPTEMBRE 89 - DIFFUSION PUF

Amériques

PANAMA : après la désignation du nouveau président

La « frustration » de Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

Macho I, Macho II et Macho III... ce qui fait beaucoup de machos : devant l'Organisation des États américains (OEA), le secrétaire d'État adjoint Lawrence Eagleburger énumère, parmi d'autres signes extérieurs de richesse, le nom des trois yachts du général Noriega, et il s'offre le plaisir d'un peu d'ironie. C'est bien le seul plaisir que l'homme fort panaméen puisse procurer aux responsables de Washington, incapables de contraindre à la démission un homme qui ignore leurs mises en demeure et balaie avec un sourire moqueur les accusations formulées contre lui.

Ces accusations, M. Eagleburger s'est fait un devoir de les rappeler et de les étayer jeudi 31 août, reprenant pour l'essentiel des éléments mis en lumière par les deux tribunaux de Floride qui, en février 1988, ont inculpé le général Noriega pour son rôle dans l'acheminement de la drogue colombienne vers les États-Unis. Et pour compléter le tableau du personnage, il a pour la première fois dressé une sorte d'inventaire de sa fortune personnelle : de 200 à 300 millions de dollars, selon l'estimation « très prudente » mentionnée par M. Eagleburger — une résidence à Panama, contenant une cinquantaine de tableaux de maîtres, une ferme « à quinze minutes de Paris » et un appartement « dans un quartier chic de Paris », une flotte d'avions personnels, diffé-

rentes résidences de vacances, une médaille sertie de pierres précieuses d'une valeur de 85 000 dollars et naturellement les trois Machos.

Cela dit, les États-Unis semblent toujours aussi en peine de débarrasser l'Amérique centrale de ce personnage qui leur résiste depuis près de quatre ans et qui vient de leur

faire un nouveau pied de nez. Certes, tandis que M. Eagleburger s'adressait à l'OEA, le président Bush, apparaissant aux côtés du premier ministre canadien Brian Mulroney dans sa résidence de vacances de Kennebunkport, a répété qu'il « n'abandonnerait pas la partie », qu'il ne renoncera pas à obtenir le départ du général Noriega. Une

querelle, coûteuse en vie humaine et extrêmement dommageable pour les relations entre les États-Unis et tous ses partenaires d'Amérique centrale et d'Amérique latine. Une remise en question des accords de restitution du canal à l'État panaméen serait elle aussi, très lourde de conséquences politiques et diplomatiques, et si ce « dernier recours » n'est pas tout à fait exclu, le temps n'est pas venu pour cela.

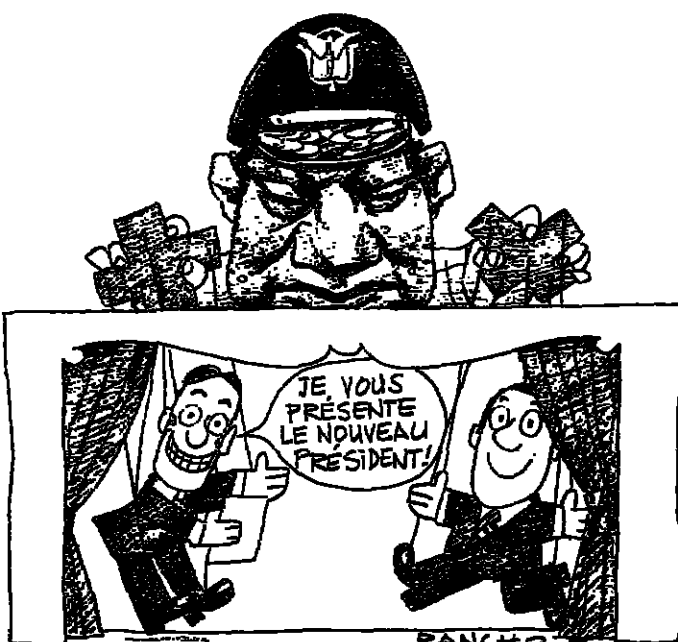
Diplomatie multinationale

Quant aux pressions psychologiques et à la multiplication des « exercices militaires » de la part des troupes américaines basées à Panama, elles peuvent à la rigueur persuader le général Noriega d'observer une certaine retenue à l'égard des ressortissants américains sur place, mais certainement pas de démissionner. Et les espoirs, évoqués à haute voix, au printemps dernier, par le président Bush lui-même, de voir les formes de défense panaméenne se charger elles-mêmes de renvoyer leur commandant en chef, ne sont pas concrétisés.

Reste donc la « diplomatie multilatérale », à laquelle M. Bush « ne renonce pas », comme il l'a répété jeudi. Mais, là encore, les efforts déployés par Washington pour persuader l'Organisation des États américains d'accentuer la pression sur le général Noriega n'ont guère donné de résultat. M. Bush avait téléphoné le samedi 26 août à divers dirigeants latino-américains pour promouvoir une action en ce sens, mais sans résultat.

Le président américain peut trouver un peu plus de réconfort dans l'attitude de M^{me} Margaret Thatcher, qui vient de lui adresser une lettre concernant le problème posé par le général Noriega, ou encore dans les récentes déclarations des gouvernements danois et canadiens condamnant l'homme fort du Panama. Mais ce n'est bien sûr pas là que réside la solution et le président Bush a lui-même fait état d'un « haut niveau de frustration ». Cette frustration, à vrai dire, devient une constante de la politique des États-Unis à l'égard de l'Amérique centrale. M. Reagan l'avait éprouvée à propos du Nicaragua, et malgré ses efforts pour y mettre fin par « contras » interposés, n'a fait que la transmettre à son successeur. Aujourd'hui, l'opinion publique et une bonne partie de la classe politique américaine ont une très forte envie d'oublier le Nicaragua et les Sandinistes, mais oublier Noriega est plus difficile. Au moment où les États-Unis se mobilisent contre le trafic de drogue, pareille impuissance à se débarrasser d'un « gros bonnet » aussi voyant, n'est pas de bon augure pour la suite des opérations, et assurément très « frustrant ».

JAN KRAUZE



Le saut dans la dictature

AGITÉ depuis plusieurs années par une crise politique à rebondissements, le Panama se trouve aujourd'hui dans une situation « a-constitutionnelle ». Les manœuvres au droit ne sont pas une nouveauté dans ce petit pays de l'isthme. Qu'il s'agisse des élections de mai 1984 ou de celles — frauduleuses au point d'avoir été annulées par les autorités elles-mêmes — de mai 1985, Panama a une longue pratique des scrutins truqués. Cette fois-ci, pourtant, il ne s'agit plus d'un maquillage électoral : la désignation d'un président non élu et la mise en place d'un « cabinet de transition » signifient que le pays entre en dictature, à contre-courant des mutations politiques du continent. L'homme-clé de cette régression, le général Manuel Antonio Noriega, n'est autre que celui que l'opposition panaméenne et, surtout, les États-Unis cherchent à écarter du pouvoir depuis près de quatre ans.

Ancien collaborateur de la CIA

C'est, en effet, au mois d'octobre 1985 que circulent les premières rumeurs sur des tentatives de renversement du général Noriega, simple chef de la Garde nationale, mais véritable maître du pays. Une date qui correspond à celle de l'assassinat, dans des conditions peu claires, de l'opposant Hugo Spadefora.

La pression sur l'homme qui fut un temps collaborateur de la CIA éclatera au grand jour en juin 1986 lorsque plusieurs organes de presse américaine — dont des sources de la Maison Blanche, du Département d'État et des services américains de renseignement — affirment que le général Noriega est impliqué dans de nombreux trafics, dont celui de la drogue. De multiples autres accusations suivront, comme celle du viol de l'embargo américain vers Cuba et les pays de l'Est via le port panaméen de Colon.

Un an plus tard, la mise à la retraite du chef d'état-major de l'armée, le colonel Roberto Diaz Herrera, mettra le feu aux poudres : l'ancien bras droit du général l'accuse lui aussi de fraudes, crimes et trafics en tous genres.

Inculpé pour trafic de drogue

Le gouvernement de Panama sera même obligé de décréter l'état d'urgence après une série de grèves et manifestations, déclenchées par l'opposition, au moment où l'ambassade des États-Unis fait savoir que Washington « appuie les efforts panaméens pour obtenir des déclarations sur tous ces faits ».

Peu de temps après, le Sénat américain approuve une résolution

demandant la démission du général Noriega jusqu'à conclusions d'une « enquête objective », et les États-Unis suspendent leur aide.

Devant cette levée de boucliers, le général joue la carte du nationalisme et accuse Washington de vouloir remettre en cause l'accord Torrijos-Carter (1). L'histoire s'écrit alors. En février 1988, Manuel Antonio Noriega est formellement inculpé par deux tribunaux américains, pour trafic de drogue. Il risque quarante-cinq ans de prison et plusieurs millions de dollars d'amende, mais réplique en destituant le président Eric Delvalle et en installant Manuel Solis Palma à la tête de l'État. Washington prend de nouvelles sanctions économiques, mais le régime tient bon. La rupture est consommée, et plus rien — surtout pas le période d'élections de mai dernier — ne viendra assouplir la position du général.

Après la consultation, tant l'Eglise catholique panaméenne que les scrutateurs étrangers ont reconnu que l'opposition était arrivée largement en tête, ramportant environ les deux tiers des suffrages.

Une comparaison de force

Dans cette « drôle de guerre » — qui fit tout de même des victimes, fait rarissime dans l'histoire du pays — l'Organisation des États américains (OEA) tenta un moment de jouer un rôle de médiateur. En refusant de reconnaître le départ du pouvoir du général Noriega, elle se retrouva pourtant dans une impasse. Depuis, les États-Unis, qui ont par le vote du président Bush un moment inauguré l'hypothèse d'une comparaison « de force » du général devant les tribunaux américains, n'ont écarté aucune option.

Le général n'en a cure et continue imperturbablement d'exercer sa mainmise sur les affaires de l'État. Les multiples pressions glissent sur lui comme l'eau sur les plumes d'un canard. Les spéculations sur son éventuel départ du pays, ou sur son retrait des affaires, se sont toujours heurtées à sa détermination. « Ah oui, j'aimerais être ailleurs », déclarait-il en avril 1988. Ce n'était visiblement qu'une clause de style.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

(1) Signé en 1977 par le président américain Jimmy Carter et l'homme fort de Panama, le général Omar Torrijos, le traité prévoit le transfert à Panama de l'administration du canal interocéanique le 1^{er} janvier 2000. Les bases américaines, où sont stationnés quelque quinze mille GI's, devraient dans le même temps disparaître, même si l'article 4 du traité autorise les États-Unis à mener des opérations militaires sur le canal en cas d'entraves à la libre circulation des navires.

déclaration officielle devait être publiée à Washington vendredi 1^{er} septembre, jour de l'entrée en fonctions du nouveau « président » panaméen. Selon des informations qui ont filtré dans la presse américaine, les États-Unis y annonceraient leur refus de reconnaître ce nouveau président (Washington ne peut plus continuer à reconnaître la légitimité de M. Eric Delvalle, l'ancien président congédié en 1988 par le général Noriega, puisque son mandat théorique s'achève le 1^{er} septembre). Dans le même esprit, les États-Unis devraient annoncer leur décision de ne pas renvoyer à Panama leur ambassadeur, qui avait été rappelé après l'annulation des élections du printemps dernier. Enfin, les sanctions économiques imposées par Washington devraient être maintenues.

On ne voit guère comment ces mesures, qui ont déjà prouvé leur peu d'efficacité, pourraient suffire à pousser dehors le général Noriega, « les autres » options qui s'offrent théoriquement aux États-Unis ne semblent pas sérieusement envisagées par la Maison Blanche : une opération de commando visant à enlever le général Noriega, comme certains hommes politiques en avaient caressé l'idée, risquerait d'être fort difficile à réaliser techni-

Le nouveau défi du général Noriega

(Suite de la première page.)

« Comme le nouveau vice-président, ajoute M. Calderon, M. Carlo Osores (qui fut ministre des affaires extérieures de 1978 à 1980, et ambassadeur aux États-Unis et en Espagne), est lui aussi, un fonctionnaire sans personnalité. Tous deux vont permettre à Noriega de maintenir sa dictature ».

« C'est un véritable coup d'État », affirme M. Arias Calderon, qui rappelle que l'opposition avait largement remporté les élections du 7 mai, sautées par la suite. Le gouvernement va devoir recourir à des décrets, puisque le Parlement a été dissous, et tout indique qu'il n'y aura pas d'élections avant deux ou trois ans. Les autorités ont cependant précisé que le nouveau gouvernement, dont la composition n'a pas été annoncée, aura un caractère provisoire. Dans six mois, le conseil général d'État — organisme regroupant tous les ministres et les vingt et un membres de l'état-major — « fera une évaluation pour déterminer si les conditions sont remplies afin d'organiser de nouvelles élections ».

Le conseil d'État souligne deux conditions « indispensables » : « la fin de l'agression américaine et la libération des fonds de l'État panaméen (environ 300 millions de dollars) gelés arbitrairement par les États-Unis ».

Le communiqué du conseil d'État publié à l'issue d'une réunion de deux heures, jeudi matin, à laquelle participait le général Noriega, a annoncé également qu'un « comité législatif » de quarante et un membres sera formé, sans préciser toutefois le processus de désignation. Le tribunal électoral sera « restructuré dans les plus brefs délais », et une nouvelle loi électorale sera

proclamée « pour garantir la pureté de l'élection ».

Répression accrue

Enfin, le gouvernement provisoire devra préparer un projet de Constitution qui « garantira les conquêtes de la nation panaméenne dans sa lutte pour la souveraineté et la suppression de toute forme de colonialisme ».

Au cours de sa première conférence de presse, M. Rodriguez a demandé à l'opposition d'oublier les « rancœurs » pour « construire une nouvelle patrie ». Cet appel a été accueilli par un haussement d'épaules par les dirigeants de l'Alliance démocratique de l'opposition civile, ADOC, qui ont dénoncé cette nouvelle « mascarade ».

L'opposition reconnaît cependant son impuissance devant ce nouveau coup de force. « La répression s'est accrue », affirme M. Arias Calderon. « Beaucoup de nos militants ont été arrêtés et les gens ont peur. On ne peut donc pas, pour l'instant, appeler la population à manifester dans la rue ».

Il estime que la communauté internationale, en particulier les pays latino-américains — une dizaine, dont le Pérou, l'Argentine, l'Uruguay, le Costa-Rica, etc., qui ont rappelé leurs ambassadeurs « pour consultation », — a un rôle important à jouer en isolant encore davantage le régime du général Noriega et en « s'abstenant de reconnaître la gouvernance imposée par la dictature ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

ETATS-UNIS

Un trafiquant accuse le maire de Washington de s'être drogué en sa compagnie

Marion Barry, le très controversé maire noir de Washington, à qui ses détracteurs reprochent déjà de gêner la capitale fédérale avec désinvolture et de ne pas avoir pu empêcher de prendre la première place au palmarès de la violence (trois cent deux meurtres y ont été commis depuis le début de l'année) se voit à nouveau projeté sous les feux de l'actualité. Cette fois, c'est Charles Lewis, un ami de M. Barry, et surtout un trafiquant de drogue qui vient d'affirmer aux enquêteurs qui l'interrogeaient qu'il avait consommé du « crack » (forme fumable de cocaïne) et de la cocaïne, en compagnie du maire, d'abord dans un hôtel de Washington, ensuite le cours d'un voyage aux îles Vierges.

La déposition de M. Lewis, faite à la mi-août, a été largement diffusée mercredi 30 août, par les télévisions locales, aggravant d'autant la situation déjà délicate de M. Barry, à un peu plus d'un an de l'élection pour la mairie de Washington où il aimerait bien obtenir un quatrième mandat, en dépit de la candidature, non déclarée, de son ami le pasteur noir Jesse Jackson, le champion de la lutte contre la drogue (voir le Monde du 26 juillet). Soupçonné depuis longtemps d'avoir de mauvaises fréquentations et d'avoir tâté de la drogue à plusieurs reprises, Marion Barry n'avait jamais été mis en cause aussi ouvertement.

Les mœurs des parlementaires passées au crible de la commission de l'éthique

WASHINGTON
correspondance

Dans quelle mesure le comportement et les mœurs sexuelles d'un parlementaire ou d'un candidat à un poste de responsabilité administrative sortent-ils des limites de l'exercice de ses fonctions d'« homme public » ? A en juger par les précédents, les transgressions de la morale traditionnelle sont sanctionnées. Gary Hart, le sénateur démocrate, en avertit quelques choses. Il a été éliminé : le premier, de la course à la Maison Blanche pour quelques frissons extrajudiciaires ; l'autre, de sa candidature comme secrétaire à la défense en raison de son goût pour la boisson. Mais la commission de la Chambre spécialisée dans les problèmes d'éthique aura bientôt à trancher dans de nouvelles affaires de mœurs impliquant quatre parlementaires.

En fonction de quels critères va-t-elle se prononcer ? Deux des cas sont très clairs. Un des parlementaires en cause se serait permis des privautés avec une jeune femme qu'il avait emmenée en mission. Un autre est accusé par plusieurs collaboratrices de les avoir « harcelées sexuellement ». Si ces accusations sont prouvées, les deux hommes risquent une censure pour avoir commis un abus dans l'exercice de leurs fonctions.

Les deux autres affaires sont plus difficiles, car elles concernent exclusivement la vie privée de deux parlementaires. Parmi lesquels Barney Frank, représentant du Massachusetts, qui avait annoncé, en 1987, qu'il était homosexuel. Ce qui ne gêna en

rien sa réélection en 1988. Mais, récemment, il a été obligé d'admettre qu'il avait embauché comme chauffeur et « homme de ménage », M. Gobie, un jeune prostitué déjà condamné pour délits sexuels. « Je voulais jouer les professeurs Higgins (le héros de l'opérette *My Fair Lady*) et faire de lui un gentleman », a-t-il déclaré en ajoutant : « C'est bien la plus grande erreur que j'ai commise... ».

Le jeune protégé, en effet, désireux de monnayer ses révélations, affirme aujourd'hui que M. Frank — avec qui il avait eu des relations sexuelles — savait bien que sa maison servait de lieu de rendez-vous pour toute une clientèle homosexuelle. M. Frank déclara fermement qu'il n'était pas au courant et qu'il se débarrassa de M. Gobie dès qu'il apprit les « activités professionnelles » de ce dernier.

L'affaire a pris une coloration politique. M. Frank en effet est un des plus éloquents membres de la gauche du Parti démocrate et n'a cessé de dénoncer la corruption et l'absence de moralité de l'administration républicaine. Bien entendu, les Républicains et leurs amis lui rendent maintenant la monnaie de sa pièce en le prenant pour cible et lui suggérant de démissionner.

M. Frank a de lui-même demandé à comparaître devant la commission en sentiment avoir été victime de son protégé. Il admet seulement avoir fait preuve d'un « mauvais jugement ». Est-ce suffisant pour le censurer. Le dernier mot appartiendra probablement à l'électorat du Massachusetts.

HENRI PIERRE.

COLOMBIE : malgré de nouveaux attentats

Le gouvernement poursuit son combat contre le trafic de drogue

Les autorités colombiennes ont remporté deux nouveaux succès dans leur guerre contre les barons de la cocaïne en démantelant, jeudi 31 août, un important centre financier de blanchiment de narcodollars à Bogotá et en arrêtant, à Cartagena, dans le nord du pays, Carlini Roberto Victor Arico, un trafiquant qui fait l'objet d'une inculpation aux États-Unis. Huit cents personnes ont aussi été interpellées à Medellín. La Mafia a, pour sa part, multiplié les attentats. A Medellín, neuf personnes ont ainsi été gravement blessées lors de l'explosion d'un engin jeté par des inconnus en direction de sept réservoirs de combustibles entreposés dans une entreprise de peinture.

Depuis le début de la campagne antidrogué, plus d'une vingtaine d'attentats ont été perpétrés dans le pays. Un porte-parole du ministère des mines et de l'énergie a, d'autre part, indiqué qu'un haut responsable de son cabinet avait disparu. M. Gustavo Adolfo Ramirez pourrait avoir été enlevé.

Les ambassades étrangères ont pour leur part considérablement ren-

forcé les mesures de sécurité. Après les mises en garde des États-Unis à l'égard de ses ressortissants, Israël a, à son tour, décidé d'évacuer un certain nombre de ses experts employés en Colombie. L'ambassadeur d'Israël, M. Guidon Tadmor, a toutefois indiqué qu'aucun personnel de l'ambassade n'avait été évacué.

Le département américain à la défense a confirmé jeudi qu'une centaine de militaires seraient dépêchés en Colombie pour entraîner l'armée et la police. Ils seront notamment chargés de les former à l'utilisation de l'équipement récemment fourni par Washington. Le président Bush et le premier ministre canadien se sont d'ailleurs engagés à soutenir la Colombie dans sa lutte contre le trafic, lors de pourparlers informels dans la résidence d'été du président américain, en soulignant la nécessité d'un « effort international ». La Communauté économique européenne a également appuyé, dans une déclaration rendue publique jeudi, « la ferme volonté des autorités colombiennes dans leur combat ». — (AFP, Reuters.)

EN BREF

● BRÉSIL : le Paraguay demande l'extradition du fils d'Alfredo Stroessner. Le Paraguay a présenté, jeudi 24 août, au Brésil une demande visant à obtenir l'extradition de Gustavo Stroessner, réfugié avec son père près de Brasilia depuis la chute de la dictature, le 3 février dernier. Cet ancien officier supérieur est accusé de détournement de fonds publics, de corruption et de prévarication. Le Brésil et le Paraguay ne sont toutefois liés que par un traité d'extradition des criminels de droit commun. — (AFP.)

● Tension raciale à New-York. — Joseph Fene, le jeune Blanc de dix-huit ans recherché depuis huit jours pour avoir tué de deux coups de feu un adolescent noir, Youssef Hawkins, la semaine dernière à Brooklyn, ordant une vive tension raciale à New-York, s'est rendu à la police, jeudi 31 août. Par ailleurs, une manifestation de sept mille cinq cents personnes, qui se tenait le soir même à Brooklyn pour protester contre le meurtre de Hawkins, a dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre, faisant selon la police vingt-trois blessés. — (AFP.)

صلى الله عليه وسلم

Afrique

TCHAD : le contentieux territorial entre Tripoli et N'Djamena en voie de règlement

La France envisage un allègement de son dispositif militaire

Tenue au courant des négociations secrètes qui ont précédé l'accord signé à Alger le jeudi 31 août entre la Libye et le Tchad (nos dernières éditions du 1^{er} septembre), la France se réjouit des perspectives de règlement du contentieux territorial entre ces deux pays. L'action de Paris a « toujours visé à favoriser la conclusion d'un tel accord », a déclaré M. Roland Dumas. La ministre des affaires étrangères a ajouté qu'il s'agit « peut-être plus nécessaire de maintenir au Tchad un dispositif aussi important que le dispositif Epervier ». M. Jean-Pierre Godeaux, ministre de la Défense, a déclaré de son côté que cette question « mérite concertation avec les autorités tchadiennes ».

De source diplomatique tchadienne, jeudi soir à Paris, on excluait que le président Hissène Habré puisse rejoindre certains de ses pairs africains à Tripoli pour le vingtième anniversaire du régime du colonel Kadafi. Seulement deux ministres tchadiens participent aux cérémonies libyennes. Un délégué de l'armée semble en effet nécessaire aux dirigeants de N'Djamena après des années de lutte sans merci contre la Jamahiriya, même si les capitales africaines et Paris semblent considérer que la page est cette fois bien tournée.

L'interprétation que les Tchadiens donnent à l'accord d'Alger est relativement optimiste, mais sans triomphalisme. Cet accord constitue « une base juridique », disent-ils, et il offre « un mécanisme » pour parvenir à une paix durable. Se référant aux résolutions de l'Organisation de l'unité africaine et aux « principes fondamentaux de l'ONU », les deux parties se sont engagées à régler leur « différend territorial », c'est-à-dire, bien que cela ne soit pas dit explicitement, à en finir avec la querelle sur la bande d'Aouzou, ce territoire de 114 000 kilomètres carrés annexé par la Libye et que le Tchad n'a pas pu reconquérir durablement lors de ses offensives victorieuses de 1987.

L'article premier de l'accord engage les signataires à « utiliser tous les moyens politiques » pour trouver une solution. Faut-il en conclure que le différend d'un an - hypothèse malgrée tout énoncée dans l'article 2 - s'engage à « soumettre le différend au jugement de la Cour internationale de justice », à prendre des mesures d'accompagnement au règlement juridique, à savoir sur le retrait des forces des deux pays des positions qu'elles occupent actuellement dans la région d'Aouzou, sous la supervision d'une commission d'observateurs africains, et à s'interdire toute implantation nouvelle.

La carte des prisonniers

Le comité ad hoc de l'OUA sur le différend tchado-libyen, au sein duquel le président Banga du Gabon a joué un rôle actif, est chargé « de suivre de la mise en œuvre » de l'accord. Une commission mixte tchado-libyenne déterminera les dispositions pratiques pour l'application des différents articles.

Les parties s'interdisent « tout appui politique, matériel et militaire à toutes les forces hostiles à l'un ou l'autre pays », ce qui met un terme aux espoirs des derniers adversaires en exil de M. Hissène Habré. Référence est faite à la future signature d'un « traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération économique et financière entre les deux pays ». Apparemment, N'Djamena a renoncé à obtenir des « dommages de guerre » comme il l'exigeait naguère, et, dans un référendum sur le statut national, l'ambassadeur du Tchad à Paris, M. Alkham-Mi - un des participants aux négociations secrètes qui précéderont l'accord, du 21 au 25 août dans la ville d'hommes d'affaires algériens en région parisienne - s'engageait qu'on puisse parler des avantages économiques que son pays attend du riche voisin.

L'accord d'Alger ne fait pas allusion à la présence militaire française au Tchad, notamment au dispositif Epervier mis en place en 1986, alors que le colonel Kadafi menaçait une nouvelle fois son voisin du sud, et ramené à mille cinq cents hommes en janvier. En échange d'une promesse de recours à l'arbitrage international sur la bande d'Aouzou -

alors que Tripoli parlait en 1987 d'« une part indivisible de la terre arabe libyenne qui ne sera pas l'objet de négociations », - le colonel Kadafi exigeait une clause relative au « retrait de toutes les forces extra-africaines » lors de son entrée sans résultats immédiats avec M. Hissène Habré en juillet dernier à Bamako. Non sans mal, les Tchadiens l'ont fait renoncer à cette exigence. Dans leur esprit, quelles que soient les décisions françaises sur le dispositif Epervier, « la coopération militaire franco-tchadienne, qui existait avant l'agression libyenne, continuera de se développer après elle ».

Après avoir laissé les médias nationaux s'enflammer sur ce thème, les dirigeants tchadiens minimisent les problèmes liés d'une apparente incompatibilité d'honneur avec le colonel Ponsot, commandant du dispositif Epervier. Celui-ci était notamment accusé de « perturber les conseils des ministres ou les cérémonies officielles » par le vol intempestif de ses appareils. Cet officier a été rappelé, mais parce qu'il était arrivé au terme de la durée prévue de son séjour, précise-t-on de source française.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

AFRIQUE DU SUD

Les adversaires de l'apartheid entendent perturber la période électorale

JOHANNESBURG de notre correspondant

Au fur et à mesure que l'on approche du scrutin du 6 septembre pour l'élection de députés blancs, noirs et indiens, le mouvement de protestation s'amplifie. La communauté noire proteste contre son exclusion du processus électoral et la ségrégation toujours en vigueur. Des incidents de plus en plus nombreux se produisent dans tout le pays et tout particulièrement dans la région du Cap, où des affrontements quotidiens ont lieu avec la police depuis près de trois semaines. Environ dix personnes ont déjà péri, la plupart d'entre elles tuées par les manifestants.

Le pouvoir a avéré qu'il ne tolérera pas les tentatives de perturbation de la campagne électorale, accusant le MDM (Mouvement démocratique de masse) de vouloir provoquer le chaos. Cette organisation informelle composée de syndicats noirs et de mouvements anti-apartheid affirme, pour sa part, qu'il ne s'agit que de protestations pacifiques. La population a été invitée à rester chez elle le jour du scrutin et un mouvement de boycottage des commerces blancs est programmé pour un mois, du 13 septembre au 13 octobre. Autant d'actions qui sont interdites par l'état d'urgence.

Dans ce climat instable, le président en exercice, M. Frederik de Klerk, a annoncé que la police avait, au cours des dernières semaines, arrêté neuf guerilleros de l'ANC et dix collaborateurs du mouvement interdit. Des armes, des explosifs et des munitions auraient été saisis. Le chef de l'Etat a affirmé que certains des « terroristes » avaient été envoyés dans le pays dans le seul but de perturber les élections.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Le chef de l'ANC victime d'une attaque cérébrale. - M. Oliver Tambo, âgé de soixante et onze ans, président du Congrès national africain (ANC - interdit), hospitalisé à Londres depuis plus de deux semaines, a été victime d'une attaque cérébrale, a indiqué mercredi 30 août un porte-parole de l'organisation. La crise a provoqué une hémiplegie droite mais il s'agit d'une « bonne nouvelle », a ajouté le porte-parole. Le 12 août, M. Tambo avait été transporté d'urgence de Lusaka à Londres à bord d'un jet privé de la société Lomro et admis dans une clinique dont le nom n'a pas été révélé. (AFP.)

De l'intervention libyenne à l'accord-cadre d'Alger

1960
11 AOÛT. - Proclamation de l'indépendance du Tchad.

1963
JANVIER. - La moitié nord du pays, qui était sous le contrôle de l'armée française, passe sous administration tchadienne. Quelques mois plus tard, début de la rébellion dans le Ouaddaï, province frontalière du Soudan, dans le Nord-Est.

1966
JUIN. - Création d'un Front de libération nationale (FROLINAT), au Soudan.

1968
28 AOÛT. - Le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour mettre fin à la rébellion dans le nord du pays.

1969-1972
Nouvelle intervention militaire française.

1973
Occupation de la bande d'Aouzou, dans l'extrême Nord, par les forces libyennes (N'Djamena a rompu ses relations avec Tripoli en 1971).

1975
13 AVRIL. - Assassinat du président Tombalbaye, auquel succède le général Malloum.

1977
20 JUIN. - La France fournit un appui logistique au général Malloum face à une offensive des rebelles dans le Nord.

1979
FÉVRIER. - Début du conflit armé entre M. Hissène Habré et le général Malloum.

23 MARS. - Accord à Kano (Nigéria) sur la mise en place d'un Conseil d'Etat provisoire présidé par M. Goukouni Oueddei.

10 NOVEMBRE. - A la suite des accords de Lagos, signés le 21 août, un gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), présidé par M. Goukouni Oueddei, est mis en place. Il rassemble onze « tendances », et M. Hissène Habré en est le ministre de la Défense.

1980
21 MARS. - Début de la guerre civile entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et ses trois principaux anciens partenaires, MM. Goukouni Oueddei et Aspi Ammat, ainsi que le lieutenant-colonel Kamougué. M. Hissène Habré est démis de ses fonctions par M. Goukouni Oueddei, tandis que les forces françaises entreprennent d'évacuer le pays.

1982
FÉVRIER-MAI. - Les FAN occupent progressivement le nord du Tchad, à l'exception de la bande d'Aouzou, sous contrôle militaire de Tripoli.

7 JUIN. - Les troupes de M. Hissène Habré prennent N'Djamena.

AOÛT-SEPTEMBRE. - Les FAN occupent le Sud tchadien. Les conseils du GUNT se sont repliés sur le Tibesti.

1983
MAI-JUIN. - Les coalisés, équipés par Tripoli et appuyés par l'armée libyenne, reprennent plusieurs oasis dans le Nord tchadien.

8 AOÛT. - Déclenchement de l'offensive Maïta. Trois mille soldats français occupent le centre du Tchad, jusqu'à la hauteur du 15^e parallèle.

1984
FÉVRIER. - A la suite d'un accord-cadre, en cours d'exécution, un pilote français est tué, le contrôle opérationnel des troupes françaises est étendu au 16^e parallèle.

17 SEPTEMBRE. - Paris et Tripoli annoncent le retrait « simultané et concomitant » des troupes françaises au Tchad et des éléments d'appui libyens.

NOVEMBRE. - Evacuation des troupes françaises.

1985
SEPTEMBRE. - Renforcement du dispositif militaire libyen dans le nord du Tchad.

8 DÉCEMBRE. - M. Mitterrand déclare que le colonel Kadafi « ferait bien de rester à l'intérieur des frontières ».

1986
FÉVRIER. - Attaque du GUNT (Goukouni Oueddei) et des forces libyennes au sud du 16^e parallèle. Mise en place du dispositif français de dissuasion « Epervier » après le bombardement, par la chasse française, de la base libyenne de Ouadi-Doum dans le Nord.

OCTOBRE. - Goukouni Oueddei est assigné à résidence en Libye. Ralliement de ses partisans, dans le Tibesti, aux FANT (Forces armées nationales tchadiennes) du président Hissène Habré.

DÉCEMBRE. - Attaque libyenne contre les forces de Goukouni Oueddei à Bardat (Tibesti). Deux Transvaal français parcourent des armes sur Zouar, repris par les FANT.

1987
2 JANVIER. - Prise de Fada par les FANT. Lourdes pertes libyennes.

7 JANVIER. - La chasse française bombarde les radars libyens de Ouadi-Doum.

6 FÉVRIER. - Renforcement du dispositif « Epervier ».

22 MARS. - Prise de la base de Ouadi-Doum par les FANT. Celles-ci récupèrent un très important matériel militaire abandonné par la Libye.

27 MARS. - Prise de Faya-Largeau (ville natale du président Hissène Habré) par les FANT.

8 AOÛT. - Reconquête de la localité d'Aouzou par les FANT, qui en chassent quelques semaines plus tard par une nouvelle offensive libyenne.

1988
3 OCTOBRE. - Normalisation des relations diplomatiques entre le Tchad et la Libye sous l'égide de l'OUA.

1989
21 JUILLET. - Le colonel Kadafi et le président Hissène Habré se rencontrent pour la première fois, à Bamako, mais sans signer l'accord qu'attendait d'eux de nombreux médiateurs africains.

31 AOÛT. - Signature d'un « accord cadre pour le règlement du différend territorial tchado-libyen » à Alger.

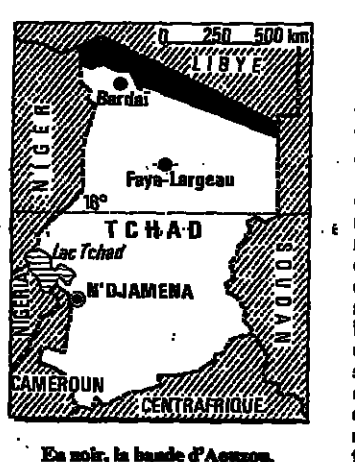
La bande d'Aouzou, objet du litige

D'une superficie de 114 000 kilomètres carrés, la bande d'Aouzou est située dans l'extrême nord du Tchad. L'unique localité qui s'y trouve, Aouzou, a été annexée par la Libye en 1973 en sa faveur sur le traité franco-italien de 1935, signé à Rome par le président du conseil, Pierre Laval, et Benito Mussolini. Il s'agissait d'un accord bilatéral attribuant la bande d'Aouzou à l'Italie, qui occupait le Libye, en échange de la fin des revendications italiennes sur la Tunisie.

Cet accord avait été ratifié par les deux Assemblées françaises et par la Chambre italienne, et publié dans le Journal officiel français le 27 mars 1936. Mais, entre-temps, Rome s'était ravisée. En 1938, le comte Ciano, ministre des affaires étrangères, avait déclaré la France par note que le traité était sans valeur parce que les instruments de ratification n'avaient pas été échangés.

Après l'accession de la Libye à l'indépendance en 1951, la France signa en août 1955 un traité d'amitié et de bon voisinage avec Tripoli. Ce traité définissait les frontières de la Libye avec les pays riverains sous administration française, sans reprendre l'accord Laval-Mussolini, mais en se référant, en annexe, à une déclaration franco-britannique de 1899 et à une convention franco-britannique de septembre 1919, qui plaçaient

avec Tripoli. Ce traité définissait les frontières de la Libye avec les pays riverains sous administration française, sans reprendre l'accord Laval-Mussolini, mais en se référant, en annexe, à une déclaration franco-britannique de 1899 et à une convention franco-britannique de septembre 1919, qui plaçaient



En noir, la bande d'Aouzou.

la bande d'Aouzou en territoire libyen.

La Libye a longtemps soutenu qu'en 1973 le président tchadien de l'époque, François Tombalbaye, lui avait vendu ce territoire, aux termes d'un accord secret. Mais personne n'a jamais pu prouver l'existence de ce prétendu accord.

On a parfois expliqué l'acharnement du colonel Kadafi à s'emparer de la bande d'Aouzou par l'existence de minerais rares, y compris de l'uranium. Si une telle présence est probable, le coût d'exploitation, en raison de l'éloignement de la région et de la dureté du climat, serait fort élevé. La Libye, qui a longtemps misé sur son propre uranium, constate aujourd'hui le difficulté de tirer profit de celui-ci. En fait, même si l'on cessait des espoirs à long terme sur le plan économique, le colonel Kadafi obéirait surtout à un réflexe nationaliste et, à la différence des autres chefs d'Etat africains, ne considérerait pas comme éternelles les frontières nées de la colonisation.

Proche-Orient

La grève de la faim d'un Kurde iranien à Bagdad

Une étrange mésaventure

Ali Ghazi, fils unique du célèbre chef kurde Ghazi Mohammad, qui, de janvier 1948 à mars 1947, avait présidé aux destinées de la République kurde de Mهابad, se trouve depuis trois ans en résidence surveillée à Bagdad. Toutes les démarches entreprises à l'étranger par ses proches en vue de connaître les raisons de sa détention arbitraire et obtenir sa libération sont demeurées vaines. En désespoir de cause, Ali Ghazi, dont le seul crime semble être d'avoir eu trop confiance en l'Irak, a commencé le 25 août une grève de la faim et de la soif pour attirer l'attention sur son cas.

L'histoire de M. Ali Ghazi est peu banale. Militant de la cause kurde depuis sa plus tendre enfance - il avait quatorze ans lorsque son père fut pendu, à l'âge de 37 ans, le 27 mars 1947, sur la place de Chahr-Chahr, où, un an plus tôt, il avait proclamé la République de Mهابad, - il n'avait apparemment pas rompu avec le régime du chah. Ce dernier l'avait d'ailleurs nommé par la suite au poste relativement obscur d'attaché économique à l'ambassade d'Irak de Bonn.

Après la révolution islamique, comme tant d'autres Kurdes iraniens, il avait choisi le camp de l'Irak contre l'Iran, avec l'espoir que la victoire de Bagdad contre Téhéran dans la guerre du Golfe précipiterait la chute du régime islamique et faciliterait la libération du Kurdistan irakien.

Dans ce but, Ali Ghazi était devenu peu à peu presque un agent de renseignement de Bagdad, fournissant à l'Irak à partir de Bonn, où il s'était installé, de nombreuses et utiles informa-

tions civiles et militaires. Son travail avait été grandement apprécié par les Irakiens qui l'avaient invité en août 1986 à Bagdad, où, avant d'être précédé, le président Saddam Hussein souhaitait le voir. Muni d'un billet d'avion de première classe, gracieusement mis à la disposition par l'ambassade d'Irak à Bonn, il s'était aussitôt rendu dans la capitale irakienne, où il avait été reçu avec chaleur.

L'euphorie avait cependant laissé rapidement la place aux déceptions. Une semaine après son arrivée à Bagdad, il avait exprimé le souhait de regagner Bonn, sans avoir été reçu par le président irakien. Au moment de monter dans l'avion, il avait cependant été arrêté par des militaires et conduit vers une résidence de la banlieue de Bagdad, où il végète depuis trois ans sans savoir exactement ce qu'on lui reproche. Plusieurs interventions personnelles de M. Genscher, chef de la diplomatie allemande, auprès de son collègue irakien, M. Tariq Aziz, à Bagdad en 1987, puis à Bonn et à New York en 1988, sont restées vaines. Le ministre irakien des affaires étrangères a promis de « faire de son mieux », de même que M. Hashimi, ambassadeur d'Irak à Paris, sollicité par les proches de M. Ghazi.

Ces derniers s'interrogent sur les mystères de Bagdad et les raisons qui incitent les autorités irakiennes à agir d'une manière désinvolte à l'égard d'une personnalité kurde qui avait pourtant démontré, avec peut-être un peu trop de naïveté, sa bonne volonté à leur endroit.

JEAN GUEYRAS.

LIBAN

Combats et duels d'artillerie ont repris avec violence

Dans une interview à l'agence Reuter, le général Aoun a accusé, jeudi 31 août, les Américains de faire preuve d'indulgence à l'égard de la Syrie à cause des otages détenus au Liban. « Une grande puissance comme les Etats-Unis, a-t-il dit, ne devrait pas être paralysée parce qu'elle a neuf ou dix otages. Nous [les chrétiens], nous pourrions faire mieux si nous voulions prendre des otages. »

D'autre part, le patriarche maronite Nasrallah Sfeir a déclaré jeudi que « les conditions actuelles » au Liban ne permettraient pas une visite du pape dans ce pays. Auparavant, le cheikh Saïd Chahab, dirigeant des fondamentalistes musulmans sunnites de Tripoli, avait estimé que les militants islamiques « devaient enlever le pape, François Mitterrand et George Bush », afin de mettre fin à l'aide fournie, selon lui, par Paris aux chrétiens.

BEYROUTH de notre envoyé spécial

La capitale libanaise était de nouveau, vendredi 1^{er} septembre, alors que le canon tonait toujours, une ville fantôme paralysée pour la deuxième journée consécutive par des duels d'artillerie plus ou moins violents et les combats qui opposaient sur les lignes de démarcation les troupes du chef du gouvernement libanais chrétien, le général Michel Aoun, aux miliciens des partis alliés de Damas, épaulés par l'armée syrienne.

Particulièrement violents dans la soirée de jeudi, ces affrontements, qui se sont étendus aux localités côtières du « pays chrétien », à la plaine orientale de la Bekaa et à la montagne druze ont fait huit morts et cinquante-huit blessés, dont un couple de Français, restaurateurs retraités, M. Maurice Mory et sa femme Berthe. Tous deux ont été hospitalisés à l'Hôpital américain, dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth. En quarante-huit heures, ce sont quatre Français qui ont ainsi été victimes de la recrudescence des affrontements au Liban.

L'un des ingénieurs travaillant pour les FTL libanais, touché gravement mercredi par des éclats d'obus, a d'ailleurs dû être rapatrié jeudi soir sur Paris en raison de son état de santé.

Toute la journée de jeudi, la capitale libanaise avait été soumise à des bombardements sporadiques, contraignant la plupart des habitants à rester dans les abris dans la crainte d'une reprise brutale et généralisée des tirs aveugles sur toutes les régions.

Cette escalade militaire survient alors que le président syrien Hafez El Assad, qui assiste à Tripoli aux fêtes du vingtième anniversaire de la révolution libyenne, devait s'entrevoir avec le président algérien Chadli Bendjedid de la reprise éventuelle des travaux du comité tripartite arabe. L'Algérie, dont un émissaire a en des contacts la semaine dernière à Beyrouth, voudrait trouver une issue à une situation qui apparaît plus que jamais bloquée entre la Syrie et la majorité des pays arabes.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Politique

Les universités d'été du Parti socialiste

M. Mauroy demande au gouvernement de s'intéresser aux fonctionnaires, aux ouvriers et aux classes moyennes

ASPEP
de notre envoyé spécial

M. Mauroy a réaffirmé les priorités sociales du PS, jeudi 31 août, à Aspet (Haute-Garonne) où est réunie la troisième université d'été des conseillers généraux socialistes. « *Maintenant que la croissance est revenue, a déclaré l'ancien premier ministre, ce serait le comble des comble d'oublier ceux qui nous ont accompagnés, depuis un siècle : les humbles, les fonctionnaires, les ouvriers, les classes moyennes.* » Il est « *urgent et indispensable* » que le gouvernement présente « *un discours, des actes, un calendrier* », a-t-il ajouté en espérant que M. Michel Rocard annonce bien un douzième « *travail d'Hercule* » après les onze travaux décrits mardi à Avignon par M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre. « *Si l'on ne fait rien, a affirmé M. Mauroy, le gouvernement ira au-devant d'une contagion de difficultés supplémentaires.* »

M. Mauroy a rendu un hommage appuyé à M. Lionel Jospin, élu de Haute-Garonne, ministre de l'éducation nationale. M. Jospin « *porte l'espérance de cette nouvelle jeunesse dont s'est entouré M. Mitterrand au lendemain du congrès d'Épinay (en 1971). C'est un sabbat* », a ainsi déclaré le maire de Lille en précisant : « *Il a en charge la jeunesse de*

la France et d'une certaine manière, l'avenir de la France.

Le maire de Lille a d'autre part soumis aux soixante-dix conseillers généraux présents, matière à réflexion en souhaitant la réouverture du dossier de décentralisation. « *Les dossiers qui n'avancent plus reculent* », a déclaré M. Mauroy qui a proposé, la création d'un « *institut de la décentralisation* » chargé de déconstruire « *les perversions, les excès et les anomalies* ». Il s'est ainsi déclaré favorable à la rédaction d'un rapport annuel sur ce dossier dans l'esprit de celui rédigé par la Cour des comptes sur le secteur public.

M. Mauroy a également proposé une harmonisation des modes de scrutins territoriaux sur le modèle de l'« *excellente loi municipale* ». Rappelant que le PS ne contrôle que vingt-trois conseils généraux métropolitains, M. Mauroy a déclaré que « *l'on ne peut pas faire le cadeau aux forces conservatrices d'une représentation inversée de la nation* ». Le premier secrétaire du PS a donc souhaité que les élus réfléchissent à un mode de scrutin national conciliant la proportionnelle « *indispensable pour la justice électorative* » et le mode de scrutin majoritaire dans le cadre, par exemple, de l'arrondissement. Il s'est déclaré partisan du regroupement, le même jour, des élections territoriales.

V. DEVILLECHABROLLE.

M. Jospin recommande la « prudence » à M. Quilès sur l'organisation des PTT

RISOU. (Hautes-Alpes)
de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin a été, jeudi 31 août, le premier invité de l'université d'été organisée par le Parti socialiste à la station de montagne de Risoul, dans les Hautes-Alpes. A quatre jours de son passage à « *L'heure de vérité* » sur Antenne 2, le 4 septembre - émission à laquelle il réserve l'essentiel de son message politique - et à la veille de la conférence de presse qu'il devait donner sur la rentrée scolaire (lire page 9), le ministre de l'éducation nationale a tenu néanmoins à passer la soirée avec les quelques quatre cents participants, cadres fédéraux, secrétaires de section ou simples militants.

M. Jospin s'est exprimé d'abord et longuement comme responsable politique, observant l'actualité nationale et internationale, puis comme ministre sur le secteur dont il a la charge, enfin seulement, et plus brièvement, comme l'un des principaux protagonistes du prochain congrès du PS. Mais ces différents registres ne sont pas sans rapport. Ainsi M. Jospin, responsable politique, a-t-il exprimé son hostilité aux propositions du rapport Prévot sur les PTT qui suggèrent de séparer la Poste et les Télécoms (lire page 23). « *Puisqu'il n'y a pas sur ce sujet de position gouvernementale*

taille qui ait été arrêtée, je suggérerais personnellement que nous soyons d'une extrême prudence. Si nous agissons de façon trop légère, trop économique, trop technocratique, nous risquerions d'avoir là un conflit social majeur. »

M. Jospin se rappelle que lorsque des projets identiques avaient été avancés par la droite, le Parti socialiste s'y était opposé. Il estime que la mise en œuvre des suggestions du rapport Prévot aboutirait à coup sûr à mobiliser contre le gouvernement l'ensemble des employés de la Poste. Cette observation du responsable politique n'est sans doute pas pour déplaire au protagoniste du congrès qui sait que parmi les membres du gouvernement, qui soutiennent M. Laurent Fabius, figure M. Paul Quilès, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace.

Pour le reste, M. Jospin a indiqué à son auditoire qu'il existe, selon lui, une « *bonne chance de discuter* » à l'occasion du prochain congrès puisque « *le débat est souhaité par tout le monde* ». Il a mis en garde toutefois contre le risque que « *les responsables ne confondent le débat avec la position* », et contre « *les positionnements excessivement tactiques* ». Il a souligné d'autre part, au sujet des rapports entre le parti et le gouvernement, que dans le système politique français « *il n'y a pas une politique gouvernementale mais une politique de l'exécutif* » associant le président de la République et le gouvernement. A ses yeux, ce qui élimine un parti socialiste à ce sujet, c'est un devoir de « *solidarité* », mais qui ne lui interdit pas de « *dire ce qu'il pense* ».

« Qui pense quoi
et qui veut quoi ? »

Le ministre de l'éducation nationale estime que le débat qui s'est amorcé au sein du PS a déjà eu quelques effets sur les orientations gouvernementales. « *J'ai l'impression que le simple fait de discuter fait bouger* », a-t-il dit au sujet des onze « *travaux d'Hercule* » annoncés par le directeur de cabinet du premier ministre. La solidarité vis-à-vis de l'exécutif se double, selon M. Jospin, d'une solidarité vis-à-vis de la direction du parti. Quant à la question de savoir si un réel débat existe parmi les mitterrandistes, c'est-à-dire entre M. Fabius et lui-même, M. Jospin a déclaré : « *Je ne crois pas qu'il y ait des différences fondamentales au niveau des textes, peut-être ces différences sont-elles à venir. Peut-être certains n'ont-ils pas véritablement exprimé ce qu'ils pensent sur un certain nombre de sujets.* » Se référant au congrès de Metz, en 1979, qui avait eu à départager M. François Mitterrand et M. Michel Rocard, en vue de la candidature à la présidence de la République, M. Jospin a souligné qu'une telle échéance n'est pas d'actualité aujourd'hui. C'est pourquoi, estime-t-il, le véritable débat que l'élection présidentielle devra provoquer, le moment venu, ne peut pas encore avoir lieu aujourd'hui. « *Il faudra attendre pour savoir réellement, a-t-il dit, qui pense quoi et qui veut quoi.* »

PATRICK JARREAU.

M. Chevènement veut « fermer la parenthèse » du libéralisme

LOCTUDY
de notre envoyé spécial

Les jeunes rocardiens sont-ils masochistes ? En invitant M. Jean-Pierre Chevènement, le jeudi 31 août pour la première journée de leur université d'été de Loctudy, ils savaient que le maître à penser de « *Socialisme et République* » allait leur déclamer un évangile qui ressemble bien peu à la vulgate rocardienne. La préparation du congrès socialiste de mars prochain, la volonté des amis de M. Rocard de pratiquer « *l'ouverture* » vers toutes les tendances du PS les avaient incités à tenter cette première. Ils n'ont pas été déçus.

Etourdissant son auditoire sous les citations de Georges Pompidou, Jean Jaurès, Alain Finkielkraut, André Malraux, Romain Rolland et de quelques philosophes allemands, M. Chevènement a exprimé une vision du socialisme qui aurait dû faire réagir les jeunes amis de M. Rocard si ceux-ci n'étaient pas des gens bien élevés.

Passé encore pour sa longue défense de la nation ou pour sa glorification de « *L'Etat républicain* » (« *Le moins d'Etat ne correspond pas à l'idée d'une société plus juste* » et à la « *laïcité* »). Mais pour le reste, sa condamnation du libéralisme était à ce point sans nuance qu'elle aurait dû faire dresser sur la tête les cheveux de tout rocardien normalement constitué. « *Je continue à penser que le tournant libéral n'est pas vraiment porteur pour le socialisme. Il faut, à un moment, fermer la parenthèse* », a-t-il déclaré et rapidement, si les socialistes veulent gagner les prochaines élections législatives prévues en 1993, estime-t-il, il n'y a pas « *de meilleur partage* » que celui qui « *privilegie le profit* ». a-t-il expliqué. Ce meilleur partage est indispensable, selon lui,

car le RMI ne peut suffire à tous et qu'il y a de l'argent en France.

Les socialistes doivent donc porter haut le drapeau... du socialisme, car, explique celui qui, décidément, ne veut pas se faire souffler sa place à l'aile gauche du PS, « *pour que l'échec du communisme ne soit pas la victoire d'un libéralisme ringard, il faut une troisième voie, le socialisme démocratique qui ne peut être une société libérale corrigée à la marge* ». Il est donc inutile pour le PS français de faire son « *Bad-Godesberg* » comme son homologue allemand qui, dans cette ville avait, en 1959, accepté le principe de l'économie de marché. D'ailleurs, même si la « *déclaration de principe* » du parti socialiste français est un peu dépassée, quelle importance puisque M. Chevènement avoue ne pas dormir avec ?

Indulgence
plénière

La « *synthèse* » pour le congrès de Rennes que le dirigeant de Socialisme et République dit souhaiter, sera, dans ces conditions, dédiée à réaliser, M. Chevènement s'est pourtant reconnu quelques points communs avec M. Rocard. L'un comme l'autre respectent « *la cohérence entre ce que nous pensons et ce que nous faisons* » ; leurs tendances sont « *des courants de pensée, pas d'arrière-pensées, et pas d'abord des instruments de conquête du pouvoir* ». Et puis, enfin, M. Chevènement n'a « *jamais dit que Michel Rocard était un homme de droite* ». Prononcer une telle phrase, après qu'un homme de son courant, M. Jean-Michel Bockel, eut accusé le premier ministre de mener une politique de droite, vaut à M. Chevènement, de la part des jeunes rocardiens, presque une indulgence plénière.

THIERRY BRÉHER.

Le programme de M. Rocard aggrave la politique d'austérité, affirme le PCF

Le bureau politique du Parti communiste, dans une déclaration publiée par l'Humanité du vendredi 1^{er} septembre, estime que les « *onze travaux d'Hercule* » de M. Michel Rocard « *constituent une programme d'aggravation considérable de la politique d'austérité et de transformation des structures sociales et économiques déjà engagées dans la priorité aux exigences de profit du capital* ». Le bureau politique énumère les cinq « *mesures graves de régression des droits sociaux et d'agression contre les conditions de vie et de travail des salariés et de leur famille* » contenues dans le programme d'action présenté par M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet du premier ministre (le Monde du 31 août). Pour le bureau politique du PCF, figurent dans ce programme « *une volonté affirmée de reculer toute revalorisation des*

salaires », l'annonce « *de nouvelles et graves attaques contre le système de protection sociale (et) la poursuite du démantèlement du service public sous le couvert de la "modernisation" et de la "renouveau"* ». Sur ce point la déclaration évoque le rapport Prévot pour les PTT, qui montre que le gouvernement s'aligne « *sur les exigences des multinationales en Europe* ».

Toutefois, la direction communiste observe que n'a pu être « *complètement ignoré le mécontentement populaire* », puisque figurent dans ce programme « *quelques rares intentions positives* », dont le PCF annonce qu'il soutiendra « *bien évidemment la réalisation concrète* ». Il s'agit de la suppression de la TVA sur les produits pharmaceutiques et de la construction de logements sociaux à Paris.

INSCRIPTIONS ENCORE POSSIBLES DÉBUT SEPTEMBRE



California, Florida, Nord-Est.
ETUDES EN USA
UNIVERSITÉ

● L'année américaine après le bac (17 à 24 ans)
● Diplôme de Business en 12 mois (18 à 35 ans)
● Stages linguistiques : anglais, allemand, espagnol (18 à 35 ans)
● Préparation tous diplômes (B.A., M.B.A., MASTER, Ph. D.)
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 47.22.94.94.

Gouverner dans le désordre

(Suite de la première page.)

Dans cette circulaire M. Rocard mettait en garde son équipe contre les « *effets d'annonce* », qui ne sont souvent que des « *annonces non suivies d'effet* ». Le tohu-bohu provoqué par la publication du rapport Prévot sur une éventuelle séparation entre la poste et les télécommunications pourrait être une illustration de ce qu'il convient de ne pas faire. Certes, comme le souligne M. Quilès, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace, un rapport n'est qu'indicatif. Il sert de base de discussion et de concertation avec les partenaires sociaux et les usagers. Mais l'annonce spectaculaire de son contenu a provoqué, à l'évidence, des effets que le ministre n'attendait pas.

Dans la même circulaire aux ministres, M. Rocard ajoutait que « *les propos tenus par un membre du gouvernement ne doivent être de nature à gêner aucun de ses collègues* ». M. Jospin avait dû, à l'époque, s'excuser avant de parvenir à ce stade de la littérature rocardienne. L'intervention qu'il a faite, jeudi devant les militants socialistes réunis en « *université* » dans les Hautes-Alpes, n'est pas de nature à aider considérablement M. Quilès, emporté dans un débat explosif. Certes M. Jospin peut estimer qu'il ne déroge pas à la solidarité gouvernementale, puisqu'il parle d'un rapport et non pas d'une idée avancée par M. Quilès lui-même. Mais en recommandant à son collègue de la poste et des télécommunications « *une extrême prudence* » afin d'éviter « *un conflit social majeur* » qui serait provoqué par une action « *trop légère, trop économique, trop technocratique* », il se comporte comme un maître d'école à l'ancienne et fait passer M. Quilès pour un élève distrait.

Tout cela fait désordre. D'autant plus que la maladresse vient d'un homme qui écrivait en juin 1988 dans le Monde : « *Il faut des socialistes qui au gouvernement, au Parlement, dans le Parti lui-même, restent unis. Proches du président, tout en jouant avec intelligence des partitions différentes. Proches les uns des autres, malgré les différences ou les ambitions.* »

Une mauvaise passe

Les difficultés de gestion gouvernementale qu'éprouve M. Rocard sont pourtant fort éloignées du profond embarras dans lequel M. Pierre Mauroy, en avril 1982, était plongé, victime d'un an après son entrée à Matignon. A l'époque, le ministre de l'intérieur, Gaston Defferre, et le ministre de la justice, M. Robert Badinter, polémiquaient en public sur les problèmes de sécurité, et l'opposition exploitait cette méthode chaotique de gouvernement jusqu'à contester la légitimité de l'exécutif. Sur la forme, les difficultés de M. Rocard apparaissent, en regard de ce qui se passait il y a sept ans, comme des péripéties. Mais sur le fond le gouvernement est dans une mauvaise passe.

Les réactions tardives et maladroites de M. Chevènement au malaise des gendarmes et des militaires ont produit un effet boule de neige dans la police. M. Jospin, ministre de l'intérieur, qui avait calmé les échos d'angoisse exprimés jusque dans la rue en juin 1983, sous la gestion de son prédécesseur, est soudainement menacé d'être déstabilisé. Il tente de retourner cette fâcheuse situation en proposant de remettre à plat les rôles respectifs de la gendarmerie et de la police... quitte à empiéter sur le territoire de son collègue de la défense et, tel M. Jospin face à M. Quilès, à faire la

leçon à M. Chevènement lorsqu'il l'invite à agir dans la durée et à planifier son action. Quel besoin y avait-il d'ajouter à ces mouvements revendicatifs l'angoisse et la grogne des postiers ?

Ce n'est plus l'opposition, comme sous M. Mauroy, que pose problème au gouvernement. Ce sont ses propres troupes. M. Chevènement recommande au premier ministre de « *fermer la parenthèse* » du libéralisme s'il veut gagner les élections législatives de 1993, et affirme, comme il s'adresse à M. Chirac, qu'il n'y a pas de « *meilleur partage possible sans une autre logique économique que celle qui privilégie le profit* ». M. Mauroy, premier secrétaire du PS, exige du gouvernement qu'il n'oublie pas « *ceux qui ont accompagné (les socialistes) depuis un siècle* », c'est-à-dire « *les humbles, les fonctionnaires, les classes moyennes* ». Il énonce une évidence en affirmant : « *Si on ne fait rien, le gouvernement ira au-devant d'une contagion de difficultés supplémentaires* ». M. Mauroy attend de M. Rocard qu'il dise aux Français quel sera son douzième « *travail d'Hercule* ». Peut-être sera-ce le plus pénible : remettre de l'ordre dans sa maison.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● Les cotes de confiance de MM. Mitterrand et Rocard. — Selon le sondage du 21 au 23 août réalisé par le SORFES auprès de mille personnes et publié dans le numéro du Figaro-Magazine du samedi 2 septembre, 69 % des Français (au lieu de 68 % en juillet) font confiance à M. François Mitterrand, 37 % (moins un point) étant d'un avis contraire. La cote de confiance de M. Michel Rocard passe de 62 à 61 %, le pourcentage de ceux ne lui accordant pas leur confiance restant stable avec 33 %.

RTL VOUS OFFRE 1000 PLACES
à la Comédie-Française
L'Avare de Molière
Mise en scène de Jean-Paul Roussillon
ECOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE DU 4 AU 8 SEPTEMBRE

صلى الله عليه وسلم

سكنا من الامل

Politique

Les tensions au sein de l'UDF

MM. Léotard et Méhaignerie forment un front contre M. Giscard d'Estaing

RAMATUELLE de notre envoyé spécial

Avant l'été, l'UDF était dans la panade. Elle y demeure. M. Valéry Giscard d'Estaing a prévu un bureau politique de rentrée, mercredi 6 septembre. En l'état actuel des choses, MM. Pierre Méhaignerie et François Léotard, les responsables des deux principales composantes, CDS et Parti républicain, se sont mis en tête de ne point y participer.

Le président du CDS l'avait déjà signifié au président de l'UDF en juillet, dans une lettre rendue publique. Tant que vous ne vous engagez pas, lui avait-il écrit en substance, à réviser d'urgence le mode de fonctionnement de cette confédération, et surtout à conforter clairement son ancrage au centre, nous nous abstiendrons de prêter notre concours à cette UDF devenue l'instrument - cela ne fut pas écrit, mais les centristes l'ont toujours sur la langue - de votre promotion personnelle. M. Méhaignerie n'a obtenu de M. Giscard d'Estaing aucune réponse. Il était donc acquis d'avance que M. Méhaignerie n'accepterait pas en septembre ce qu'il avait refusé en juillet.

M. Léotard vient spectaculairement de lui prêter main-forte, en décidant à son tour et pour les mêmes raisons d'envoyer au panier la convocation du président de l'UDF. Certes, dès le lendemain des élections européennes, le président du PR s'était employé à déclarer *urbi et orbi* que l'UDF était devenue obsoleète, sans que l'on sache si le procès, alors instruit, visait le comportement autonomiste des centristes ou la façon de procéder de M. Giscard d'Estaing.

Depuis les élections européennes du 18 juin, les relations jamais simples entre les deux hommes n'ont cessé de se dégrader. Aujourd'hui M. Giscard d'Estaing et M. Léotard s'insupportent. M. Giscard d'Estaing n'a pas admis que le président du PR vienne expliquer que désormais le président de l'UDF était assis sur un fauteuil en forme de chaise percée. Et depuis c'est la guéguerre : ni ne m'a pas invité à l'université d'été des jeunes giscard-

diens, je ne te convierai pas à celle du PR; tu veux la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale? Tu ne l'as pas encore. Voilà maintenant que M. Léotard s'acquiesce avec Méhaignerie. Alors qu'ils s'étaient jusqu'à présent comportés l'un à l'égard de l'autre comme deux moustiques dans un bocal.

Ouverture et tolérance

La manœuvre a donné lieu jeudi 31 août à un singulier spectacle qui aura permis de pincer une université singulièrement tricotée de jeunes démocrates sociaux singulièrement déboussolés. Cette grande scène des retrouvailles, ou plutôt de trahisons, a donc eu lieu jeudi midi à Ramatuelle (Var), dans les murs du village de vacances Léo-Lagrange. Invité pour la première fois par les jeunes centristes, voisin de Préjès, le président du PR s'est livré devant eux à l'un de ces numéros d'acrobatie politique dont il a le secret. « Frère Léo », l'homme par qui tous les malheurs des centristes arrivent, a été mis très respectueusement sous chaise, par les jeunes démocrates chrétiens auxquels leurs aînés avaient recommandé la plus grande amabilité.

M. Léotard passa d'abord à la confession, refusant délibérément de replonger dans les rancœurs du passé pour n'envisager que des lendemains qu'il désire prometteurs pour toute l'opposition. « Nous nous sommes souvent interrogés, il est vrai, dit-il, sur votre engagement dans l'opposition. Mille déclarations nous ont convaincus depuis que c'était de fausses interrogations. » Il expliqua encore que l'existence du groupe UDF à l'Assemblée nationale était désormais « un fait », que raisonnablement il ne voyait plus de différence fondamentale entre un jeune descendant du MRP et un petit-fils de la famille libérale. Il s'attarda enfin à démontrer combien l'opposition avait plus que jamais besoin d'un centre consistant. « L'opposition », précisait-il, ne pourra pas gagner sur des positions de fermeture. Elle ne pourra l'emporter que si la partie la plus ouverte, la plus tolérante est

capable de faire basculer l'opposition vers elle.

Le président du PR expliqua ensuite qu'il était favorable à la présentation d'un nouveau contrat avec les centristes, mais aussi avec le RPR définissant « les règles de la maison commune de l'opposition ». A commencer, et en on vint au sujet du jour, par un nouveau contrat pour l'UDF. M. Giscard d'Estaing ne fut jamais nommé, mais les centristes saisirent les paraboles. « Il faut retrouver à l'intérieur de l'UDF, insista M. Léotard, un mode de fonctionnement plus transparent, moins personnel, plus démocratique (...). Il faut aller au-delà de la simple invocation quasi mystique de l'union. La seule invocation de ce mot devenu magique ne nous lavera pas de tout examen. »

« Limiter le pire »

Sous le chaud soleil méditerranéen, la façon dont M. Méhaignerie s'exprima, ce petit-lait faisait plaisir à voir. M. Léotard et Méhaignerie partirent ensuite déjeuner ensemble (ce qui n'était pas prévu), et ce fut au cours de ce repas qu'ils décidèrent d'associer leur refus d'allégeance à M. Giscard d'Estaing.

Celui-ci doit-il s'inquiéter d'un tel pacte? Il faut s'interroger sur la réalité et la résistance des bonnes intentions manifestées de part et d'autre. M. Méhaignerie et M. Léotard se sont joints de la main, mais chaque fois ils ont fini par se jeter les instruments à la figure. Ils étaient en passe d'accorder leurs violons pour les élections européennes quand M. Léotard, au dernier moment, préféra rejoindre la philharmonie giscardienne. Les deux hommes se sont déjà beaucoup écartés, mais ils ne se sont jamais entendus.

Vont-ils réussir cette fois? Les petites embarras de jeudi ressemblent à première vue à un nouveau marché de dupes entre deux hommes qui partagent deux seuls soucis communs : se refaire une santé politique et empêcher M. Giscard d'Estaing de prospérer. M. Léotard veut la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

naie. Son discours de recentrage ne s'adressait point aux seuls centristes, mais à tous les députés inquiets de la dérive droite du PR constatée après le 18 juin.

Face à M. Giscard d'Estaing, la marge de manœuvre de M. Léotard est extrêmement étroite, y compris au sein de son parti. Dès lors, emboliser provisoirement le pas des centristes était devenu pour lui une marche forcée.

M. Méhaignerie, testé par les 8 % centristes aux élections européennes, n'a pas non plus d'autre choix que de jouer encore et toujours la carte UDF. Son alliance avec M. Léotard doit être considérée comme le dernier gage de sa bonne volonté.

Cette restructuration de l'UDF est la première marche à franchir si nous voulons allègrement atteindre la deuxième, celle de la reconstitution de toute l'opposition. Si personne ne se bâte, je ne vois pas pourquoi ce changement ne se ferait pas. « Propos de circonstance », car M. Méhaignerie ne se berce guère, en privé, d'illusions. Les problèmes de structure sont, à l'entendre, dépassés. « Nous ne sommes plus devant des problèmes de positionnement géographique, mais des problèmes de positionnement de fond. »

Professionnalisation, éducation, taxe professionnelle, budget 1990, inégalités sociales (sujet sur lequel il souhaite un débat parlementaire à la rentrée) : c'est à partir de tous ces thèmes que se dessineront, selon lui, les véritables courants à l'intérieur de l'opposition. « Compte tenu de la démission de M. Giscard d'Estaing », il nous avertisse, « nous aurons huit mois pour gagner une image d'hommes responsables. » Malgré les tensions qui secouent ses troupes, M. Méhaignerie entend sauver sa dernière corde de rappel, le groupe parlementaire UDF. M. Léotard a admis que, à l'intérieur de l'intergroupe RPR-UDF qui se constituera à l'Assemblée nationale, l'UDF puisse adopter des positions différentes. C'est pour M. Méhaignerie l'essentiel, et cela, pour l'instant, suffit à son bonheur. Quant au reste, il s'agit, selon lui, pour l'opposition, de « limiter le pire ». Tout un programme en effet.

DANIEL CARTON.

Réuni à La Baule

Le Front national met en forme sa réflexion sur les avantages de l'exclusion

LA BAULE de notre envoyé spécial

Le Front national a été « diabolisé » depuis plusieurs années. Il entreprend malicieusement sa « dédramatisation ». Tel est, en substance, le message que les dirigeants du mouvement d'extrême-droite tentent de faire passer auprès de leurs cadres depuis le début de l'année d'été qu'ils tiennent à La Baule. Dédramatiser, mercredi 30 août, dans l'intention de M. Bruno Mégret, délégué général du Front (le Monde du 1^{er} septembre), cette contre-offensive théorique d'été confirmée, jeudi, par l'exposé de M. Yvan Blot, nouveau député européen du FN dont il n'est pas membre encore à part entière.

M. Blot qui a en commun avec M. Mégret, une ancienne appartenance au RPR, une forte empreinte du Club de l'Horloge et une solide amitié, s'est livré à un vibrant éloge de « l'exclusion », pour dénoncer que « le Front national est aujourd'hui le principal garant politique des libertés en France ». Ce thème avait été lancé par M. Jean-Marie Le Pen à la Trinité-sur-mer dans son traditionnel discours de rentrée (le Monde du 29 août).

Saisissant l'occasion du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, le 26 août, le président du mouvement d'extrême droite avait dénoncé ce texte qui, selon lui, porte en germe « le totalitarisme » et il s'était fait l'apôtre des « inégalités » naturelles. Huit jours auparavant, M. Le Pen avait eu avec M. Blot, qu'il avait invité dans sa commune natale, une longue discussion sur l'exclusion. « J'avais préparé une note sur le même thème à Chirac quand il était premier ministre, confia M. Blot, mais on m'avait répondu qu'il n'était pas souhaitable d'affronter la gauche sur ce terrain. »

Le patron du Front, qui est intuitivement d'accord avec sa réflexion, ajoute M. Blot, semble, au contraire, vouloir engager le fer avec la gauche sur le thème de l'exclusion. Le but est double : prouver que cette thèse, inacceptable pour les socialistes, à une base naturelle qu'il est possible de théoriser, et tenter d'alimenter le débat politique pour s'y maintenir alors même

que la période sans élection qui s'ouvre risque d'être défavorable à l'extrême droite.

M. Blot estime que « la priorité systématique donnée par les socialistes à l'égalité sur les autres valeurs », conduit à un « égalitarisme totalitaire ». Le nouveau slogan de la lutte contre l'exclusion est, selon lui, « une machine de guerre contre toutes les institutions clés de notre civilisation sans lesquelles il ne peut y avoir de liberté ». Or, M. Blot affirme que l'on trouve la notion d'exclusion dans la famille « par l'interdiction de la polygamie », dans la propriété privée et dans le concept de nation qui « n'existe que si les étrangers sont exclus du pouvoir politique ». A contrario, M. Blot assure que « l'égalitarisme est créateur d'injustice et d'inefficacité ».

Après avoir fustigé « l'égalitarisme », M. Blot a vigoureusement dénoncé « le constructivisme dont l'origine remonte à Descartes, à la pseudo-philosophie des lumières, inspirée par certaines obédiences maçonniques [qui] est fondée sur le préjugé selon lequel la raison humaine peut consciemment reconstruire la morale et la société tout entières ». Et pour le malheur de l'homme, à en croire l'orateur, « cet esprit » est tout à la fois responsable « des mouvements révolutionnaires qui ont ensanglanté le monde de 1789 à nos jours », à l'origine de l'espérance et des kibboutz qui se sont révélés des échecs, à la base de « l'urbanisme cosmopolite conçu de manière purement idéologique et intellectuelle » par... Le Corbusier.

Le nouveau tour pris dans la stratégie du Front national fait apparaître en premier ligne des théoriciens que M. Jean-Claude Martinez, par humour ou par provocation, a baptisés « les horlogers ». Il est vrai que le « factieux » professeur de l'université de Montpellier, candidat malheureux sur la liste européenne de M. Le Pen, n'a aucun atome crochu avec les « transfuges » du RPR - MM. Mégret et Blot - nourris au lait idéologique du Club de l'Horloge. On peut se demander si le débat sur l'exclusion ne provoquera pas quelques conflits théoriques à l'intérieur même du Front.

OLIVIER BIFFAUD.

Bicentenaire

Les esclaves oubliés de 1789

Gorée, du rose au noir

DAKAR de notre envoyé spécial

Comme un équilibriste en pleine lumière, un enfant, dansant sur les galets, descend vers la mer. Devant lui, deux yachts chromés bercent leur cargaison de corps à bronzer; dans son dos, une maison rose-bonbon ajoute sa note sucrée au charme coloré de l'endroit; le ferry qui vient de Dakar, de l'autre côté de la baie, débarque son lot de touristes et de baigneurs. Tout est beau, tout est chaud. En cette fin de journée dominicale, Gorée, « la noire » de sinistre mémoire, a des allures de Saint-Tropez tropical. Pour un peu, on en oublierait le passé de cet îlot dont les Français, après les Portugais, firent un cachot - ou, comme on dit ici, une « esclaverie » - au service du gigantesque trafic d'hommes, de femmes et d'enfants que fut la traite des Noirs.

On imaginait le décor mieux accordé au drame, plus systématiquement voué au culte de son martyre; par exemple, sous le soleil et les palmiers, une espèce d'Auschwitz africain dédié à la mémoire des millions de Noirs victimes des négriers européens. Mais rien ici de monumental ou d'exceptionnel. L'île tout entière, sans mise en scène, est un musée témoignant sobrement du passé.

Ainsi, comment ne pas « voir » que les plantations (des Blancs) ont mouillé à l'endroit même où, naguère, venaient s'ancrer les bateaux négriers; que la villa rose fanée devant laquelle joue l'enfant noir est la « Maison des esclaves »; que les galets du rivage semblent avoir été polis par les pieds de tous ceux qui seraient, enchaînés et menés, des cachots, et qui, une fois franchie la « Porte de l'Enfer » (le détroit), titubèrent vers l'embarcadere, vers un voyage sans retour à fond de cale, vers un « Nouveau Monde » que les plus faibles n'atteindraient jamais.

Bâtisse modeste, mais combien symbolique ! la Maison des esclaves,

principal vestige des années de traite, fait désormais partie du « patrimoine de l'humanité ». Le gouvernement sénégalais s'attache à la préserver contre les atteintes du temps, de l'indifférence et de l'oubli (1).

Pour décrire l'invisible et dire l'indicible, le conservateur, M. Jo Ndiaye, a donné la parole aux murs. Partout fleurissent informations et citations de poètes, de politiciens, de simples citoyens. Remarquables entre toutes, celle de Cocteau : « Lui est noir au dehors et rose au dedans, moi je suis rose au dehors et noir au dedans »; celle de Charles Carrère qui évoque les « maisons peintes aux couleurs lavées de mon sang, débordant de sous le soleil glorieux de midi »; celle, toute récente, du Haïtien Jean-Louis Sugot : « La porte de l'Enfer est à Gorée. Elle ouvre sur la mer bleue. Il y a là une jeune femme aux seins nus qui avance vers la prison des vagues... C'est ma mère ». Et, au terme du parcours, M. Ndiaye lance à l'humanité (récidiviste) tout entière cette question angossée : « Gorée... Dakar. Quel chemin à parcourir avant de devenir des hommes ? »

A l'heure du Bicentenaire, ce que ne disent pas ces murs c'est que, malgré les « lumières » de l'époque et les déclarations magnifiques sur la liberté, l'égalité et la fraternité, 1789 fut pour les noirs français une année fructueuse. Cette année-là, on abolit les privilèges mais pas l'esclavage. Et comme il fallut attendre une trentaine d'années pour que la traite, sous l'impulsion des Anglais, fût interdite, la maison rose, tapie comme une monstrueuse fleur carnivore à portée de la « Côte des esclaves », n'avait pas fini de servir.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Une association non gouvernementale française, « Gorée Fraternité », basée à Montpellier et soutenue par la fondation Franco-Liberté de Mme Mitterrand, a lancé une campagne pour la restauration de Gorée.

Défense

M. Rocard présidera une réunion interministérielle sur la complémentarité gendarmerie-police

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a annoncé lors d'un entretien, jeudi 31 août, que les résultats de la concertation en cours pour améliorer la complémentarité entre la police et la gendarmerie seraient « l'objet d'une réunion interministérielle dans les prochaines semaines, sous sa présidence ».

L'entretien entre M. Rocard et M. Barthelemy a porté sur la mise en œuvre des mesures arrêtées par le gouvernement et annoncées en réunion de concertation, le 23 août aux

représentants de la gendarmerie par le ministre de la défense.

Le premier ministre, selon son entourage, s'est inquiété particulièrement des dispositions qui pourraient être prises pour alléger le régime d'astreinte dans les brigades territoriales et pour moderniser le fonctionnement de la gendarmerie dans le cadre des nouvelles missions mises en place la semaine dernière en son sein.

Comme l'avaient fait à des degrés divers MM. Mauroy et Hermu, un

autre élu socialiste, M. Mario-Noëlle Lienemann, député de l'Essonne, qui anime le groupe « transcourants » du PS, a réclamé le droit à « des formes d'expression dans l'armée ». M. Lienemann est cependant allé beaucoup plus loin en précisant que celles-ci devaient « s'apparenter au droit syndical ».

D'autre part, les maires de vingt-deux communes rurales du canton de Dieuze (Moselle), près de Metz, ont rédigé, toutes tendances politiques confondues, « une motion de soutien et de solidarité aux revendications des gendarmes » envoyée à la préfecture de la Moselle.

Le commandant Martin renonce à sa grève de la faim. « Puni de trente jours d'arrêt pour avoir incité à des chefs à franchir la ligne jaune pour éviter que la troupe ne le franchisse », le capitaine de frégate Roger Martin a renoncé à sa grève de la faim commencée mardi 28 août à Toulon. La préfecture maritime a précisé, jeudi 31 août, que la sanction de l'officier de marine a été réduite à quinze jours d'arrêt après qu'il se fut engagé à ne plus faire de communication dans la presse.

Des missiles nucléaires Hades seront entreposés dans la Marne et dans l'Aube

Le premier régiment à recevoir les nouveaux missiles nucléaires stratégiques Hades sera le 15^e régiment d'artillerie stationné à Snippen (Marne), selon la revue *Terre Magazine* de l'état-major de l'armée de terre française, qui donne cette précision pour la première fois. Cette unité sera opérationnelle à partir de 1992.

Terre Magazine indique que le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, vient d'arrêter la composition de la division Hades. Outre le 15^e régiment d'artillerie, la deuxième unité à recevoir des Hades sera le 3^e régiment d'artillerie de Mailly (Aube). Un troisième régiment, qui n'a pas encore été désigné, complètera la division.

D'une portée de 480 kilomètres, le missile Hades est destiné à remplacer l'actuel Pluton, dont les performances sont plus limitées (120 kilomètres). Ce nouveau système d'armes est monté, à raison de deux missiles, sur un camion qui sert aussi de plate-forme de lancement, à la différence du Pluton qui est installé, à un seul exemplaire, sur un châssis blindé dérivé du char de bataille français AMX-30.

Il est prévu de ne constituer que trois régiments Hades au total, au lieu des cinq régiments Pluton actuels.

La revue de l'état-major de l'armée de terre précise encore que la division Hades, outre un état-

major et ses trois régiments d'artillerie, comprendra un régiment de transmissions de commandement et d'appui (RTCA), qui sera équipé de moyens de communication et de calcul analogues au RITA, une batterie de missiles antiaériens Mistral à très courte portée, un bataillon du matériel et trois régiments d'infanterie servant à sa protection et mis en pied à la mobilisation à partir de détachements en provenance des écoles d'officiers de Saint-Cyr-Cotéguand.

RSCG Campus



Première université de communication européenne

Formation en 3 ans après le Baccalauréat. Quatre options de troisième année :

POLITIQUE (Communication d'intérêt public),
MANAGEMENT (Communication interne des entreprises),
MEDIA (Presse écrite et audio-visuelle),
COMMUNICATION (Publicité, Marketing direct, Promotion et Relations Publiques).

Concours d'entrée le jeudi 7 septembre 1989

Inscriptions au 45.54.72.73, ou par Minitel : 3615 code RSCG CAMPUS.

RSCG Campus - 147, Quai de Strasbourg - 92130 Issy-les-Moulineaux.

Enseignement supérieur privé.
Groupe Roux, Séguin, Cozoc et Goudard.

M. Édouard Balladur invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Édouard Balladur, ancien ministre d'État, ministre de l'Économie, des finances et de la privatisation, du gouvernement Chirac, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 3 septembre de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député RPR de Paris répondra aux questions d'André Passeur et d'Éric Israël, de *Monde*, de Jean-Yves Hollinger et de Marc Ullmann, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Société

Coup de projecteur sur le financement des partis politiques

Le pot aux roses des fausses factures

Le gouvernement paraît déterminé à inscrire à l'ordre du jour de la session d'automne de l'Assemblée nationale les deux projets de loi sur le financement des partis politiques et sur l'annulation des déficits liés à ce financement. Le vote d'une loi d'annulation entraînerait l'arrêt des poursuites engagées dans l'affaire des fausses

factures de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE) dans laquelle trente-trois personnes sont inculpées — cadres de la SAE ou de ses filiales, entrepreneurs divers, hommes politiques de droite comme de gauche. Selon les collaborateurs du premier ministre, si de nouvelles règles « transparentes » sont fixées pour le finance-

ment des partis et des campagnes électorales, il est normal que l'on efface l'ardoise judiciaire laissée par les perversions de l'ancien système. D'autant plus, ajoutait-on au début de l'été (le Monde du 22 juin), que le pot aux roses de la SAE concernerait plusieurs milliers d'élus. Mais ce raisonnement logique est contredit par l'état

actuel de l'enquête judiciaire qui est surtout embarrassante pour le Parti socialiste, en raison tout à la fois des confidences de certains de ses militants et des pièces à conviction saisies. Il apparaît, cependant, que d'autres pistes, sans doute plus aléatoires, n'ont pas été suivies avec beaucoup de détermination par les enquêteurs.

(Suite de la première page.)

Interrogé par M. Cullé, le 13 mars, M. Claude Pélissier, gérant de la SORMAE (Société auxiliaire d'entreprise Rhône-Alpes-Méditerranée), filiale de la SAE d'où toute l'affaire est partie, est plus direct : « Pour amener les décideurs à se mouiller pour nous, il est certain qu'au moment de leur campagne électorale il faut les aider financièrement. Si on aide leur parti, on est mieux considéré (...). La règle, pour pouvoir soumissionner à des marchés publics, est de s'engager envers le bureau d'études proches du parti politique à verser des honoraires par des contrats plus ou moins fictifs. Pour le Parti communiste, il y a Sud-Est Équipes ; pour le Parti socialiste, Urba-Tech ; pour les partis de droite, je ne saurais pas vous donner de noms car ils sont beaucoup plus individualistes. »

Racket et douce violence

Quelques jours plus tôt, le 22 février, devant le même magistrat, M. Robert Mistré, directeur technique de la SORMAE pour la zone sud, se s'était contenté de faire porter la responsabilité de ces combats aux partis politiques. Car le bâtiment y met aussi du sien : « Ce n'est un secret pour personne (...). Si on n'en passe pas par là, on a des difficultés avec les maires et leurs services techniques pour des implantations de grues, des branchements d'eau (...). Pour dégager des espaces, la SORMAE a recours à la surfacturation par des sous-traitants de certains chantiers. Cela veut dire que, d'accord avec ces sous-traitants, nous majorons le volume des travaux et que nous leur payons des travaux fictifs. Ils gardent 30 % pour eux, parfois 40 % et ils nous remboursent le reste en espèces ; ces sous-traitants établissent donc de fausses situations de chantiers en accord avec nous et ils nous facturent des prestations de complaisance. »

Enfin, toujours devant M. Cullé, le 6 mars, M. Paul Peltier, directeur général de la SORMAE, l'homme par qui le scandale arriva tant il fut dardé devant les policiers avant de se rétracter sur plusieurs points, se livre à une synthèse générale : « Avec le PC, si l'on veut obtenir d'une municipalité d'être reçu à un appel d'offres, on nous impose de passer par un bureau d'études technique ou commercial qui facture des prestations dont on pourrait se

passer, de l'ordre de 1 à 3 % de la valeur du marché (...). En ce qui concerne le PS, il existe pour qu'une entreprise puisse participer aux constructions des collectivités locales qu'elle conclut aussi des contrats sans aucune utilité avec son bureau d'études qui s'appelle Urba-Tech (...). Les tarifs sont moins chers qu'au PC (autour de 1 %) et je m'efforce d'y échapper chaque fois que cela est possible. »

Non sans humour, M. Peltier précise que les socialistes « sont bien moins organisés car il y a davantage de tendances divergentes ». Il est aussi beaucoup plus vague s'agissant du camp opposé : « Avec les partis de droite, les contrats d'honoraires de complaisance ne sont jamais liés à une affaire déterminée. Ils interviennent presque exclusivement lors des campagnes électorales. Ces mises à contribution, qui correspondent parfois à une prestation plus concrète, sont de l'ordre de 50 000 à 100 000 francs par contrat. »

Parlant des bureaux d'études des partis de gauche, l'un des cadres de la SAE, inculpé, va jusqu'à confier son indignation : « Il s'agit d'un véritable racket. Douce violence tout de même puisque, à une question directe du magistrat chargé de l'instruction — « Quelle est la sanction si l'on refuse de s'exécuter ? » — M. Peltier répond de manière dérangeante : « Je ne suis pas sûr que cela n'est jamais arrivé. On est obligé d'en passer par là ; tout ce qu'on peut faire, c'est d'essayer de limiter les prélèvements... »

Le rôle des secrétaires

Si les uns et les autres sont si explicites, c'est sans doute qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Les interrogatoires furent, en effet, précédés d'une riche moisson policière. Non pas que certains des futurs inculpés n'aient pris quelques précautions en se servant à « un ménage » préventif avant les perquisitions. Mais dans une telle précipitation, avec tant de maladroitness, que ce fut en pure perte. Et puis ils ont joué de malchance : « Ne faites jamais trop confiance à vos secrétaires », pourrait être une des morales de cette fable financière.

M. Benata par exemple. Sa secrétaire personnelle expliquera aux policiers comment elle fut amenée, quinze jours avant la perquisition du 28 février au siège parisien de la SAE, à détruire à la broyeuse des documents concernant la SORMAE. Elle précisera aussi avoir dactylographié des documents faisant état de versements d'espèces « qui circulaient toujours dans des enveloppes bleues cachetées au nom des destinataires ». Mieux encore, elle guidera les enquêteurs jusqu'à son domicile où elle avait dissimulé dans un livre de cuisine trois feuillets manuscrits rédigés par M. Benata, sur la demande de ce dernier.

Même mésaventure à Marseille, au siège de la délégation régionale d'Urba-Tech. Pour des raisons de saisine judiciaire différentes, les hommes de la brigade financière du SRPJ y feront deux perquisitions l'une le 17 avril, l'autre le 19. L'œil exercé, ils s'aperçoivent, lors de leur seconde visite, que « de nombreux documents ont disparu ou ont été déplacés ». Le directeur M. Bruno Desjoubert, leur indique qu'ils ont été déposés par sa secrétaire dans un casier près de la porte d'entrée. Tenaces, ou trop bien informés, les policiers remarquent que tous les documents ne s'y trouvent pas. Heureusement, ladite secrétaire leur expliquera tout.

M. Gérard Monate, PDG d'Urba-Tech, raconte-t-elle, lui a ordonné, le 18 avril, entre les deux perquisitions, d'amener à son domicile « la comptabilité manuelle analytique des retombées » — il s'agit des fiches qui regroupent les entrées et sorties de tous les bénéficiaires des fonds d'Urba-Tech. Sur sa lancée, elle ajoute que M. Joseph Delcroix, ancien directeur administratif d'Urba-Tech, aujourd'hui chargé de mission à Marseille, lui a également confié une serviette.

C'est ainsi que les policiers entreront en possession des principales pièces à conviction concernant le PS, notamment aux diques d'informations et quatre cahiers à spirale. Dans les premières, une comptabilité détaillée des opérations marseillaises ; dans les seconds, les notes prises par M. Delcroix au fil des réunions nationales ou locales de 1981 à 1988. Aimable, la secrétaire promettra même aux enquêteurs de leur apporter, le lendemain, « ce qui reste » dans sa serviette.

Nalveté ou arrogance ? Toujours est-il que la tâche des enquêteurs a parfois été facilitée par les bavardages ou les maladroitness de tel ou tel. Et c'est notamment vrai pour les inculpés peu ou prou liés au PS. Les

policiers marseillais feront, par exemple, une curieuse découverte au siège d'Urba-Tech : « Une mallette basse fréquence de détection, permettant des mesures techniques sur les lignes EDF-PTT et des écoutes téléphoniques... »

Quand les militants du PS parlent

Proche-verbal « orienté », assure-t-on dans l'entourage d'Urba-Tech, où l'on jure n'avoir jamais procédé à des écoutes téléphoniques et où l'on insiste que l'un des inspecteurs ayant fait la perquisition est proche du RPR. Mais le directeur régional d'Urba-Tech, M. Desjoubert, n'en confiera pas moins aux policiers que ce cahier matériel avait été déposé dans ses locaux « au cours d'une visite de sécurité organisée par la direction régionale ».

Avec tant de tracas, la suite sera un jeu d'enfant. C'est sans doute la partie la plus douloureuse pour le PS : ses militants parlent. Freuve, dit-on, qu'ils respectent la justice. M. Delcroix, par exemple, celui dont les quatre cahiers — aujourd'hui scellés n° 48 — livrent tant de secrets, ne se fera pas prier, en avril, pour raconter aux policiers marseillais le fonctionnement d'Urba-Tech. Il y a une seule dérogation, explique-t-il, appartient au GIE Gestion des sociétés regroupées (GSR), dont le siège est à Paris et qui comprend, outre Urba-Tech, la SA Gracco et la SA Valorimon. M. Monate était aussi administrateur du GIE. Il y a une seule dérogation régionale, le capital est de plus de 2 millions de francs. Urba-Tech est spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics. Gracco s'intéresse aux fournisseurs de collectivités locales.

En résumé, conclut-il, l'action d'Urba-Tech consiste essentiellement à intervenir auprès des décideurs socialistes ou apparentés, aux fins de favoriser les entreprises clientes pour l'obtention de marchés publics ou privés (...). Je reconnais que l'entreprise choisie par Urba-Tech ou Gracco rémunère ses services politiques dont disposent ces sociétés sur les décideurs du fait de la même appartenance politique (...). Le but essentiel d'Urba-Tech Gracco consiste à apporter de l'argent au PS et à ses membres ou associés. Cette dérogation régionale de la délégation régionale de Marseille ? 3 millions de francs, dont 30 % servent à ses « frais fixes ».

M. Delcroix ne sera pas le seul à parler ainsi, à livre ouvert. A l'autre bout de la chaîne, il y a notamment M. Gérard Peybernes, directeur délégué aux relations extérieures de la SAE. M. Cullé, qui l'interroge le 11 mai, le présente comme « une sorte d'agent d'influence de la SAE ayant un réseau de relations très étendues dans le milieu politique ». Or, M. Peybernes précisera tout naturellement : « L'appartenance à la fédération socialiste des Hautes-Pyrénées, section Maubourguet, la même que celle de M. Glavany,

villa par des filiales de la SAE, pour un montant estimé à 300 000 francs. Chargé de l'urbanisme quand il était premier adjoint, il est décrit par les gens de la SORMAE comme « l'un des principaux interlocuteurs » de la société.

La caisse noire de la SORMAE

La SAE, loin d'être sectaire, avait des relations dans tous les milieux. Dans une circulaire du 14 août 1986, son directeur général, M. Ben-

ne s'agit plus, cette fois, de pourcentages perçus par des bureaux d'études mais de remises d'espèces à des élus. S'y ajoutent, pour 1 358 227 francs, les travaux réalisés gratuitement chez des particuliers. Les bénéficiaires de cette manne n'ont pas été exclusivement recrutés dans les rangs socialistes, comme l'illustre la diversité politique des inculpations où l'on dénombre sept « politiques » de droite contre six de gauche.

Au fil des interrogatoires, les villes d'Als, de Toulon, de Nice, d'Avignon sont évoquées, dont les édiles sont ou étaient à l'époque RPR ou UDF. On croise même un homme de l'immobilier proche du Front national. Et M. Peltier, directeur général de la SORMAE, parle, tout naturellement, de M. Jean-Louis Geiger, conseiller régional UDF, comme de l'un de ses « amis », en ajoutant qu'en janvier dernier, il est venu lui demander d'aider la campagne municipale de M. Jean-Claude Gaudin : « J'étais d'accord pour que SORMAE participe à hauteur de 100 000 F. J'ai la remise de fonds n'a pas été concrétisée. » Il n'en reste pas moins que les investigations policières, pour l'heure, ont été plus exhaustives et plus fructueuses en direction du PS. La piste des bureaux d'études liés au PCF ne semble pas avoir été suivie. Et, à droite, la seule perquisition a concerné le groupe parlementaire Sun Communication qui s'occupait notamment de la campagne de M. Gaudin à Marseille.

Les policiers diront, sans doute, qu'ils ont d'abord pêché là où cela mordait. S'il n'y avait pas d'annulation, ils seraient peut-être plus curieux. Faute d'un tel grand décollage, le temps joue, évidemment, contre la vérité. M. Peltier, par exemple, revient sur certaines de ses confidences : « C'est ce qu'on a voulu me faire dire », dit-il maintenant à propos de ses réponses devant la police judiciaire. Au fond, celui qui voyait loin, évitant toutes les questions pièges lors de son interrogatoire du 1^{er} mars, c'était M. Jean-Claude Jammes, président du directeur de la SAE. « Si ces pratiques s'avaient généralisées, déclarait-il aux policiers, je suis certain d'obtenir l'adhésion des présidents des principaux groupes français pour intervenir vis-à-vis des pouvoirs publics afin de trouver une solution efficace au problème du financement politique. »

EDWY PLENEL.



maire de cette localité. » M. Jean Glavany, chef de cabinet du président de la République jusqu'en 1988, dont il ajouta qu'il était alors son contact à l'Élysée.

M. Peybernes s'étendra aussi sur ses relations amicales avec M. Jean-Victor Cordonnier, ancien premier adjoint socialiste au maire de Marseille. « Évidemment Jean-Victor Cordonnier souhaitait nous favoriser dans la mesure où nous envisagions de construire des bureaux, des hôtels à Marseille où personne n'avait envie d'aller à l'époque. » M. Cordonnier se trouve notamment impliqué pour des « travaux réalisés » sans devis ni factures, effectués fin 1988 et début 1989 dans sa

tata, recommande ainsi d'avoir un certain nombre (réduit car on ne peut pas être ami avec tout le monde) de relations sûres et fortes, de vrais amis, qui se « mouilleront » pour nous parce qu'ils nous ont rendu des services ». En décembre de la même année, il fixera comme « objectif n° 1 » de la société pour 1987 de pouvoir obtenir de n'importe quel décideur un rendez-vous dans les huit jours.

Application saine de ces directives, le système marseillais voyait, à la SORMAE, une « caisse noire », dont le détail se trouve dans un document intitulé « mouvements intérieurs non comptabilisables ». Les espèces déversées atteignent, selon l'enquête, 3 897 432 francs. Il

Arrivée à La Rochelle du nouveau navire de Greenpeace

Le « Rainbow-Warrior » continue le combat

Coque verte et voiles bleues frappées de la colombe de la paix, un frégate bateau de 65 mètres est entré vendredi 1^{er} septembre dans le port de La Rochelle. Il porte un nom qui a fait la une de tous les journaux du monde : Rainbow-Warrior, le guerrier de l'arc-en-ciel. C'est le nouveau navire amiral de l'organisation Greenpeace. Il est le symbole flottant de l'obstination de ces écologistes qui, depuis dix-huit ans, jouent les filibustiers non violents et ne s'avouent jamais battus.

Rappelons-nous : dans la nuit du 10 juillet 1985, un autre Rainbow-Warrior amarré dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, était dynamité par les services secrets français. L'équipage avait juste le temps de sauter sur le quai, mais le photographe de l'expédition, le Portugais Fernando Pereira, périsait noyé dans sa cabine.

Une puissante organisation

Le bateau s'apprête à mettre le cap sur l'Atoll de Mururoo, en Polynésie française, afin de manifester pacifiquement et pour la dernière fois son opposition aux essais nucléaires français. Résultat : deux agents de la DGSE, Alain Mafart et Dominique Prieur, arrêtés puis condamnés à dix ans de prison ; le désordre jeté sur les services secrets français, la démission du ministre de la défense, M. Charles Hernu, et celle du patron de la

DGSE, une brouille prolongée avec la Nouvelle-Zélande et, accessoirement, une formidable publicité pour Greenpeace.

Avec une partie des 8 millions de dollars versés par la France en dédommagement, les responsables de Greenpeace ont acheté un vieux mais solide chelou qui a été complètement rénové. Plus grand que son prédécesseur le nouveau Rainbow-Warrior, jaugeant 580 tonnes, a reçu des moyens de communications perfectionnés et d'un système de navigation par satellite. Il est équipé seulement d'un puissant moteur mais aussi de voiles qui se déploient ou se replient automatiquement autour des trois mâts en fonction des vents. Écologie oblige, il est muni d'un chauffage solaire et d'une mini station d'épuration des eaux. Son capitaine, Peter Wilcox, un Américain de trente-cinq ans, est un baroudeur des mers qui a derrière lui huit ans de campagne pour Greenpeace.

Malgré leur imagination et leur courage physique, qui sont reconnus, les militants de Greenpeace sont loin d'avoir renoncé à toutes les batailles livrées pour la protection des écosystèmes marins. Cependant, ils ont obtenu assez de succès pour ne pas mettre ses à terre. L'île d'Amchitka, au large de l'Alaska, où ils ont protesté contre des essais nucléaires américains, est devenue une réserve naturelle ; le massacre des phoques est stoppé ; la chasse à la baleine n'est plus qu'une survivance anachronique ; les Britanniques ont renoncé à couler au large leurs fûts de résidus radioactifs ; la

firmes Bayer ne jette plus en mer du Nord ses déchets chimiques...

Si les coups de main spectaculaires de ses commandos sont largement médiatisés, l'organisation mène une action beaucoup moins connue. Ses experts participent aux travaux de plusieurs organismes internationaux et nationaux techniques s'occupant des océans. Grâce à un réseau d'informateurs sur les cinq continents, elle publie des documents qui étonnent les spécialistes. Le dernier en date concerne, par exemple, les essais nucléaires français (1).

Le mouvement est devenu la plus puissante organisation non gouvernementale dans le domaine de l'environnement. Il compte trois millions d'adhérents en Amérique du Nord et en Europe. Grâce à leurs cotisations et à leurs dons, Greenpeace peut rester fidèle à son éthique initiale : n'accepter aucune subvention des autorités. Elle entretient des bureaux dans une vingtaine de pays, emploie quatre cents permanents et arme actuellement une flotte de sept navires.

Un additif à la Déclaration des droits de l'homme

Les Rochelais pourront visiter le Rainbow-Warrior durant son escale en France. Pour le bureau français de Greenpeace, ce sera l'occasion de signaler la reprise de ses activités. L'antenne parisienne de l'organisation avait été fermée après l'affaire du premier Rainbow-Warrior. Elle vient de rouvrir, sous la direction de Philippe Lacourne,

dans un modeste local du quartier du Sentier mais avec quatre permanents et une publication trimesuelle, et, en quelques mois, elle a recruté près de cinq mille adhérents.

Le 4 septembre, le nouveau Rainbow-Warrior mettra le cap sur New-York, où il accostera trois semaines plus tard. A bord se trouvent le Français Jean Carlier. Appuyé par Greenpeace France, par le groupe des Cent, principal mouvement écologiste médian, et attendu par les militants américains mobilisés, ce « grognard » de la défense de l'environnement remettra au secrétaire général de l'ONU un projet d'additif à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cet additif, dont il est l'auteur, porterait le numéro 31. Il commence ainsi : « Tout être humain a droit au maintien des équilibres écologiques de son milieu de vie, partagé avec tous les autres vivants, animaux et plantes, dont la survie, garantie de sa propre survie, doit être assurée. »

Au début de 1990, le Rainbow-Warrior franchira le canal de Panama et, après quelques escales en Californie, dirigera vers le Pacifique sud, que l'organisation estime menacé et mal défendu, en raison des essais nucléaires, du tourisme de masse et du dépôt des déchets industriels.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Les Essais nucléaires français, 1960-1988, par A. Barrows, R. Norris, W. Ashby et T. Cochran, Greenpeace-Damocles.

M. Michel Pezet bouc émissaire ?

L'inculpation par M. Cullé, le 18 août, de M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, semble répondre à une stricte logique judiciaire. Mais l'attitude de ce troisième inculpé a surpris M. Pezet assurant qu'il ne voterait pas le projet d'amnistie, entendait « répondre point par point à tout ce qui peut [lui] être reproché ». C'est que les charges qui pèsent sur lui ne résisteront peut-être pas à quelques vérifications. Le patron de la SORMAE, M. Peltier, affirmait que 100 000 francs avaient été versés à M. José Mattel, alors directeur de cabinet de M. Pezet. Or M. Mattel nie totalement avoir reçu ce « cadeau », dont aucune trace n'a été retrouvée. M. Peltier déclare maintenant ne plus savoir s'il s'agissait d'une remise d'espèces ou de prestations...

L'autre charge concernait le versement en 1987, par la SAE, de 1 million de francs au promoteur Jacques Lhardit, afin d'aider son journal marseillais en difficulté, l'« Hebdomadaire », connu pour soutenir M. Pezet. Mais les responsables de la SAE assurent tout qu'il ne s'agissait pas d'aider M. Pezet mais d'obtenir, en retour, le retrait de M. Lhardit de chantiers où ils étaient associés, notamment à Port-Camargue et à L'Alpe-d'Huez. Enfin, les mêmes cadres de la SAE jurent n'avoir pas eu besoin de M. Pezet pour obtenir le chantier de la ZAC du Liourat, à Vitrolles, dont les policiers de Marseille, cherchant manifestement à « coincer » le député socialiste, semblaient convaincus qu'il était le monnaie d'échange.

صلى الله عليه وسلم

Société

La rentrée scolaire marquera le coup d'envoi de la loi d'orientation

- Réorganisation de l'école élémentaire en cycles
- Evaluation systématique des élèves
- Elaboration de « projets d'établissement »

M. Lionel Jospin a exposé, vendredi 1^{er} septembre, ses principaux objectifs à la veille de la rentrée scolaire, qui doit se dérouler le mardi 5 septembre en France métropolitaine (la veille pour les enseignants). Le ministre de l'Éducation nationale a réaffirmé sa volonté d'améliorer les conditions d'accueil des élèves et de faire évoluer le système éducatif dans le sens défini par la loi d'orientation de juillet 1989. Plusieurs réformes entreront en application dès la rentrée ou dans le courant de l'année scolaire, tandis que d'autres, comme le calendrier et les rythmes scolaires, feront l'objet de travaux ultérieurs.

L'« Ecole pour tous » est en marche. Après des mois de négociations parfois ardues, la réforme du système éducatif préparée par M. Lionel Jospin va entrer en application. La loi d'orientation qui veut donner à chaque jeune un niveau de formation reconnu et conduire 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, se veut, avant tout, une adaptation en profondeur du monde scolaire.

La première difficulté à laquelle elle se heurte est l'insuffisance des capacités d'accueil des établissements traditionnels cause-tête de chaque début d'année scolaire. La rentrée 1989 ne fera sans doute pas exception à la règle, malgré les mesures d'urgence adoptées par le ministre de l'Éducation nationale.

Ce sont en effet près de 12 900 000 élèves qui vont prendre le chemin des classes ou des ateliers, soit 60 000 de plus que l'an dernier. Les lycées accueillent 85 000 élèves de plus qu'en 1988-1989, parmi lesquels un nombre

croissant de jeunes orientés vers les sections scientifiques. La baisse des effectifs devrait se poursuivre dans les collèges, qui scolariseront 51 000 élèves de moins que l'année dernière, tandis qu'une augmentation de 34 500 écoliers est à prévoir dans le premier degré. L'enseignement professionnel connaît sans doute une légère progression.

Cette évolution différenciée selon les cycles pose des problèmes difficiles d'encadrement et de locaux auxquels le gouvernement a tenté de remédier grâce à un effort financier considérable. 5 950 postes d'enseignants supplémentaires ont été prévus (dont 5 150 dans les lycées) contre 3 100 l'année dernière, tandis que des emplois nouveaux ont été créés, notamment parmi les personnels administratifs, techniques et de surveillance. D'autre part, 44 lycées, 7 lycées professionnels et 26 collèges seront inaugurés à la rentrée, l'État ayant transféré 3 425 000 francs aux régions et aux départements dans ce but.

De telles mesures ne suffisent cependant pas, a souligné M. Jospin, à résoudre toutes les difficultés. Des disparités subsistent entre les académies, certaines d'entre elles enregistrant des hausses d'effectifs plus élevées que la moyenne. C'est le cas notamment de Créteil et de Versailles et des transferts de postes des collèges vers les lycées, ainsi que des redistributions de postes d'instituteur, ont dû être opérés. « Je demande à chacun de prendre conscience », a déclaré M. Jospin, qu'on ne peut simultanément accueillir plus d'élèves en maternelle, favoriser l'école élémentaire là où les effectifs croissent, répondre à la demande sociale de poursuites d'études en second cycle (...) et maintenir - voire augmenter - les moyens là où les effectifs diminuent sensiblement. »

Ces dispositions devraient en tout cas permettre, dans l'immédiat, de stabiliser le système, afin que soient appliquées les premières mesures de réforme contenues dans la loi

abaissant le niveau des exigences requises. Un « cycle d'apprentissage » amenant les élèves de la dernière année de maternelle à la fin de l'année CE 1, sera suivi d'un « cycle

d'adaptation des programmes, des objectifs et du contenu de l'enseignement. Leurs conclusions devront être remises au ministre de l'Éducation nationale avant le 10 décembre. Ces travaux, menés avec tous les acteurs du monde éducatif, seront soumis au nouveau Conseil national des programmes. Les participants à cette réflexion devront étudier notamment les façons de développer le travail personnel des élèves et l'évaluation de leurs connaissances.

Des langues vivantes à l'école élémentaire. Une réflexion sur l'importance des langues et leurs modalités d'apprentissage sera menée parallèlement à une expérience nationale d'initiation à une langue vivante dès l'école primaire. Cette opération, destinée en priorité aux élèves de CM 1 et de CM 2, au rythme de deux ou trois heures hebdomadaires, bénéficiera, durant le premier trimestre, d'un crédit de 30 millions de francs pour l'enseignement public et de 3,5 millions de francs pour l'enseignement privé. Elle devrait toucher cette année 11,5 % des élèves de cours moyen.

Recherche des zones d'éducation prioritaires (ZEP). Ces zones regroupant un fort pourcentage d'enfants défavorisés seront redécouvertes et les liens des partenaires avec les collectivités territoriales seront renforcés. Les projets éducatifs spécifiques faisant l'objet d'un contrat à durée limitée seront déterminés.

Transformation des procédures d'orientation. En cas de désaccord entre la famille et le conseil de classe quant à l'orientation d'un élève, un contre sera organisé par le chef d'établissement. Toute décision non conforme aux vœux de la famille

devra être motivée et une commission examinera les appels.

Participation accrue des parents et des élèves.

Les parents seront « clairement informés ». Leur droit de réunion et d'expression sera respecté et leurs représentants joueront un rôle accru dans les instances de concertation départementales. Des conseils de délégués-élèves sont mis en place dans chaque lycée.

Elaboration de « projets d'établissement ».

Ces projets qui doivent donner plus d'autonomie aux collèges et aux lycées dans le domaine de la vie scolaire ou des relations avec l'environnement, devront être mis en route au cours de l'année. Ils pourront justifier l'attribution de moyens spécifiques. Pour calmer les inquiétudes qu'avaient suscitées cette initiative au sein même du Parti socialiste, M. Jospin a expliqué qu'il fallait « éviter deux écueils : d'une part un système centralisé sans espace de liberté et donc sans responsabilités locales, et d'autre part une autonomie synonyme d'indépendance et éventuellement génératrice d'inégalités ».

Participation des collectivités locales.

Les collectivités seront davantage associées aux décisions éducatives et mieux représentées dans les instances de l'éducation nationale. Des contrats d'objectifs ville-État seront signés entre les villes de Lyon et de Rennes et les recteurs des académies concernées. Prévoyant une participation financière des deux parties, ils permettront des actions pour le soutien scolaire individualisé et l'aménagement des rythmes de vie de l'enfant.

RAPHAËLE RÉROLLE.



d'orientation. Celles-ci porteront à la fois sur la réorganisation de l'école élémentaire en cycles, l'évaluation des élèves, la révision des programmes, la participation des parents, la vie des établissements...

Évaluation des connaissances en CE 2 et en 6^e.

1 700 000 élèves seront concernés, du 25 au 29 septembre par cette opération qui doit permettre d'identifier leurs difficultés en lecture, écriture et mathématiques. L'évaluation, qui sera renouvelée chaque année, doit donner lieu à des actions de remède à niveau et servir de base à une action spécifique en faveur de la lecture.

Création de cycles plurianuels.

Ces cycles d'études, qui constitueront l'un des axes importants de la loi d'orientation, seront mis en chantier dès cette année, afin d'être rendus opérationnels à la rentrée de 1990. Le découpage du premier degré en année scolaire sera remplacé par deux cycles de trois ans, qui permettront, a expliqué M. Jospin, d'adapter le rythme d'apprentissage des enfants à leur rythme de développement, sans pour autant

de consolidation, comprenant les trois dernières années de l'école élémentaire. Les élèves progresseront à leur vitesse au sein de ces cycles, évitant ainsi les risques de redoublement.

Réflexion sur les contenus et les programmes.

Vingt-huit colloques régionaux seront organisés pour réfléchir à

Des instituts pour les maîtres

Piliers de toute réforme du système éducatif, le recrutement et la formation des enseignants constituent l'une des préoccupations essentielles de M. Lionel Jospin. Le ministre de l'Éducation nationale a insisté, le 1^{er} septembre, sur les efforts accomplis par le gouvernement, soulignant notamment que dix mille instituteurs et trois mille professeurs du second degré devront être recrutés d'ici à 1993. M. Jospin a rappelé que le nombre de postes offerts cette année aux concours du CAPES a augmenté d'un tiers par rapport à l'année précédente et que diverses mesures attractives ont été mises

en place. Les candidats ne sont plus soumis à une limite d'âge, les écoles aux concours internes sont désignés et le nombre des préparations universitaires aux concours sera accru. Enfin, trois mille allocations de prérecrutement seront distribuées, dès cette année, aux étudiants qui se destinent à la carrière enseignante.

D'autre part, M. Jospin a longuement évoqué les problèmes de formation en mettant l'accent sur les futurs instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Ces instituts, dont l'apparition suscitait l'inquiétude de ceux qui

craignaient un démantèlement des écoles normales, seront des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur. Composés d'une équipe permanente et de deux « cercles » d'intervenants extérieurs, ces centres assureront dès 1990 la formation initiale des maîtres et des professeurs, sans pour autant signer l'arrêt de mort des écoles normales. Celles-ci continueront d'accueillir une partie des activités de formation et leurs professeurs et directeurs devraient pouvoir, selon M. Jospin, « opter pour une intégration dans les instituts ou pour toute autre évolution de leur carrière ».

RELIGIONS

Dans une vive critique de « l'Osservatore Romano »

Le Vatican prend ses distances avec Communion et Libération

ROME de notre correspondant

Ils étaient, selon l'expression de Jean-Paul II, « le peuple de Dieu en marche ». Ils étaient, au choix, pour leurs adversaires, « les parrains de Dieu » ou les « Rambo de Karol Wojtyla ». Ils se voulaient surtout les « croisés du renouveau catholique », lutant contre « la déchristianisation de la société ». Est-ce fini ? Les militants de Communion et Libération, au cours de leur diabolique rencontre annuelle de Rimini, qui a réuni plus de cent mille personnes, seraient allés trop loin. Beaucoup trop loin au goût du Saint-Siège...

L'Osservatore Romano du 28-29 août, vient de se livrer à une vive critique de Communion et Libération qualifié d'« irrespectueux », d'« injuste », de « fasciste ». L'éditorial de première page, non signé, mais de toute évidence rédigé par le directeur du journal, n'a pas fait dans le détail. « Les aspects authentiquement ecclésiaux (de l'activité du mouvement) se font chaque année un peu plus faibles », écrit le journal du Vatican.

Le divorce entre les « apôtres en bleu-jean » dont le président du Conseil, M. Andreotti, est l'idole, et le Saint-Siège semble si avancé que le porte-parole du Vatican M. Navarro-Valls, a cru devoir retirer aux deux évêques de la curie qui s'étaient rendus à la réunion annuelle de Communion et Libération, l'aval du siège pontifical.

Le cardinal Gagnon, président de la commission pontificale pour la famille, et Mgr Paul Cordés, secrétaire du conseil pontifical pour les

laïcs, « ont participé au meeting à titre strictement personnel », a affirmé le 28 août également dans l'Osservatore Romano, le porte-parole du pape. D'un rappel à l'ordre, quand on sait que le cardinal était allé « exprimer » aux militants la reconnaissance du Saint-Père pour le travail accompli (...) par ses fils légitimes.

Prétexte de ce conflit : l'attaque virulente lancée dans un Livre blanc, publié par les dirigeants du mouvement, contre son seul soutien toute une série de catholiques démocrates-chrétiens jugés trop à gauche, mais contre le plus illustre d'entre eux, M. Francesco Cossiga, président de la République. Celui-ci aurait en la grande tort de ne pas voler au secours du maire de Rome, soutenu par Communion et Libération et mis à une affaire de corruption avec une entreprise de fournitures aux cantines et hôpitaux publics (qui appartient aussi à Communion et Libération).

L'attaque de l'Osservatore Romano a produit une très vive réaction. Les dirigeants du groupe de presse Trenta Giorni - qui appartient à Communion et Libération - ont annoncé la suspension, pour une durée indéterminée, de leurs revues. A commencer par celle qui porte ce même nom, publiée en quatre langues (notamment en français). Puis le comité éditorial de l'hebdomadaire Il Sabbato, filiale du même groupe, a décidé d'envoyer à ses abonnés (environ vingt mille) un exemplaire de soixante pages... entièrement blanches. La raison de cette étrange forme de protestation figure sur la couverture du magazine.

Politique et business

Fondée en 1969, la Fraternité de Communion et Libération - officiellement reconnue par le Vatican en février 1982 - est devenue, un véritable État dans l'État démocratique chrétien. Alignée sur la faction conservatrice de l'actuel président du Conseil, des militants de Communion et Libération ont sans cesse combattu son prédécesseur, M. Ciriaco De Mita, chef de file gauche du parti, l'accusant de vouloir licier l'organisation et le brocardant sous le vocable de « catholicisme ».

Car, malgré le déclin du marxisme, la bête noire de Communion et Libération demeure, et de loin, le PCI. Ce mouvement religieux s'est doté en 1975, d'un bras séculier, plus directement politique, sous le nom de « Mouvement populaire ». Une bonne dizaine de députés démocrates-chrétiens s'en réclament et le leader du groupe, M. Roberto Formigoni, quarante-deux ans, est actuellement vice-président du Parlement européen de Strasbourg.

Présente dans trente-quatre universités italiennes, propriétaire d'une coopérative (CUSI) qui a plus de 100 000 associés, disposant d'une centaine d'instituts culturels à

travers le pays, la constellation du Mouvement populaire, outre les journaux, compte aussi plus de 2000 entreprises dans tous les secteurs. Selon l'hebdomadaire Espresso, il s'agit là, à n'en pas douter, d'un empire qui pèse entre 300 et 500 milliards de livres de chiffre d'affaires et qui emploie au bas mot 25 000 personnes. Le Vatican peut-il se permettre de couper les ponts avec une organisation certes parfois embarrassante mais combien active et rémunératrice ?

PATRICE CLAUDE.

La polémique sur le carmel d'Auschwitz en Pologne

M. Lech Walesa se déclare l'« ami des juifs »

Le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, qui avait annoncé le 10 août, la suspension de l'application des accords internationaux pour la construction d'un nouveau couvent et d'un centre interreligieux de recherches sur la Shoah à l'intérieur du camp d'Auschwitz, a eu des entretiens, jeudi 31 août, avec des responsables du Vatican. Aucun communiqué n'a été publié. Une déclaration de Mgr Macharski était attendue pour la fin de la semaine au cours de la rencontre interreligieuse qui se déroule en Pologne à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'invasion du pays par les nazis.

Sur la dizaine de personnalités juives invitées à cette réunion commémorative, trois seulement ont accepté d'y prendre part. Les autres ont suivi l'attitude du grand rabbin de Varsovie et boycotté les cérémonies pour protester contre les critiques adressées à la communauté juive par le cardinal Glemp. Le chef de l'Église catholique polonaise a tenté d'atténuer ses propos en ouvrant, jeudi 31 août à Varsovie, cette réunion de quelques dizaines de personnalités de toutes confessions. Citant notamment « la tolérance », il a observé que « les bûchers n'ont jamais existé en Pologne. Durant la dernière guerre mondiale, les juifs ont été les plus persécutés par les nazis. Ils ont péri du seul fait qu'ils étaient juifs. Mais, a ajouté le cardinal Glemp, chaque confession peut évoquer ses pertes, comme chaque ville ou chaque famille ». Le primate de Pologne n'a pas abordé plus explicitement la question de l'avenir du carmel d'Auschwitz au cours de cette cérémonie d'ouverture à laquelle assistait le président Jaruzelski.

M. Lech Walesa est intervenu jeudi pour la première fois dans le débat. Se refusant « le droit de commenter les paroles du primate de Pologne », le président de Solidarité s'est déclaré l'« ami des juifs ». « Il est infâme et honteux que se déroulent des conflits dans un lieu de réflexion et de silence chrétien », a ajouté M. Walesa. « Si nous voulons être honnêtes et bons chrétiens, nous ne devons pas oublier le prix que le peuple juif a payé pendant la guerre. Je peux le dire car je n'ai pas une goutte de sang juif dans les veines. Tout le monde doit avoir le droit de prier à Auschwitz. » Il a été prononcé pour la construction du centre intercommunautaire de prières à l'extérieur du camp.

REPÈRES

Espace

Hipparcos n'atteindra jamais la bonne orbite

Les ingénieurs ont perdu tout espoir de mettre en route le moteur d'apogée du satellite européen d'astrométrie Hipparcos, a indiqué un responsable du centre d'opérations spatiales de Darmstadt (RFA). Le satellite ne pourra donc pas être mis à poste sur son orbite de travail, à 36 000 km d'altitude. Un plan de secours qui devrait être adopté le 4 septembre, prévoit de modifier un peu son orbite actuelle, trop basse, à l'aide de ses cinq moteurs d'attitude latéraux. Cette manœuvre raccourcira sensiblement sa durée de vie. Le satellite devrait ainsi pouvoir établir la carte du ciel de cent mille étoiles prévues à son programme initial, mais avec une précision moindre. (AFP.)

Nucléaire

Superphénix fonctionnera jusqu'en 1991

La surgénératrice Superphénix pourra continuer à fonctionner jusqu'en 1991, date prévue pour la mise en service du nouveau système de transfert du combustible (PTC), destiné à remplacer le fameux « barillet » dont la fuite avait entraîné son arrêt. Le communiqué officiel annonçant cette mesure, publié jeudi 31 août, précise que Superphénix brûlera le plutonium se trouvant actuellement dans le cœur, qui ne pourra être renouvelé que lorsque le nouveau PTC sera opérationnel. Le surgénératrice avait été autorisée à redémarrer le 12 janvier dernier pour une période d'essai de huit mois.

ARTS

Une rétrospective Lüpertz à Meymac

Comme Derain

Première rétrospective en France pour l'un des principaux artistes allemands actuels : diversité et citations sont au programme. Le doute aussi.

Meymac avait jusqu'à ces derniers temps deux ressources principales, l'élevage et la cueillette des champignons. Elle en a trois depuis que l'abbaye Saint-André abrite chaque été, avec une belle régularité, l'une de ces expositions qui, comme disent les guides, méritent le détour.

Le détour est long, certes, par Egletons ou Eymoutiers ad libitum, mais les expositions de qualité sont trop rares pour que l'on ne consente pas à vagabonder à travers la Corrèze jusqu'à cette abbaye-musée, vaste parallépipède de granit, plus puissant qu'élegant, dont l'aménagement intérieur, sommaire jadis, a été cette année considérablement amélioré.

Markus Lüpertz y est à l'aise. Ses œuvres, peintures, dessins et sculptures ont tout envahi, de la cave au grenier. Il y en a près de quatre-vingts, exécutées entre 1964 et 1988, abondance qui semblerait presque excessive si l'art de Lüpertz n'était lui-même affaire d'exercice, de pléthore et, quelquefois, de redondance et de faconde rhétorique. Le genre rétrospectif lui convient parce que sa peinture est rétrospective. Si elle a un sujet, si elle raconte des histoires, le sujet, essentiel, l'histoire sans cesse reprise, traitée du comment et quoi peindre en un temps de musées et de mémoire.

Pop monumental

A l'éclectisme de l'époque, qui connaît par photographie interposée aussi bien les Etrusques que les Aborigènes et Aldorfer que Picasso, répond la diversité des styles et des motifs, diversité érigée en système, diversité égarée au point d'en devenir gigantesque, sinon suspecte. Elle a le mérite de distinguer Lüpertz de ses contemporains — de ses contemporains allemands en particulier, puisqu'il ne pratique pas l'hyperexpressionnisme ultra-germanique popularisé par les pseudo-Vlaminck plombés de Kiefer et les faux-Kirchner inversés de Baselitz, que la mode adore avant de les oublier.

Elle permet au peintre de démontrer sa maîtrise et sa culture, admirables l'une et l'autre. Elle n'en finit pas moins par susciter le doute : et si Lüpertz n'était que le moins doué des citateurs, un peintre brillant et érudit victime de son talent et de son savoir ?

La rétrospective de Meymac a ceci de remarquable qu'elle ne contient pas, ou fort peu, de toiles « moyennes ». Grâce en soit rendue à la maîtresse de l'entreprise, Caroline Bislaire, et aux prêteurs, sans doute. Il n'empêche : une œuvre faite de « chefs-d'œuvre » variés trouble autant qu'elle séduit. Markus Lüpertz, qui est né en Bohême en 1941 et est passé à l'Ouest avec sa famille en 1948, peint dans les années 60 des objets qu'il isole et agrandit, des troncs d'arbres sciés, des tuiles, une pelisse, un ballon de football. On croirait une sorte de pop gagné par le monumental, dans laquelle la démonstration sert la démonstration.

L'illusionnisme, la couleur, les effets de dédoublement et de précision alternés, tout cela ne manque pas d'habileté. « Oh, le bon peintre, pense-t-on, le peintre adroit et intelligent, à mi-chemin de Warhol et de Johns ! »

Le même bon peintre varie bientôt son style. Premiers signes de la révolution, devenue plus tard permanente : vers 1972, les objets ne sont plus représentés simplement et « proprement ». Lüpertz visite le cubisme et le futurisme, non sans regarder encore les expressionnistes allemands de 1905. Les lignes se perdent, les formes se décomposent, on dirait qu'elles ont été observées à travers un prisme.

L'ironie devient plus violente. *Deutsches Motiv*, motif allemand,

indique le titre d'une nature morte composée d'une bêche, d'un fût de bière et d'un casque de soldat. Mais les références picturales, employées avec une virtuosité stupéfiante, ne sont-elles pas ironiques elles aussi ? Une palette cubiste se métamorphose en champion jeune et vert. Allégorie d'une prolifération, symbole d'un art nécessairement parasite ?

Pas seulement picassien

Passé cette période, la peinture éclate. La notion de cohérence, que cette unité soit assurée par la manière ou le thème, perd toute importance. Plusieurs peintures, croquis, signent tous du monogramme ML, mais tous ont des préférences différentes. A l'exception d'une seule : tous vénèrent Picasso — ce qui ne peut surprendre puisque Picasso, avant Lüpertz, avait tous les autres, a compris et démontré que la peinture entraînait dans son sillage un chaos et de regrets. Il y a de Picasso, un cubiste, un post-cubiste, un néo-grec, un presque-abstrait et ainsi de suite.

Il y a donc des Lüpertz, picassiens chacun suivant un mode particulier, mais pas seulement picassiens : on croit identifier un surréalisme, un abstrait géométrique, un amateur de fantaisie dans la tradition de Grünewald et un expert en peinture américaine des années 50. Ils font bon ménage. Cette petite troupe s'entend de façon à orner les salles

de tableaux parfaitement exécutés et si dissimulés que le visiteur ne peut que s'étonner, s'amuser et tomber dans le piège de cet éclatisme exquis, joliment mis en scène et délicatement parfumé de dérision du moderne.

Mais Lüpertz, quoique le peintre des *Mémoires* de Barcelone l'obéisse, n'égale pas son modèle. Picasso est rarement exécuté, et plus rarement encore dédicaté. La violence du sentiment tragique ou érotique légitime la diversité de son style et donne à l'ensemble sa cohésion. Picasso passe à travers le passé, Lüpertz, lui, fâcheuse différence, y demeure pris et comme enlaidi, comme Schnabel, comme Chia, comme Garouste. Aussi fait-il songer à un autre maître du vingtième siècle, figure emblématique de la difficulté et de l'échec, mauvais génie de l'art moderne, Derain.

Derain, après une période d'invention qui le mit à la hauteur de Matisse et de Picasso, a consacré son œuvre à la récapitulation mélancolique de l'histoire de la peinture. Il y a excellé, mais sans plaisir et sans cesse de douter. On peut craindre que Lüpertz n'ait été frappé du syndrome Derain et n'en guérisse pas. Une de ses peintures les plus singulières est un pastiche fidèle de l'Agar dans le désert de Corot. Derain copiait Corot, lui aussi, et fort bien. Il se peut qu'il y ait là plus qu'une coïncidence.

PHILIPPE DAGEN.

* Abbaye Saint-André, Meymac, jusqu'au 8 octobre.

Flavin à Lyon
Long et Nauman à Saint-Etienne

Les collections de Giuseppe Panza

Dan Flavin à Lyon,
Richard Long
et Bruce Nauman
à Saint-Etienne :
trois versants de l'art
des années 70,
la passion
du collectionneur italien
Giuseppe Panza.

Puisqu'il n'y a pas de recettes miracles permettant d'éviter les bonchons des grands retours de vacances, autant recommander aux amateurs d'art contemporain de ne pas éviter Lyon, et d'envisager, si ce n'est déjà fait, un crocisé par Saint-Etienne. Les musées y proposent, pour quelque temps encore, d'excellentes expositions propres à séduire les esprits les plus réfractaires aux formes de la création des années 70, trop souvent taxées d'ennui, de platitude et de bien d'autres défauts. Alors qu'avec un semblant de recul, après une décennie de peinture à tout va, les œuvres de cette période peuvent prendre un formidable relief, pour peu qu'on veuille à bien les montrer.

Ce n'est pas toujours commode, l'art de la fin des années 60 et des années 70, qui souvent relève de l'« installation » et de l'« environnement », n'ayant de sens et de force que si on lui consacre de grandes surfaces d'exposition.

Les pièces au néon de Dan Flavin à Lyon, celles de Bruce Nauman et de Richard Long à Saint-Etienne, toutes venues de la collection Panza di Biunno, sont justement présentées comme rarement un musée peut le faire — comme Giuseppe Panza lui-même n'a pas souvent l'occasion de les voir, sa propriété de Varese, spécialement aménagée pour recevoir des œuvres d'avant-garde, n'étant pas extensible à l'infini.

Une grande leçon de muséologie

Une des préoccupations majeures de ce collectionneur hors pair d'art conceptuel et minimal, n'est d'ailleurs plus d'augmenter sa collection — il lui a fallu arrêter les frais il y a plus de dix ans, sous peine de menacer très sérieusement la marche de ses affaires — mais de trouver des lieux où présenter au public des acquisitions, qui parfois sont restées en caisses depuis leur achat ; et de prendre plaisir à vérifier le bien-être de ses choix à une époque où Carl Andre, Joseph Kosuth, Richard Serra, Bruce Nauman, Sol LeWitt, etc. étaient des artistes peu connus dont les « travaux » n'intéressaient que quelques amateurs, et ne coûtaient pas encore très cher.

Homme de grande culture porté vers les recherches artistiques les plus abstraites, les plus strictes, dont il propose toujours des lectures passionnantes qui les insèrent respectueusement dans l'histoire de l'art depuis la Renaissance, Giuseppe Panza n'a jamais été un de ces amateurs capricieux, marchant au seul coup de cœur, ou au phénomène de mode, ni un businessman mêlant entreprise commerciale et collection. Il n'est ni Satchi ni Ludwig. Un long entretien réalisé en 1985 à Los Angeles (1), qui sert d'introduction au catalogue de sa collection (2), permet de mieux comprendre ses goûts et de cerner l'histoire et la conjoncture (américaine) de ses acquisitions. Des acquisitions dignes des plus grands musées d'art contemporain, et que Panza, s'il cherche à en placer une partie, ne peut imaginer n'importe où, ni présentées n'importe comment.

Pour Lyon, comme pour Saint-Etienne, c'est lui qui a arrêté le choix des œuvres, de même qu'il a activement participé à leur mise en place, donnant aux conservateurs, selon Bernard Ceysson lui-même, « une grande leçon de muséologie ». Par son refus de penser le musée comme une accumulation d'œuvres, par son souci d'en faire « un lieu d'indépendance où nous vivons une situation particulière, où nous devons ressentir dans l'espace la présence d'un idéal ». Mission accomplie en Rhône-Alpes. A Lyon, les néons de Flavin, entrés tardivement (mais en force) au royaume Panza, sont bien plus que des néons en appliqués sur les murs. A Saint-Etienne, où il a fallu décloisonner tout le musée d'art moderne, les cercles de pierres de Richard Long sont grandioses.

Le New-Yorkais Dan Flavin est l'un des premiers à avoir utilisé des nombreux utilisateurs, à partir des années 60, de la lumière en tube comme matériau artistique. Compagnon de route de Don Judd, l'apôtre de ce qu'on a appelé les « structures

primaires », et comme lui et quelques autres fort économiste de moyens, cet artiste, qui avait d'abord voulu faire des études religieuses, a réalisé en 1963 ses premières œuvres à base de tubes fluo, en les prenant comme des simples traits de couleur-lumière.

Depuis, il n'a cessé d'en tirer parti, variant les rythmes linéaires verticaux, horizontaux, en obliques, accolant les tubes ou les disposant en grille, sur les murs, en angle, au ras du sol, combinant les couleurs tantôt douces, tantôt violentes, dont on a grand plaisir à voir les effets à tous les étages du Musée Saint-Pierre. Où il n'est pas une salle, pas un volume, qui ne soit transformé par ce travail de construction d'espace par la lumière, qui depuis ses sources apparentes, se diffuse en infinies nuances bleutées, roses, orangées, mauves, dans l'architecture dématérialisée, devenue lieu de silence, de paix et de recueillement.

S'il arrive à Bruce Nauman d'utiliser le néon dans ses œuvres, il n'en fait pas comme Flavin le point d'ancrage de sa création, qui est multiforme et aussi peu que possible liée à des considérations d'ordre plastique. Nauman, qui est originaire de la côte ouest, et non de New-York, bastion du formalisme, n'exploite pas le néon pour nous faire décrocher des contingences terrestres, mais bien au contraire pour nous y ramener, parler de l'humaine condition et tirer des sonnettes d'alarme, sous forme de messages tracés en lettres lumineuses, troublées ou en collages, dans lesquelles sont tapés les mots peur et mort. Il lui arrive aussi de se servir du néon dans ses installations de couloirs et de cellules coupées du reste du monde, une des anciennes spécialités de l'artiste, brassant d'idées noires.

A Saint-Etienne, ce sont surtout ces pièces-là qui sont montrées, couloirs étroits qui se resserrent comme dans les mauvais rêves et dont le méchant capitonnage que l'on frôle en passant fait penser aux cellules d'hôpitaux psychiatriques ou aux quartiers de haute sécurité des prisons. On n'en sort pas rasséréné, c'est le moins qu'on puisse dire. Nauman, un « *pervert* », vous dira Panza, se sert de la perspective, du son, de la lumière, pour créer des espaces à vivre mal, pour faire éprouver physiquement malaise, aliénation, frustration.

Une pensée des origines

Ses cellules nues, baignées d'une lumière insupportable qui n'éclaire pas ou trop, ses couloirs où l'on bute sur des miroirs et soi-même, n'ont pas été souvent exposés en dehors de quelques grandes confrontations internationales ; trop encombrants bien qu'ils puissent fonctionner n'importe où. Les retrouver dans le voisinage des tapis de bois et des cercles de pierres de l'Anglais Richard Long peut surprendre. Et c'est bien joué, car on ne pouvait imaginer meilleure façon de faire valoir la spécificité de l'œuvre de chacun des deux artistes.

Long a entrepris il y a une vingtaine d'années d'arpenter les déserts de pierres de la planète Terre, plutôt pour voyager dans le temps que dans l'espace, et reprendre pied dans des paysages vierges de la civilisation. Pour y laisser ses propres marques d'homme, d'artiste. Il y a tracé des lignes, des figures géométriques simples, mimant des temps préhistoriques. En même temps il prévoyait des carcasses de bois, d'ardoises, de granit, pour les arranger en cercles sur le sol des galeries et des musées, trouvant là un moyen très simple, très efficace, de traduire une pensée des origines, d'exprimer avec ampleur, par ses encochenes de matériaux primaires, une idée de l'homme et de sa recherche de la maîtrise du monde.

Il va sans dire que ces œuvres n'ont de magie que bien exposées. Elles ne souffrent pas trop la moquette, ni les mauvais planchers. A ce propos, on ne peut que louer le Musée de Saint-Etienne dont le sol blanc et les grands volumes mobiles conviennent parfaitement à ce genre de création.

GENEVIEVE BREERETTE.

(1) Entretien de Christopher Knight. *L'Art des années 60 et 70 - La collection Panza*. Edition conjointe du Musée d'art contemporain de Lyon et du Musée d'art moderne de Saint-Etienne.

(2) Le Musée d'art contemporain de Los Angeles, le MOCA, a scrué la partie ancienne de la collection Panza : les Rothlis, les Kline, les Rauschenberg, les Oldenbourg.

VARIÉTÉS

Muriel Robin au Splendid

Une nouvelle star du comique

Ex-pensionnaire du Théâtre de Bouvard, Muriel Robin se détache du peloton des nouveaux humoristes.

La tête carrée, les cheveux roux et ras, la voix rauque, l'allure forte, volontaire, Muriel Robin propose depuis le début de la semaine un nouveau spectacle au Théâtre du Splendid et fait chaque soir la joie d'une salle pleine à craquer.

Muriel Robin est comédienne de formation. Au Conservatoire, elle a travaillé dans la classe de Michel Bouquet, qui lui disait constamment : « *Joue la situation !* ». Puis elle a voyagé avec une jeune troupe du Sud-Ouest qui présentait Regnard et Molière. Remontée ensuite à Paris, elle est devenue pensionnaire du Petit Théâtre de Bouvard, où, comme tant d'autres humoristes d'aujourd'hui, elle a appris à imaginer des sketches, à

évoluer sur un plateau, à passer un pont avec un large public. « *Au Petit Théâtre de Bouvard, dit Muriel Robin, on ne se faisait pas un nom, simplement une queue* ». Elle a quitté l'équipe quand elle a senti le plaisir partir. Et avec un co-auteur, Pierre Palmade, elle a écrit un premier « one woman show », présenté l'année dernière au Tintamarre.

Muriel Robin illustre la nouvelle génération de comiques se produisant au Splendid ou à la télévision. L'humour, à présent, se fie moins à l'improvisation, se peaufine dans des sketches écrits en bande, roule sur un synopsis en suggérant des situations, en s'offrant une structure dramatique propre, en jouant même avec des ellipses.

Excentrique — d'où sans doute parfois la référence à une Jacqueline Maillan moderne un peu Fregoli, un peu clown, toujours drôle, Muriel Robin présente une série de sketches qui prennent appui sur un quotidien ordinaire, à peine appuyé, à peine décalé, et qui, rassemblés, forment une comédie de mœurs en huit actes : le salon de coiffure, les « *mecs qui font du chantage effectif* », le racisme dans sa forme la plus banale — un texte que Fernand Raynaud aurait pu écrire et interpréter.

Le spectacle du Splendid est un petit événement : une nouvelle star comique est en train de naître. Elle triomphe.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Le Splendid, 21 heures.

THÉÂTRE

L'inquiétude des directeurs d'instituts culturels français à l'étranger

Les directeurs d'instituts culturels français à l'étranger, qui se sont réunis comme chaque année au Festival d'Avignon, se posent des questions. Les membres de l'ARECFE (Association des responsables des établissements culturels français à l'étranger) ont manifesté une certaine inquiétude, bien que le budget prévu par leur autorité de tutelle, le ministère des Affaires étrangères, doive être augmenté de 12 %, dont 6 % vont à Radio France Internationale.

Ce qui inquiète les membres de l'association, et leur président, Christian Devogel, directeur du centre de La Haye, c'est la répartition de ce budget, en particulier la diminution des sommes affectées à l'Association française d'action artistique (AFAA), qui passerait de 90 à 60 millions, ainsi qu'au Fonds d'intervention artistique et culturel (FICA), qui passerait de 13 à 6 millions. Le FICA est une sorte d'aide aux projets qui n'est pas systématique, reste soumise à l'accord du ministère, permet de mettre sur pied des manifestations importantes, tournées de spectacles français, coproductions...

Les sommes allouées ne peuvent pas être énormes, mais font office de tremplin, d'incitation pour les éventuels coproducteurs, qui souvent appartiennent à la ville où est installé l'établissement. La France possède un réseau très vaste, et, dans bien des villes, le seul centre culturel est français. Il bénéficie d'une grande autonomie, donc d'une

grande souplesse, d'une grande rapidité d'action, et son rôle est déterminant dans le rayonnement de la culture française — expositions, cinéma, musique, variétés, théâtre...

Autre sujet d'inquiétude pour les membres de l'ARECFE, les projets de fusion entre certains instituts (à Londres, Séoul, Lisbonne notamment) et les Alliances françaises, organismes semi-privés, prioritairement destinés à l'enseignement du français. La question est : En dehors de cet enseignement, évidemment essentiel, également pris en charge par les instituts, quelle va être la marge de manœuvre pour ces structures devenues si lourdes à gérer ?

Enfin, la nomination des nouveaux directeurs étant décidée sans consultation à la direction générale des personnels du Quai d'Orsay, les membres de l'association craignent une reprise en main des « diplomates » sur les « culturels » et souhaitent plus de transparence dans le processus du choix.

C. G.

● L'ouverture de l'Opéra Bastille. — Une rumeur ayant circulé selon laquelle l'ouverture de l'Opéra Bastille ne pourrait avoir lieu qu'en septembre 1990, M. Pierre Bergé, directeur des opéras de Paris, a précisé, le 31 août, qu'elle aura lieu comme prévu au cours du premier trimestre 1990, probablement au mois de mars. Il a déclaré que les retards apportés à la construction pendant la période 1986-1988 avaient été gigantesques, mais, a-t-il dit, « il ne faut rien exagérer ». Cependant, pour des raisons techniques, trois spectacles au lieu de quatre seront créés la première année.

A PARTIR DU 8 SEPTEMBRE
BOULEVARD PARISIENS
JEAN-CLAUDE BRIALY
L'illusionniste
SACHA GUITRY
Mise en scène JEAN-LUC MOREAU
Europe 1
LOCATION 1296 60 24

سكنا من الراحل

صباح الخير

Culture

CINÉMA

« Attends-moi au ciel », d'Antonio Mercero

L'homme tranquille

Une histoire de sosie. Une farce satirique. Un film couvert de prix, y compris aux festivals de Biarritz et de Chamrousse. Un éclat de rire qui laisse des souvenirs.

Quand le brave Paulino s'aperçoit que des hommes à lunettes noires le surveillaient, il commença à s'inquiéter. Il n'avait rien à se reprocher, mais sait-on jamais avec la police, surtout quand elle est française ?

Nous sommes en Espagne, sous le règne du Caudillo. Un régime fascisant, toute la question est là. Le général vieillit à épuiser les plaisirs des bains de foie, inaugurations, remises de lettres de créance, et autres corvées mondaines. Il est fatigué, aime la campagne et la pêche, mais n'entend absolument pas abandonner le pouvoir. Il lui faut seulement un sosie pour le remplacer dans toutes ces histoires de protocole. Paulino lui ressemble comme un clone, c'est pourquoi les shires le surveillent. Sous prétexte de protéger les hommes mûrs, ils l'entendent une nuit qu'il prenait du bon temps au bordel.

On pense forcément à deux chefs-d'œuvre : le Dictionnaire et surtout To Be or Not to Be (celui de Lubitsch). Le film d'Antonio Mercero, Attends-moi au ciel, est plus farce, s'engage allègrement dans le genre vaudevilien satirique - les histoires de sosie font les meilleurs quiproquos. Il montre comment le brave commerçant Paulino, d'abord terrifié, s'adapte peu à peu à la représentation du pouvoir et à un vrai luxe, plus confortable que son existence d'humain. Seul inconvénient majeur, sa femme lui manque ; mais il se débrouille pour la reconstruire, tout au moins pour communiquer avec elle, jusqu'au moment où il sera, en quelque sorte, avalé par cette image d'un sosie.

COLETTE GODARD.

Le ras-le-bol de Marlon Brando

Au cours d'un entretien accordé le 31 août au quotidien canadien The Globe and Mail, Marlon Brando a annoncé son divorce définitif avec le monde du cinéma. L'entretien avait lieu le dernier jour du tournage de The Freshman, et c'était à la demande de l'acteur.

« Ce film est une horreur, a-t-il déclaré. Ce sera un échec mais après ça, je me retire, j'en ai ras-le-bol. Hormis la collaboration avec les techniciens canadiens, j'ai vécu une expérience extrêmement déplaisante. J'aurais aimé ne pas terminer sur un truc nul. »

Brando qui, suite à une scène de péjoration, portait une mine, abordait avec le journaliste Murray Campbell toute une série de sujets, de la condition indienne à l'avenir du monde en passant par le show-business, les médias, la sensation du renouveau après une vie consacrée à l'activisme socio-politique dans le domaine des droits civiques.

« Les Américains et leurs médias sont fondamentalement indifférents au traitement, passé et présent, des Indiens... Sans doute les Indiens du Canada n'ont-ils rien d'indignes, mais il me semble que leur situation est meilleure qu'aux États-Unis, bien qu'on soit loin de leur accorder leur indépendance ou tout du moins leur autonomie. »

Il dit avoir tenté depuis longtemps de monter un film sur la condition indienne aux États-Unis, mais Hollywood lui aurait toujours répondu : venez en star, mais pour les messages, prenez Western Union. En guise de plectre, il envisage de monter sur le sujet une série télévisée de dix-huit heures.

HENRI DÉHAR.

MUSEE RODIN
77, rue de Varenne (7e) - M° Varenne
TONI GRAND
Installation présentée dans les jardins du musée
T.L.J., sauf lundi, 10 h / 17 h 45, 28 juin, 17 septembre

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine Bourdelle, M° Montparnasse
POUGNY BOGRATCHEW
Peintures Sculptures
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
DU 2 JUILLET AU 1^{er} OCTOBRE

Les déclarations de M. Paul Quilès

L'Europe des télécommunications en quête d'harmonisation

CARCANS-MAUBISSON (Gironde)
de notre envoyé spécial

Au terme d'une journée largement consacrée aux télécommunications, dans une université d'été dont le thème est « Europe et Communications », M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE), a décrit les objectifs de la présidence française de la CEE dans son secteur.

Convenons que « l'Europe se structure » et trouve son identité autour de la communication. M. Paul Quilès souhaite d'abord débiter le dossier du marché commun des services de télécommunications. Mais il n'est pas question de libéraliser les services avancés (comme la transmission de données informatiques) sans harmoniser les réseaux : sinon, avertit M. Quilès, ce marché serait vite morcelé au seul profit d'oligopoles internationaux et « les consommateurs européens seraient à la merci de leurs choix techniques particuliers ». Selon le ministre, l'Europe devrait dans une première étape adopter un cadre général d'harmonisation des réseaux (comme sous le sigle d'ONP ou Open Network Provision, c'est à dire : fourniture de réseaux ouverts) tout en ouvrant le marché des services à valeur ajoutée.

Après une période d'observation, il conviendrait de réexaminer la situation, pour que « la concurrence trouve toute sa place, mais sans que soient mises en cause les missions de service public ». C'est ce calendrier en deux étapes qu'il compte proposer le 7 novembre à ses collègues de la Communauté.

Deuxième dossier important pour M. Quilès : le marché commun des équipements, avec l'ouverture des marchés publics (au-delà de certains seuils financiers) ou l'agrément automatique des terminaux d'un pays à l'autre. Il s'agit aussi de définir un système européen harmonisé de radiomessagerie, baptisé HERMES, et successeur des actuels Alphaspace et Operator en France.

Profitant de la présidence française, M. Quilès voudrait aussi mobiliser nos partenaires autour de trois thèmes : coordonner les recherches ; lancer les études sur le « terminal multimédia d'avenir » ; rendre capable de recevoir image, voix et

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

données ; renforcer la coopération entre les opérateurs.

Enfin, il souhaite donner à la politique européenne des télécommunications une dimension extérieure et une dimension sociale. La création d'un comité paritaire exploitants-syndicats aux niveaux européen et communautaire - c'est-à-dire parler d'une seule voix - pour la prochaine réunion, en mai 1990, du comité international qui doit définir les normes mondiales de télévision haute définition (THVD).

Lutter contre le « repostage »

Ministre des postes, M. Quilès n'oublie pas ce secteur, dans lequel il souhaite une « offensive européenne », notamment contre la pratique du « repostage ». On baptise ainsi la pratique de certaines postes étrangères, qui attirent par des tarifs bas la clientèle d'entreprises frontalières, le courrier repartant ensuite massivement dans le pays d'origine qui supporte l'essentiel des coûts (et de distribution) sans empêcher les recettes correspondantes.

Ministre des postes et des agents du téléphone, enfin, M. Quilès ne pouvait échapper à leurs questions justes après la remise du rapport Prévoit (Le Monde du 28 et 31 août) : « Tout le monde ferait bien de lire ce rapport avant de réagir, avertit M. Quilès. Cela éviterait à certains de laisser croire à une privatisation de la poste et des télécoms alors que nous sommes partisans d'un service public fort, qui puisse se battre à armes égales avec la concurrence. » Les réflexions de M. Prévoit sont une base très intéressante pour des négociations, une étape importante. Mais le rapport n'engage pas le gouvernement qui doit maintenant l'étudier. Il faut de toute façon que le personnel conserve les garanties fondamentales de son statut », conclut M. Quilès en rappelant que tout changement ne peut être issu que de la coopération.

La reprise contestée de Pathé Cinéma

M. Parretti recentre ses activités cinématographiques aux Pays-Bas

Repreneur contesté de Pathé Cinéma en France, l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti a choisi de recentrer le développement de ses activités cinématographiques européennes au Pays-Bas. Ce recentrage s'effectuera par le biais d'une société de portefeuille néerlandaise Bobel NV, rebaptisée depuis le 29 août Pathé Europe NV. Contrôlée jusqu'ici à 80 % par le holding suisse SASEA de M. Florio Florini - allié de M. Parretti - la nouvelle société portera son capital à 3 milliards de francs et ses fonds propres à 4 milliards par le biais d'obligations convertibles.

Dès le rachat de Pathé Cinéma en décembre dernier, M. Parretti avait assigné au groupe cinématographique français - l'un des trois grands avec Gaumont et UGC - des objectifs extrêmement ambitieux. « Nous souhaitons plus que jamais construire un groupe européen capable de rivaliser avec les majors américaines », affirmait-il quelques mois plus tard, en énumérant la liste de ses projets : relance de la production et de la distribution de films, constitution d'un réseau européen de 2 000 salles en ajoutant notamment aux 350 salles que Pathé Cinéma programmat jusqu'à en France et en Belgique, les salles britanniques (400) et hollandaises (80 environ) que M. Parretti contrôlait déjà. Un accord avec le réseau italien de M. Silvio Berlusconi était également annoncé.

Las ! Le 7 juin dernier, le gouvernement français bloqua le rachat de Pathé Cinéma « pour infraction à la législation sur les investissements étrangers en France » et demandait la mise sous séquestre des actions du groupe. L'affaire prenait alors l'allure d'une guerre judiciaire. Le gouvernement obtint du tribunal de commerce de Paris le report - provisoire - de l'augmentation de capital nécessaire pour financer les projets européens de M. Parretti. Ce dernier portait l'affaire devant la Commission de Bruxelles pour « atteinte à la liberté d'établissement garantie par le traité de Rome ».

La création de Pathé Europe NV permet à l'homme d'affaires italien de contourner cet imbroglio juridique. Faute de contrôle immédiat de la compagnie française, M. Parretti a choisi de transférer à Amsterdam le centre de gravité de ses activités. C'est en effet la société néerlandaise qui bénéficiera de l'augmentation de capital prévue. Augmentation de capital à laquelle plusieurs sociétés européennes devraient souscrire, dont Interpart et Comifrance, les deux holdings luxembourgeoises de M. Parretti - ainsi que la compagnie cinématographique nord-américaine Pathé Communication Corp. (ex-Cannon Group) dont l'homme d'affaires italien est le vice-président.

PIERRE-ANGEL GAY.

Les programmes de rentrée sur les chaînes de télévision et sur les stations de radio

TF 1 : séduire les moins de trente ans

« La rentrée, c'est tout un programme », annonce le slogan de rentrée de TF 1. Un programme sans modifications majeures : M. Etienne Mongeotte, vice-président de la chaîne, reconnaît avoir placé « la grille sous le signe de la continuité », car TF 1 s'efforce d'être « le point fixe dans un paysage audiovisuel en constante mutation ». Tous les grands rendez-vous sont donc maintenus. Mais TF 1 affiche une priorité : séduire les moins de trente ans « qui forment la télévision de demain ».

Pour les plus jeunes, les émissions de Dorothée : pour les plus âgés, le magazine de Nicolas Hulot, « l'Ushuaïa », ainsi qu'un télé-jeu (le dimanche) et un coproduit par TF 1 et NRI, une émission consacrée au rock (le vendredi à 23 h 15), qui sera présentée par l'ancien animateur de M 6, Nagui, et un magazine de Pascale Bregnot, « Le 90° rugissant ».

Les émissions de Christophe Dechavanne, Patrick Sébastien (avec « Surprise sur prise ») et Patrick Sabatier sont conservées. Côté fictions, une série policière

Antenne 2 : gagner la bataille du 18 heures-20 heures

Quelques innovations dans une grille qui se succède à elle-même : Antenne 2, dans l'attente de la nomination de son directeur général, avance avec prudence. La grande nouveauté vient de la plage horaire 18 heures-20 heures : le feuilleton australien « Les voisins » - record d'audience dans plusieurs pays - ouvrira le feu à 18 heures, devant « Les chiffres et les lettres » et « Journal de 18 heures ». A 19 h 30, Patrice Lafont anime « Dessinez, c'est gagné », avant le journal de Christine Ockrent.

« Télé-Matin » sera dorénavant animé par Mady Tran, qui rejoint Gérard Morin, tandis que « Télé-Paradis », émission de jeux de Marie-Ange Nardi et Georges Bellet, « couple de charme et de choc », précèdera le « Journal de 13 heures », de William Leimberg et Patrick Chancelier. Toutes les grandes émissions (« L'heure de vérité », « La marche du siècle », « Le grand échiquier », « Apostrophes », « Champs-Élysées », etc.), sont maintenues. En revanche, « Edition spéciale », l'émission de Claude Sérillon, est remplacée par « Place publique », pour laquelle

l'ancien présentateur du journal télévisé prépare des enquêtes, des reportages, des témoignages sur différents faits de société.

Côté divertissements, Jacques Martin est toujours en place, dans de nouveaux décors, mais sans Claude Sarrante ; Gérard Holtz projette un « Coup de chapeau », hommage au courage physique ou moral de M. Tout-le-Monde, tandis que Bernard Rapp remplace son « Assiette anglaise » du samedi par « Tranche de cake ». En 1990, Antenne 2 tient à gagner ses galons de chaîne du documentaire. On y verra « Quand la Chine s'éveille » (quatre émissions d'Alain Peyre-figuet), un « Picasso », une série de Bernard-Henri Lévy consacrée aux écrivains et intellectuels. Les aventures de la liberté, un « De Nuremberg à Nuremberg », de Frédéric Rossif, etc.

Un effort sera fait également côté fiction, avec notamment « Les grandes familles », d'après les ouvrages de Maurice Druon (avec Michel Piccoli), une version télévisée de Camille Claudel et des téléfilms inspirés d'œuvres de Colette, Dickens, Maupassant, etc.

France-Inter : davantage de reportages et une revue de presse internationale

Des informations plus dynamiques, des programmes renouvelés s'appuyant sur les grands noms de la station, telle est la nouvelle grille de France-Inter que les auditeurs pourront découvrir le 4 septembre.

Ivan Levat, directeur de l'information de Radio France s'est efforcé de suivre les conseils du PDG de la station, M. Jean Mahou : « Redynamiser la rédaction de France-Inter et d'opérer une synergie équilibrée des différentes composantes de Radio France ». La plage informative de 6 heures à 9 heures comprendra moins de chroniques et plus de reportages, ainsi qu'une rubrique quotidienne à 7 h 50 avec les correspondants à Washington et à Moscou. Ivan Levat a confié à Annette Ardissou le journal de 7 h 30, et

celui de 8 heures à Gérard Courchelle. Une revue de presse plus internationale sera présentée chaque matin par Nina Sutton et, le week-end, par Roger Gicquel. Les autres rendez-vous avec l'information sont maintenus, de 13 h à 13 h 30 - et non plus jusqu'à 14 heures - puis de 18 h à 19 h avec Patrice Bertin, puis « Le téléphone sonne » d'Alain Boudet, du lundi au jeudi.

La directrice des programmes, Eve Ruggieri, a conçu sa grille autour des valeurs sœurs de France-Inter : Jacques Pradel, Claude Villers, Jacques Chancel, José Arthur et Macha Béranger... Elle a cependant fait appel à d'autres voix : Francis Duquet, pour un quart d'heure quotidien à 12 h 30, intitulé « Crème de cactus » ; Daniel Mermet, pour « 13-bis j'y suis », chaque jour à 13 h 30, ou Marie-Pierre Planchon, le samedi en début d'après-midi, pour « Souvenirs souvenirs ».

Le directeur de l'information a justifié la suppression de l'émission « Vendredi soir » qui représentait selon ses animateurs (MM. Henri Amouretti, Claude Estier, Roland Leroy, Jean d'Ormesson et Pierre Pelissier), « l'unique tribune pluraliste de la radiodiffusion du service public ». Cette émission était « usée » et ne correspondait plus, selon M. Levat, aux attentes du public. Elle sera remplacée le 15 septembre par « Objections », une émission animée par Gilbert Denoyan qui permettra aux rédactions de France-Inter et du

Figaro de réagir chaque vendredi soir sur divers thèmes.

Le SURT-CFDT de France-Inter a réagi à la présentation de la nouvelle grille en notant que « l'audience d'Inter » avait enregistré un « chute préoccupante » et que la nouvelle direction pratiquait « la prestidigitazione (...) en ne changeant pratiquement rien, tout en voulant faire croire que tout est différent ». La CFDT critique la disparition de « Vendredi soir » et son remplacement par le magazine réalisé par Inter et Le Figaro, « quotidien bien connu pour son objectivité à toute épreuve ». Enfin, le syndicat fait remarquer l'absence « du grand magazine de reportages qui devait mettre en valeur le travail des reporters de France-Inter, France-Info et des radies locales ».

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

ARIEL. Film finlandais d'Aki Kaurismäki, v.a.: Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-26-48-18); Les Trois Bistrot, 9^e (43-61-10-60); La Bastille, 11^e (43-54-07-76); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40).

ATTENDS-MOI AU CIEL. Film espagnol d'Antonio Mercero, v.a.: Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 19^e (45-44-25-02); v.f.: Pathé France, 9^e (47-70-33-88); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50); Images, 18^e (45-22-47-94).

HAUTE SÉCURITÉ. Film américain de John Flynn, v.a.: Forum Horizon, 1^{re} (43-08-37-37); Pathé Impérial, 2^e (47-42-52-52); George V, 8^e (43-41-46-46); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); UGC Normandie, 8^e (43-63-16-16); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); UGC Montpar-

nasse, 9^e (45-44-94-94); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Mistral, 14^e (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); Pathé Wapler, 18^e (45-22-46-01); Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

JAURIS JAMAIS DU CROISER SON REGARD. Film français de Jean-Marie Longval: Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Rex, 2^e (43-26-83-83); Pathé Hantefeuille, 6^e (43-33-79-38); UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); George V, 8^e (43-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67).

UN, DEUX, TROIS, NOUS IRONS AU BOIS. Film allemand d'Heinz Gühn, v.a.: Ciné Beaubourg, 3^e (47-71-52-56); Reflet Logos 11, 5^e (43-54-42-44); Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Sept Parmanasse, 14^e (43-20-32-20).

La cinématèque

PALESTINE DE CHAILLOT (47-04-24-24) Court métrage (1955), de Norbert Carbonnaux, 16 h; Les Vieux enfants de l'été (1975), de Patrice Leconte, 19 h; Fanny et Alexandre (1982, v.a. s.f.), d'Ingmar Bergman, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-26-34-30). Si vous avez manqué le début: Paris le nuit: Musée Grévin (1958) de Jacques Demy, le Fantôme de la rue Morgue (1954) de Roy del Ruth, 14 h 30; Paris qui danse: Par à par (1982) de D. Delouché, l'Année de la Sybil (1984) de D. Delouché, le Cygne (1983) de D. Delouché, Yvette Chavre pour l'ensemble (1986) de D. Delouché, 16 h 30; Musée Grévin (1958), 21 h; Fanny et Alexandre (1982, v.a. s.f.), d'Ingmar Bergman, 21 h.

Les exclusivités

L'AMI RECHERCHÉ (A. v.a.): Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14); Studio 28, 18^e (46-06-36-07).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.a.): UGC Bastille, 11^e (43-57-90-81); UGC Montparnasse, 14^e (43-20-32-20); v.f.: UGC Montparnasse, 14^e (43-20-32-20); La Nouvelle Maxville, 15^e (47-70-72-86).

APRÈS LA GUERRE (Fr.): Épis de Bois, 9^e (43-57-97-47).

L'ARMÉE FATALE 2 (A. v.a.): Forum Horizon, 1^{re} (43-08-37-37); Bretagne, 6^e (43-25-98-83); UGC Normandie, 8^e (43-63-16-16); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 2 SEPTEMBRE

«La chapelle du Val-de-Grâce», 11 heures, 1, place Alphonse-Laveran (D. Bouchard).

«Exposition Faurey», 10 h 30, entrée de l'opéra, 11, avenue du Président-Wilson (P.-Y. Jastel).

«Une heure au Père-Lachaise», 11 heures, entrée, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

«Moufflard et ses secrets», 11 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Un quartier royal: Saint-Pol», 14 h 30, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

«Mystère symbolique de Notre-Dame de Paris: franc-maçonnerie, Rose-Croix, bouddhisme», 15 heures, métro Cité (L. Haulier).

«Académie française et Institut», 15 heures, 23, quai Conti (P.-Y. Jastel).

«Le Grand Louvre, de Philippe Auguste à la Pyramide de verre», 15 heures, 23, quai Conti (P.-Y. Jastel).

«Sur les pas des Templiers», 15 heures, sortie métro Temple (L. Haulier).

«Jenna Coteau et son temps», 15 heures, façade de l'église Saint-Eustache, rue du Jour (M. Hager).

«Le palais de justice en activité», 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Le système d'assainissement: architecture technique, de Guimard à Le Corbusier», 15 heures, sortie métro Jussieu, côté escalator (Paris et son histoire).

«Saint-Denis: le monastère, aujourd'hui maison d'éducation de la Légion d'honneur», 16 heures, à l'entrée (Office de tourisme).

Monuments historiques

«La Conciergerie nouvellement restaurée», 11 h 30, 1, quai de l'Horloge.

«Les salons de l'hôtel Potocki et le lustre du dix-neuvième siècle», 15 heures, 27, avenue de Friedland.

«La villa des Jardins, demeure de Balzac puis de Gambetta», 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres (par train gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville-d'Avrey).

L'été des musées nationaux

«La vie d'un seigneur parisien à la fin du Moyen Âge» (5-12 ans), 14 h 30, Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé.

DIMANCHE 3 SEPTEMBRE

«Les salons de l'hôtel de la Marine et l'exposition «Marine 1789-1989», 11 heures, 2, place de la Concorde (D. Bouchard).

«Le Marais, de l'Opéra Bastille à l'hôtel Salé», 10 h 30 et 14 h 30, escalier de l'Opéra Bastille (Art et histoire).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN

(A. v.a.): Ciné Beaubourg, 3^e (47-71-52-56).

BAGDAD CAFÉ (A. v.a.): Le Triomphe, 8^e (43-63-16-16); Bienvenue Montparnasse, 19^e (45-44-25-02).

BAL POUSSIERE (indien, v.a.): 14 Juillet Paris, 6^e (43-26-83-83).

BAPTÊME (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (43-08-37-37); Gaumont Opéra, 2^e (47-43-04-67); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

LES BONS FILMS (Fr.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-43-04-67); UGC Montparnasse, 14^e (43-20-32-20); UGC Odéon, 6^e (43-25-98-83); Gaumont Champ-Élysées, 8^e (43-59-36-14); Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-90-81); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Normandie, 8^e (43-63-16-16); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BUNKER PALACE HOTEL (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (43-08-37-37); Bretagne, 6^e (43-25-98-83); UGC Normandie, 8^e (43-63-16-16); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BURNING SECRET (Brit. v.a.): Forum Horizon, 1^{re} (43-08-37-37); Gaumont Opéra, 2^e (47-43-04-67); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

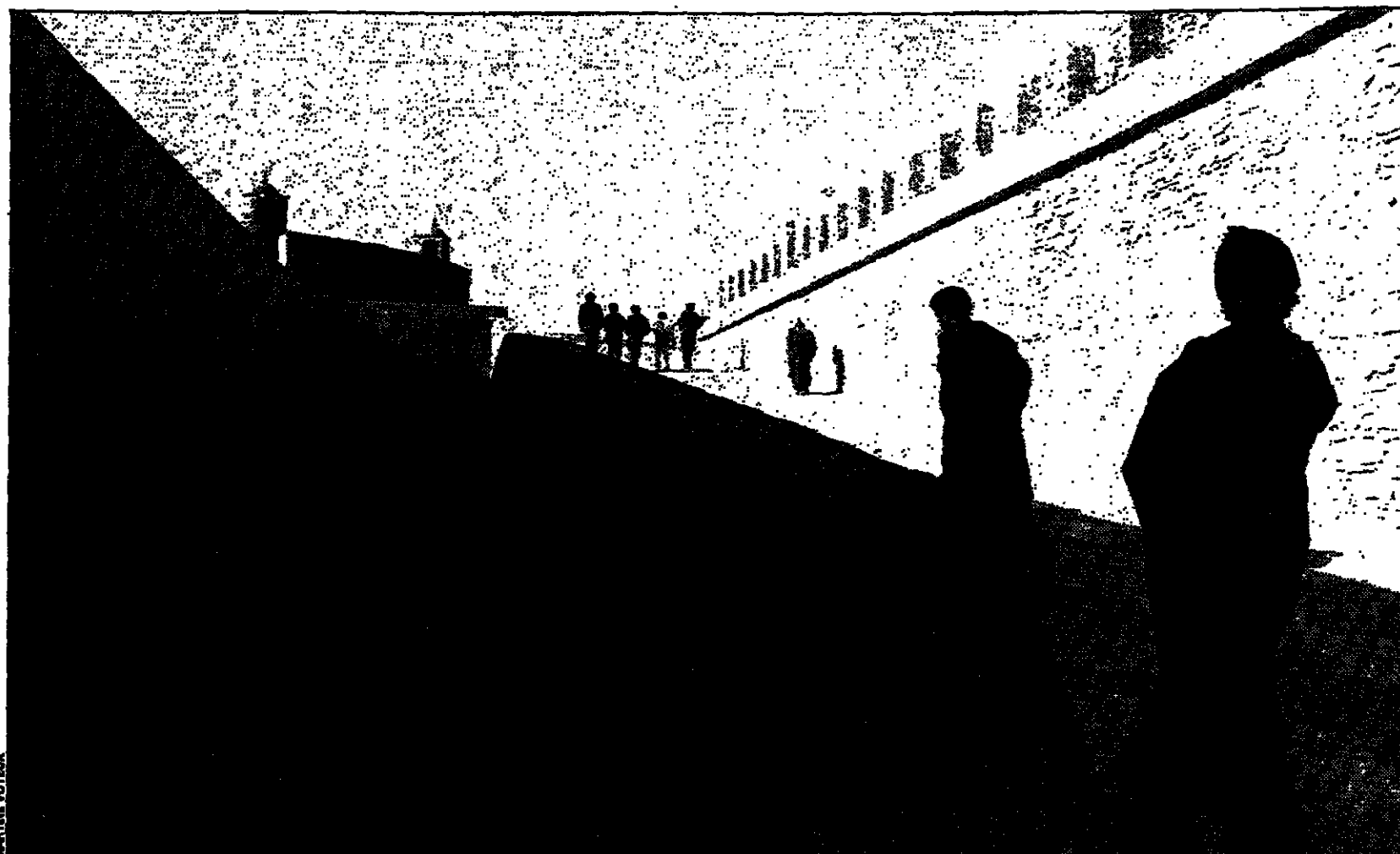
CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); v.f.: Rex, 2^e (43-26-83-83); Paramount Opéra, 9^e (47-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Faureste Bix, 13^e (43-31-60-74); Gaumont Paris, 14^e (43-55-30-40); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

CHASSE À L'ÉLÉPHANT (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-98-83

Le Monde SANS VISA



La mer, les murs, la ville.
Quand Essaouira, port
marocain sur l'Atlantique,
se souvient d'avoir été
Mogador.

Chronique d'Essaouira

par Michel
Passe-Rieux

« **V**OUS retournerez-
vous à Mogador ? »
lui demanda Dona
Prouhèze. « Don
Camille - à tra-
vers le feuillage de la charmille
qui le sépare, on ne peut savoir
s'il a le regard lointain du temps
qu'il met à répondre. - Oui. Un
poste d'honneur comme un chien
au milieu de l'océan. Mais je n'en
veux point d'autre (1). »

Peut-être que Paul Claudel n'a
jamais posé le pied à Essaouira,
on disait alors Mogador. Pourtant,
on raconte beaucoup de choses ;
on raconte là-bas qu'un pêcheur
retrouva le second soulier, le gau-
che, par jour de grand débordement
de l'océan, quand, par-
dessus les remparts, il est venu
fêcher les pieds des joueurs de
dominos du Café de France.

Quand exactement ? Edmond
El Maleh ne le dit pas, tout
occupé qu'il est d'Allen. Allen ne
porte pas de souliers de satin,
mais de lourds bracelets de
bronze autour des chevilles. Il dit
seulement qu'il y a bien un jour
où la mer est montée. Il dit :
« La mer est montée cette année-
là. Le club, villa coloniale, sur la
place de Bab-el-Aachour, le club
de la gentry juive a été envahi par
le tumulte des flots... (2). » Les
juifs ont alors quitté Essaouira
pour Israël ou le Canada ; une
hémorragie lente, presque ano-
nyme, gênée ; pas un mot, des
meubles mis en vente discrète-
ment. Ceux que l'on avait salués
la veille étaient partis tôt le matin
pour Casablanca, avec seulement
le nécessaire. Ils ont pris à la mer
à Essaouira où ils étaient venus à
pied avec les caravanes ; par le
sud, la seule route. Ils arrivaient à
Mogador comme emportés vers
une musique. « J'entends un son
grave comme celui d'un tambour
de bronze et cela est associé à une
idée de désert et de grand soleil et
d'une ville sans aucun nom der-
rière des murailles crénelées (3). »

A la fin des années 60, ce fut
une nouvelle fois la musique qui
commença l'histoire : l'Art
Ensemble de Chicago jouait sur la
plage, le Living Theatre s'instal-
lait à Essaouira. D'Europe, du
Canada, des Etats-Unis, de jeunes
Occidentaux débarquaient avec
des tenues imitées des prophètes.
Guidés par un autre appel, qui

ressemblait au son des tambours
des *hamadcha*, qui ressemblait
aux transees, à l'extase.

Si ça ne marche pas, tu prends
du « produit ». Dans ces années-
là, ils sont tous venus, Jimmy
Hendrix, les Rolling Stones, Mar-
lon Brando, la liste est longue.
Des peintres envoyaient vers
l'Europe des calligraphies psyché-
déliques sur papier-toilette, les
Américains s'essayaient aux
poèmes lyriques, au petit douar de
Diabato, sur la colline de maquis
et de pierres sèches qui domine la
baie d'Essaouira. Les hippies ont
fait des feux, des communautés,
des bébés roses, du lait de chèvre.
Mais ça n'a pas marché : trop de
drogues, trop de « produits ».

Essaouira reste traumatisée par
ces années, comme les Indiens par
l'eau de feu.

Aujourd'hui, il y a un vent à
propulser les planches à voile sur
Safi à la vitesse d'un banc de sar-
dines. La sardine n'est pas si bête,
elle comprend très vite ; ainsi, au
grand bonheur des conserveries
d'Essaouira, elle ne va plus à Safi
depuis l'installation des usines de
phosphates. Les sardines restent
là où elles sont respectées et sur-
tout pas phosphatées.

Il est surprenant de voir une
plage où tout le monde est debout,
à discuter le coup en petits cercles
comme au souk. Et ces baigneurs
qui s'avancent dans l'eau en une
longue chaîne perpendiculaire à
la côte, en grappes vers le bord, en
lignes vers le large. Les sardines
ne sont nullement gênées.

Le spleen du garagiste

« L'Orient mon vieux Robert,
l'Orient ! ». Sur un banc, dans les
jardins au pied des remparts,
deux jeunes filles - quelles che-
villes ! - sont assises en haïk tra-
ditionnel ; sous le voile, le khôl
fixe les hommes dans les yeux,
bientôt les femmes... à leurs che-
villes.

Sortant du port, des murs
et des jardins, l'avenue Moham-
med-V borde largement la plage ;
les camions tremblants de pous-
sière ne pourront pas entrer dans
la médina, dans l'enceinte des
remparts, sans autorisation spé-
ciale. Sur l'avenue Mohammed-V,
la femme du garagiste est-elle
partie ? Les affaires marchent
bien, alors quoi d'autre qu'un sort
ou une histoire de femme pour

rendre si triste le garagiste à la
moustache qui tombe ; il est seul,
son fils fait des études en France,
alors il l'occupe des cinq pièces
de sa maison au crépi rose.
L'abandon du jardin gagné par les
rouces, la « tragédie proclamée »,
les hautes plantes sèches et cré-
pusculaires se reflètent dans les
lunettes noires du garagiste.
« Vous avez un coq ? » demande
le visiteur. Si cela gêne, oui, il
tuera le coq. Qui, il est vrai, peut
se mettre à hurler à toute inci-
dence du soleil ou de la lune sur
sa cabane. Comme tous les coqs
d'ici. Le garagiste a l'habitude ;
dès qu'il l'entend il tue le coq. Très
consulaire, il affirme sa bonne
volonté en considérant du bout du
pied le bassin vide collé de feuilles
et les herbes brûlées tout autour
de la maison quittée.

« C'est un pirate », conclut,
sûr sorti, l'intermédiaire. Quand
on s'éloigne à la fois de la cita-
delle et de la plage, l'extension de
la ville semble de plus en plus bat-
tue par la poussière et le vent ; ça
et là, des immeubles en chantiers,
de vagues terrains de foot dans
des enceintes d'entrepôts démolis.
Et les camping-cars des véliplan-
chistes de plus en plus nombreux ;
la réputation des alizés d'ici s'est
propagée de Sydney à Ports-
mouth. Les anciens, les habitués,
restent entre eux à Tangaro, sur la
colline : une anberge du côté de
l'océan, que l'on remarque à son
éolienne, pylône de fer impres-
sionnant et grinçant dans la cour.
De la terrasse de Tangaro, la col-
line descend vers la baie en terres
de garrigues, chemins érodés et
marés près du pont éboulé de
l'océan. Quand l'éolienne ne tourne
pas - il arrive que le vent
s'efface, généralement pour peu
de temps, - l'auberge dîne alors
aux bougies.

Abdel sort de l'Hôtel Tafoukt,
sur l'avenue, dans la lumière
éblouissante, après avoir bu trop
des bières destinées à le remettre
d'une sérieuse soirée ; il se rap-
pelle vaguement s'être mis en
pleine nuit à injurier publique-
ment les Arabes ; il est berbère,
Abdel. Avec trois rendez-vous sur
le feu, il se dirige d'abord vers la
clôture de moucharabieh bleu
d'une petite maison, un seul
étage, avenue Mohammed-V.

Les camions n'ont pas toujours
été soumis au contrôle pour entrer
dans la médina par la porte du
Sud. *Cinq mille dollars au soleil* :
est-ce bien Mogador qu'Henri
Verneuil fait traverser, de part en

part, de la porte de la Marine à
Bab-Donkalla, aux camions de
Ventura, Belmondo et Blier ?
Sacré verticalité de la chaleur
près du poste à essence, place
Bab-Donkalla - place du Souk.
- rendez-vous des autocars pour
Casablanca, Safi, Marrakech.
Ventura essuie son front en habi-
tué, les lunettes italiennes font
machinalement le tour, pour mar-
quer le temps d'usage quand on
descend d'un Mack 15 tonnes
flambant neuf. Il remarque ce
type qui ne fait pas partie de la
figuration : « Il se fait appeler
Hadji, il a installé sa table et son
parasol à l'entrée du souk, hors
des murs de la médina, au pied
des remparts, tout contre la mas-
solée blanc éclatant d'un des
marabouts gardiens de la cité,
c'est jeudi, jour de souk, lunettes
noires, chapeau de paille sur la
tête, miro à la main, devant lui
sur la table, des casiers, des
petites fioles, il se présente, il est
hadji... (2). »

Cigarettes ou chocolat

Trois heures de retard sur la
journée de tournage, et c'est
jeudi, jour de souk, peu à peu les
gosses viennent poser leurs car-
tons, cigarettes et carrés de cho-
colat, à l'unité ou en paquets ;
Belmondo a des crampes aux mol-
lets, un gargon lui propose des
portions. Clin d'œil : pour réveil-
ler la gazelle ? Pour les chevreux
qui cassent sous le peigne ? La
baraka ? « Montre tes babouches,
lui répond l'acteur... Tu portes
des babouches de cuir avec une
djellaba en coton ? »

La mer est montée, les hippies
et les cinéastes sont venus et ils
reviendront, les guérisseurs juifs
sont partis. Derrière ses murailles
crénelées, Essaouira n'a pas beau-
coup changé. A l'Hôtel du Tou-
risme, on écoute toujours Leonard
Cohen, derrière le bleu lumineux
des volets - le bleu, couleur de la
ville, de ses taxis, - un peintre
européen jette un oeil sur ses
aquarelles : la mer, le ciel et la
bande ocre de l'île ; il enregistre
vaguement ce qu'il lui reste à
emballer. De part et d'autre de la
grande avenue qui traverse la
médina, il y a les mêmes arcades
où se tiennent les marchés. Les
mêmes coqs qui chantent comme
des pleurs de petit enfant.

Dans le cimetière prolongeant
au nord les remparts, à même la

roche de la côte, « parmi les
tombs abandonnées, gagnées par
les herbes et les embruns de
l'océan tout proche, un homme
est envahi d'un sentiment indéfi-
nissable (3) », les vents alizés
creusent ses yeux. Edmond
El Maleh regarde la dernière
tombe juive d'Essaouira, un cer-
tain Nahon mort en 1966. C'est à-
dire à peu près quand lui partait
pour la France y mener une vie
d'enseignement, d'articles et de
livres. Mai 68, exilé à Paris, juif
et Arabe, ex-révolutionnaire pro-
fessionnel et clandestin, né à Safi.
Peu de choses ont changé. Il dit :
« Tu retardes de cent ans, de
mille ans (...), tu enfantes un
pays imaginaire, tu erres en toi-
même sur ces remparts de la
Scala. » Tout cela ne durerait
pas. « Dona Prouhèze. - Tout est
prêt pour faire sauter la citadelle
ce soir. A minuit il y aura une
grande flamme et, quand elle se
sera éteinte, un coup (1). »

De Mogador comme de Venise
émane une certaine magie funé-
raire. Villies embaumées qui
appellent leur propre explosion,
ou un submergissement. Ici, Hussein
Miloudi peint des embrassements
de terre, des jugements derniers ;
les teintes sont douces comme les
récits qui ont mille ans. Les
experts internationaux ne font pas
exception : « Au premier ouragan
un peu violent, les remparts éclat-
tent », annoncent des messieurs

diplômés et compétents, de ceux
qui vont tâter la banquise et
hocher de la tête en Amazonie.
Essaouira est promise au boule-
versement, à la « ruine des
empires et des capitaines » de
Claudel, destinée à ceux qui
croient au destin : à Orson Welles,
qui, dit-on, avait son chivas dans
plus de cinquante arrière-
boutiques de ferblantiers, de
plombiers et chez d'autres aux
affaires plus incertaines ; ou au
grand jeu du domino des dessins
de Miloudi.

Essaouira tourne les têtes, c'est
après que tu t'en rends compte,
quand tu formes définitivement la
clôture bleue. Ou pas du tout, et
tu restes alors là à guetter, comme
la femme attend son marin. Vous
retournez là-bas à Mogador ?
Méditerranée, l'endroit est lyrique,
entêtant comme un port breton et
l'on y boit pareillement pour
oublier le vent.

En 1949, Orson Welles tournait
Othello sur les remparts, Scala du
port. M. Welles est d'abord venu
pour voir, on appelle ça les repé-
rages.

(Lire la suite page 14.)

- (1) Le Soulier de satin, de Paul
Claudel, Gallimard.
- (2) Allen, ou la nuit du récit,
d'Edmond A. El Maleh, François Mas-
pero.
- (3) Parcours immobile, d'Edmond
A. El Maleh, François Maspero.

TUNISIE CONTACT
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE A L'HOTEL
CLUB SANGHO SKANES**
A partir de 3 400 F tout compris Paris/Paris

Brochure complète Tunisie sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25.

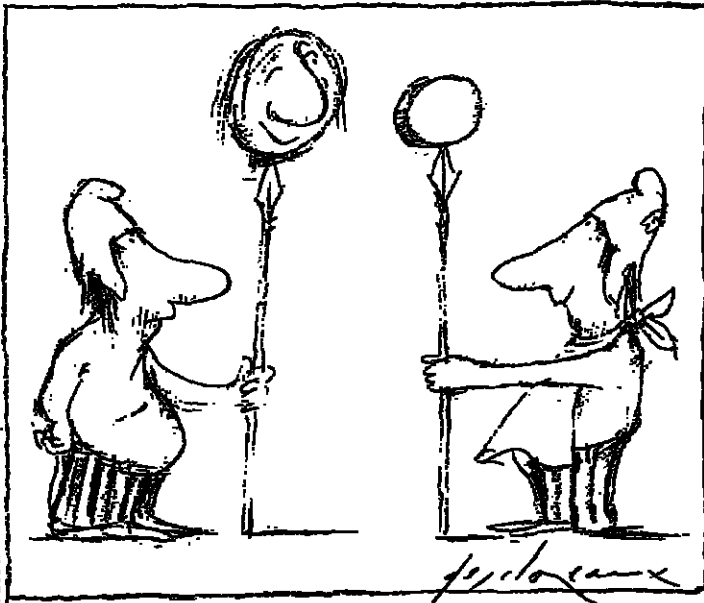
LA TABLE

Célébration du camembert

Une association vient de se créer pour fêter le bicentenaire du camembert. N'ayant point été invité, je n'en connais pas exactement les buts mais il est évident que l'on va parler beaucoup, à cette occasion, de Marie Harel, qui passe pour être la « mère » de ce fromage. En vérité, Marie Fontaine, qui épousa il y a plus de deux siècles un paysan de Roiville, en Normandie, se contenta d'une mise au point d'un fromage existant déjà : un fromage « bleu ». On assure qu'ayant caché un prétre réfractaire originaire de la Brie, elle apprit de lui le secret d'associer la méthode briearde à la méthode normande pour améliorer couleur et pâte du fromage local : le camembert était né !

Pas tout à fait encore, aussi bien. Marie eut une fille, elle aussi prénommée Marie, qui épousa Victor Paynel, habitant, lui, Camembert, et qui exploita le « secret » de sa maman. Mais il s'agissait d'un fromage enveloppé de paille, comme le brie. Et ce n'est qu'en 1890 que la boîte en copeaux fut imaginée par un certain Ridet, croit-on. Cette boîte permit au fromage de faire le tour du monde lorsqu'elle fut lancée par Auguste Lepetit, un fabricant devenu célèbre.

Ce qui rend célèbre le nom d'Harel est l'homme que fit d'un de ses fromages, lors de l'inauguration de la ligne de chemin de fer Paris-Grainville, Marie Paynel à



Napoléon III. Et, en 1928, Millebrand, ancien président de la République, inaugura sur une place de Vimoutiers une statue de Marie Harel. Détruite lors du débarquement de 1944, elle fut remplacée, grâce à la souscription des quatre cents employés d'une fabrique de fromage de l'Ohio (signalons

anecdotiquement que le préfet qui présida cette seconde cérémonie s'appelait... Gervais !). Car on en fabrique aux États-Unis, des camemberts ! Et partout en France, aussi, car l'appellation ne fut pas protégée au départ, si, toutefois, une loi de 1955 fixe des règles de fabrication plus précises donnant droit à la vignette « Véri-

table Camembert de Normandie ». C'est au consommateur de savoir lire ! Encore faudrait-il qu'il se persuade que seuls les camemberts au lait cru sont dignes d'un palais gourmet. C'est pourquoi un nom de marque peut se point sur lui : certains fabricants préparant quelquefois plusieurs variétés au « suivi » irrégulier.

Ce merveilleux fromage (lorsqu'il est normand, au lait cru, bien affiné, consommé à bonne température) mérite l'enthousiasme qui fit Léon-Paul Fargue s'écrier, après avoir humé l'un d'eux : « Hum ! Les pieds du Bon Dieu ! ».

Bien entendu, il convient de le manger tel. Mais on l'utilise en cuisine et Pierre Androuët (notez en passant qu'il n'est plus rien dans les enseignes à son nom), dans son livre *La Cuisine au fromage* (Stock) donne les recettes de croquettes au camembert, d'une fondue normande, de rissoles de camembert. J'ai goûté, en Hollande, des portions de camembert fait. Et Gaston Derys m'avait, il y a longtemps, initié à une soupe à l'oignon dans laquelle l'eau est remplacée par du champagne et le gruyère par un demi-camembert bien crémeux.

Célébrons donc le camembert mais le vrai, au lait cru, comme on en peut trouver seulement chez les maîtres fromagers de qualité.

LA REYNÈRE.

SEMAINE GOURMANDE

Chez Gorisse

Enseigne presque historique d'un bistrot tout-parisien où M^{me} Gorisse mûrissait un pot-au-feu qui ravissait Camonsky. Nous voici à présent dans un restaurant tout neuf, annexant deux boutiques voisines, dont le chef, Serge Lebrec, et les patrons, M. et M^{me} Tarrasson, ont su garder ledit pot-au-feu ménagère (73 F) avec en entrée chaude la broche à la moelle (50 F). Mais aussi de bonnes rillettes de saumon au beurre d'Eclair (68 F), andouillette au chablis (62 F), rôt de veau saignante (78 F) et aussi choucroute de poissons (95 F), etc. Menu à 120 F et carte. Une quinzaine de vins à moins de 100 F. Eclairé demi-sel sur table.

● CHEZ GORISSE, 83, rue Legendre, 75017 Paris. Parking, 51, rue Lemoine. Tél. : 46-27-43-06. Fermé dimanche.

Auberge de l'Argoat

A deux pas du parc Montsouris, Jérôme Gaulon a donné un coup de neuf à la vieille auberge bretonnante, toujours vouée en priorité à ce qui vient de la mer, des galettes de blé noir aux fruits de mer (38 F) aux sardines fraîches muscadet (48 F), du poisson cru au gingembre (63 F) à l'effaillie de morue aux artichauts (86 F), du tourteau de cabillaud (88 F) au filet de congé en matelote au cidre (79 F), etc., avec aussi l'andouillette à l'ancienne (79 F) et le pigeon breton en sauce (135 F), de bons desserts et une petite cave à prix honnêtes. Compter 250 F.

● AUBERGE DE L'ARGOAT, 27, avenue Reille, 75014 Paris. Tél. : 45-89-17-05. Fermé dimanche et lundi.

La Timonerie

Ce fut le restaurant médiatique, abusivement censuré, des Le Coz qui, à présent, tant d'épater les Américains chez eux. Bon vent ! Une série de médailles succédant et, sous cette neuve enseigne, un Breton à nouveau, Philippe de Givenchy, qui travaille à Paris avec Serdardine, à Cannes avec Chibis : chapeau !

Petite salle (25/30 couverts) aux murs rustiquement boisés, aux chaises et nappes blanches, lumineuses. Mais, aussi bien, on n'est ici que pour déguster. Et alors on peut apprécier la carte, courte et originalement solide. Entrées : terrine d'ubergine au four, froide (36 F), un excellent gaspacho (35 F), la pipérade de moules au curin (45 F), un tartare de cabillaud fumé « maison » original (65 F), un petit choucroute - tarte de fromage de chèvre et pommes de terre servies avec une crème de ciboulette (40 F). Plats : parmentier (10 F), saumon à la bretonne (90 F), saumon à la barigoule d'artichauts (88 F), compote de lapin en feuille de chou (92 F), tendron de veau au

gratin de macaroni (87 F). Vous penserez : « Bah ! un gratin c'est un gratin ! » Eh bien non ! Ce gratin aromatisé au jus d'olive, semé de mini dés de tomate fraîche est un petit chef-d'œuvre ! Bons desserts de 30 à 48 F et carte des vins « débutante » (il est vrai que constituer une cave, en ces temps, oblige à des prix bien lourds). Pour tant, vous y trouverez quelques bons vins abordables, le saumon du « papa » Crochet, le cahors de Vigouroux, un ladaix « les gréghons ». Et, en début de repas (remarquable sur le tartare de cabillaud) un des meilleurs mets, le Bowmore ! A la carte compter 250 F.

● LA TIMONERIE, 35, quai de la Tourneille, 75005 Paris. Tél. : 43-25-44-42. Fermé dimanche et lundi.

Guyonne

Ici nous sommes en pays connu, chez un cuisinier bien établi, fan des abats et n'oubliant jamais, non plus, son Vivarais natal. Guy Gros prépare un excellent foie gras, le pain d'écrevisses du Père Placide, la langue d'agneau vinaigrée accompagnée de carottes de veau poêlées, une fricassée d'amourettes, ris de veau et rognons blancs, un pied de porc truffé à la purée de pois cassés. Il choisit le vin ardéchois de Cornas pour l'entrée à son émincé de rognon lorsqu'il ne sert point celui-ci tout bonnement grillé au beurre de menthe. Ses fromages viennent également « du pays » et ses desserts sont nombreux et exquis. Un menu à 200 F et, carte, compter 300 F.

● GUYONNE, 14, rue de Thann, 75017 Paris. Tél. : 42-27-25-43. Fermé samedi et dimanche.

La Rascasse à Neuilly

Ah ! si les clients s'amusaient à pousser, la nuit et tôt le matin, jusqu'à Rungis, ils seraient bien étonnés de n'y rencontrer que de rares restaurateurs ! Louis Franca est de ceux-là, ce qui fait de sa « Rascasse » le bon poissonnier-restaurateur de Neuilly et l'un des plus honnêtes de Paris. Qualité, fraîcheur, sont ses atouts, ce qui certes pourrait ne pas arranger les prix (trop de clients ne font point la différence). Mais ici le banc d'huitres, les coques pochées, « bord de mer », le tartare de thon, l'émincé de haddock, le saumon au concombre, la simple sole meunière, la lotte aux lardons, etc., semblent directement passés du pêcheur à la casserole. Quelques viandes, d'excellents desserts et un saumon rouge réserve Rascasse (188 F), conduisant à des repas de 300 à 350 F, bien agréables et francs !

● LA RASCASSE, 10, avenue de Madrid, 92200 Neuilly. Tél. : 46-24-05-30. Fermé samedi et dimanche.

VOYAGE

Chronique d'Essaouira

(Suite de la page 13.)

Habillé en marchand, il est venu par la route du sud, des caravanes. Comme les plumes d'autruche. Tout droit à travers les sables et les argenteries, la vallée des roses et les rochers bruns. Il n'y a pas d'autre chemin. Depuis les dunes du cap Sim il a mis la main au visière ; elle recouvrait en bas la ville dans ses murs couleur de lune. Il est entré par la porte Bab-Sebaa à la suite d'hommes en

haillons qui vont tracer les lignes de ton dessin sur le sable, avec un os d'omoplate. Rien n'a bougé.

Il y a aujourd'hui à Essaouira ce que l'on imagine : un agent consulaire français, une très belle blonde, un chef de police onctueux, des villas 1930 avec vérandas, ventilateurs, des intermédiaires de commerce, des colons qui fulminent à l'heure variable du cocktail, et le bureau de poste style années 30 ne dépa-

rerait pas la place du Trocadéro à Paris. Le port continue de fabriquer des chaises en bois comme l'on fabrique des images, la peinture au minium sur la coque, cabines blanches ou bleues dans un champ de filets jaunes.

Rien n'a bougé de la façade de mer du dix-huitième siècle, des deux jetées parallèles appuyées sur la roche qui rapprochent le port du large. Dans le prolongement du bassin, passé les bâtiments de pierre de la douane et les entrepôts, les remparts s'ouvrent sur la grande artère de la ville. Le plan de la ville, conçu par Cornet, fait penser au quadrillage de Manhattan ; difficile de se perdre dans la médina, avenues et rues perpendiculaires, ou presque. Une rue pour chaque métier. Cornet, ingénieur français jeté en prison à Mogador ou ne

lent un rhyd... Tout le monde veut un rhyd, un patio en mosaïque, et une terrasse blanche sur les remparts.

Abdel se presse dans la foule de la grand-rue, échappées ouvertes tout au long, discussions de fin d'après-midi, bilan de la journée... D'abord les quinquailleurs, puis les bouchers, les fruits et légumes ; il flâne un peu, salue, refuse une cigarette, calcule que plus il attend, plus il a de chances de trouver Fouad ou Boukar chez eux. Fouad, parce qu'il pourrait lui vendre le réfrigérateur, Boukar, parce qu'il est malin, étudiant mais malin.

Et puis, finalement, il se retrouve à faire la queue pour des cigarettes. Il regarde la femme. De l'autre côté de la rue, devant l'épicerie, appuyée au panneau



saît plus très bien pourquoi, qui dessinait et redessinait du Vauban pour passer le temps. En 1764, le sultan Mohammed Ben Abdallah le pria de construire une forteresse et un port accessible par tous les temps. Voici Essaouira, la bien dessinée.

Ne vous demandez pas où sont passées les Simca 1000, elles sont ici - blanches avec le toit blanc, - « petit taxi » pour les petits déplacements. Abdel se fait déposer à l'entrée de la place derrière la tour de l'Horloge. Il demande un thé à la menthe, il a plus ou moins décidé d'arrêter de fumer. Tourne et retourne dans sa tête qu'il peut se faire pas mal d'argent sur cette affaire du peintre avenue Mohammed-V, des Européens qui lâchent une location après avoir équipé en électroménager neuf il n'y a pas plus d'un an, peut-être un an et demi. Et très pressé, vendre et partir ! D'autres arriveront... Il aurait pu proposer le tout aux Espagnols, la maison et les meubles. Mais bien sûr, ils ven-

dront les limonades Sim, une femme tague doncement, la peau usée par le soleil. Tête en face de l'épicerie pour qu'il envoie chercher du beurre ailleurs, puisqu'il n'a plus de beurre. Elle semble fatiguée, alourdie. Tout lui pèse : les mêmes gens ce soir, tous les soirs, autour de la table, des alcools, les cuisses glabres des hommes en short, boudeurs et vaincus qu'« hier » soit hier et « avant ». Maintenant ce sont ses petits-enfants qui tirent sa robe vers les sodas : avant, c'étaient ses enfants qui l'avaient empêchée de partir avec un homme, pour Tanger. Ou quoi ? Était-ce à cause de l'argent, du mari, du roi d'Espagne... Ou à cause d'Essaouira ? A l'hôtel, quand il avait dit, après, en tentant de le mentir vers la glace : « Je suis pas spécialement beau, mais je suis un grand baccar ! » ; elle avait aussitôt senti comme une gifle que ça ne durera pas.

MICHEL PASSE-RIEUX.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
A 130 mètres du Palais des Congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibus.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-47-62-56 - Tél. 479-416.
Tél. direct 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE. Tél. 93-88-39-50
Plaisance, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibus.

Montagne

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé Village XVIII^e s.
Plus haute contrée d'Europe, 2040 m.
Randonnée, pédestre.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 180 F à 275 F par jour, pension en sept. Placida, tennis, billard.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-52-55.

PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES

Au pied des Baux de Provence,
VAL-BAUSSENS, hôtel ***
Une grande maison provençale en pierre
des Baux vous ouvrira ses portes :
21 chambres et conf., grill, piscine, prom-
enades à cheval, golf et tennis.
122, avenue de la Vallée-des-Baux,
13200 MAUSSANE-LES-ALPILLES.
Tél. : 90-54-38-90.

Grande-Bretagne

LONDRES

EN VISITE A LONDRES ?
ASTON COURT HOTEL
Hôtel grand confort situé au centre de
Londres, à West Kensington, idéal pour
séjours d'affaires ou touristiques.
£ 42.50 (ch. 1 pers.),
£ 57.50 (ch. double ou à 2 lits),
petit déjeuner anglais compris.
Tél. : 19-44-1-602-9954.
Télécopie : 19-44-1-371-1338.
Tél. : 919208 ASTON G.

LONDRES

EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queensgate,
South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-1-370-6111.
Tél. : 916228. Fax : 578 6578.
Hôtel moderne et accueillant près de Knights-
bridge, Harrods, Hyde Park, musées.
Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

Suisse

CH-3960 Sierr

AUBERGE DES COLLINES
Proximité du Lac de Genève
Idéal pour familles et étudiants.
Tél. 1941-27-55.12.48

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dr. de ppié,
délégué en France de caves, assurement,
pour vous AMATEURS, profitez de nos
caves spéciales : RÉDEMPTEUR brut
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur
demande à M. DUBOIS P. & F. (3).
« Les Alimanch » VENTREUIL,
51200 EPERNAY. 26-58-48-37.

CHAMPAGNE CL. DUBOIS
A la propriété LES ALIMANCHES,
VENTREUIL, 51200 EPERNAY.
T. 26-58-48-37. Vis. vieilles en foudre.
Tarif sur demande. Cuvée 1982 de
« Rédempteur ». Médaille d'argent,
concours sélection mondiale.
MONTREAL 1986.

RÉSIDENCES

VENISE

A LOUER

Appartements luxueusement aménagés.
SAN MARCO
SEJOUR MINIMUM :
UNE SEMAINE.
Tél. : 193941/5228933
Tél. : 193941/5203721.

CAMPAGNE

MER

MONTAGNE

LOUE

A FRÉJUS (Var)

Dans VILLA AVEC JARDIN
UN APPARTEMENT
POUR 4 PERSONNES
Juin, juillet, août, septembre
Tél. : 16-94-51-62-62.

صحنه من الامم

JEUX

échecs

N° 1348
FINS RAPIDES
(Tournoi des Nuits blanches, Leningrad, 1989)
Blancs : L. YOUSSEF (UESS)
Noirs : S. BEYNELL (Solide)
Partie française.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a4 a5 6. b4 b5 7. c4 c5 8. d4 d5 9. e5 f6 10. f6 g7 11. g7 h8 12. h8 g7 13. g7 f6 14. f6 e5 15. e5 d4 16. d4 c5 17. c5 b4 18. b4 a5 19. a5 b6 20. b6 c7 21. c7 d8 22. d8 e9 23. e9 f8 24. f8 g7 25. g7 h8 26. h8 g7 27. g7 f6 28. f6 e5 29. e5 d4 30. d4 c5 31. c5 b4 32. b4 a5 33. a5 b6 34. b6 c7 35. c7 d8 36. d8 e9 37. e9 f8 38. f8 g7 39. g7 h8 40. h8 g7 41. g7 f6 42. f6 e5 43. e5 d4 44. d4 c5 45. c5 b4 46. b4 a5 47. a5 b6 48. b6 c7 49. c7 d8 50. d8 e9 51. e9 f8 52. f8 g7 53. g7 h8 54. h8 g7 55. g7 f6 56. f6 e5 57. e5 d4 58. d4 c5 59. c5 b4 60. b4 a5 61. a5 b6 62. b6 c7 63. c7 d8 64. d8 e9 65. e9 f8 66. f8 g7 67. g7 h8 68. h8 g7 69. g7 f6 70. f6 e5 71. e5 d4 72. d4 c5 73. c5 b4 74. b4 a5 75. a5 b6 76. b6 c7 77. c7 d8 78. d8 e9 79. e9 f8 80. f8 g7 81. g7 h8 82. h8 g7 83. g7 f6 84. f6 e5 85. e5 d4 86. d4 c5 87. c5 b4 88. b4 a5 89. a5 b6 90. b6 c7 91. c7 d8 92. d8 e9 93. e9 f8 94. f8 g7 95. g7 h8 96. h8 g7 97. g7 f6 98. f6 e5 99. e5 d4 100. d4 c5 101. c5 b4 102. b4 a5 103. a5 b6 104. b6 c7 105. c7 d8 106. d8 e9 107. e9 f8 108. f8 g7 109. g7 h8 110. h8 g7 111. g7 f6 112. f6 e5 113. e5 d4 114. d4 c5 115. c5 b4 116. b4 a5 117. a5 b6 118. b6 c7 119. c7 d8 120. d8 e9 121. e9 f8 122. f8 g7 123. g7 h8 124. h8 g7 125. g7 f6 126. f6 e5 127. e5 d4 128. d4 c5 129. c5 b4 130. b4 a5 131. a5 b6 132. b6 c7 133. c7 d8 134. d8 e9 135. e9 f8 136. f8 g7 137. g7 h8 138. h8 g7 139. g7 f6 140. f6 e5 141. e5 d4 142. d4 c5 143. c5 b4 144. b4 a5 145. a5 b6 146. b6 c7 147. c7 d8 148. d8 e9 149. e9 f8 150. f8 g7 151. g7 h8 152. h8 g7 153. g7 f6 154. f6 e5 155. e5 d4 156. d4 c5 157. c5 b4 158. b4 a5 159. a5 b6 160. b6 c7 161. c7 d8 162. d8 e9 163. e9 f8 164. f8 g7 165. g7 h8 166. h8 g7 167. g7 f6 168. f6 e5 169. e5 d4 170. d4 c5 171. c5 b4 172. b4 a5 173. a5 b6 174. b6 c7 175. c7 d8 176. d8 e9 177. e9 f8 178. f8 g7 179. g7 h8 180. h8 g7 181. g7 f6 182. f6 e5 183. e5 d4 184. d4 c5 185. c5 b4 186. b4 a5 187. a5 b6 188. b6 c7 189. c7 d8 190. d8 e9 191. e9 f8 192. f8 g7 193. g7 h8 194. h8 g7 195. g7 f6 196. f6 e5 197. e5 d4 198. d4 c5 199. c5 b4 200. b4 a5 201. a5 b6 202. b6 c7 203. c7 d8 204. d8 e9 205. e9 f8 206. f8 g7 207. g7 h8 208. h8 g7 209. g7 f6 210. f6 e5 211. e5 d4 212. d4 c5 213. c5 b4 214. b4 a5 215. a5 b6 216. b6 c7 217. c7 d8 218. d8 e9 219. e9 f8 220. f8 g7 221. g7 h8 222. h8 g7 223. g7 f6 224. f6 e5 225. e5 d4 226. d4 c5 227. c5 b4 228. b4 a5 229. a5 b6 230. b6 c7 231. c7 d8 232. d8 e9 233. e9 f8 234. f8 g7 235. g7 h8 236. h8 g7 237. g7 f6 238. f6 e5 239. e5 d4 240. d4 c5 241. c5 b4 242. b4 a5 243. a5 b6 244. b6 c7 245. c7 d8 246. d8 e9 247. e9 f8 248. f8 g7 249. g7 h8 250. h8 g7 251. g7 f6 252. f6 e5 253. e5 d4 254. d4 c5 255. c5 b4 256. b4 a5 257. a5 b6 258. b6 c7 259. c7 d8 260. d8 e9 261. e9 f8 262. f8 g7 263. g7 h8 264. h8 g7 265. g7 f6 266. f6 e5 267. e5 d4 268. d4 c5 269. c5 b4 270. b4 a5 271. a5 b6 272. b6 c7 273. c7 d8 274. d8 e9 275. e9 f8 276. f8 g7 277. g7 h8 278. h8 g7 279. g7 f6 280. f6 e5 281. e5 d4 282. d4 c5 283. c5 b4 284. b4 a5 285. a5 b6 286. b6 c7 287. c7 d8 288. d8 e9 289. e9 f8 290. f8 g7 291. g7 h8 292. h8 g7 293. g7 f6 294. f6 e5 295. e5 d4 296. d4 c5 297. c5 b4 298. b4 a5 299. a5 b6 300. b6 c7 301. c7 d8 302. d8 e9 303. e9 f8 304. f8 g7 305. g7 h8 306. h8 g7 307. g7 f6 308. f6 e5 309. e5 d4 310. d4 c5 311. c5 b4 312. b4 a5 313. a5 b6 314. b6 c7 315. c7 d8 316. d8 e9 317. e9 f8 318. f8 g7 319. g7 h8 320. h8 g7 321. g7 f6 322. f6 e5 323. e5 d4 324. d4 c5 325. c5 b4 326. b4 a5 327. a5 b6 328. b6 c7 329. c7 d8 330. d8 e9 331. e9 f8 332. f8 g7 333. g7 h8 334. h8 g7 335. g7 f6 336. f6 e5 337. e5 d4 338. d4 c5 339. c5 b4 340. b4 a5 341. a5 b6 342. b6 c7 343. c7 d8 344. d8 e9 345. e9 f8 346. f8 g7 347. g7 h8 348. h8 g7 349. g7 f6 350. f6 e5 351. e5 d4 352. d4 c5 353. c5 b4 354. b4 a5 355. a5 b6 356. b6 c7 357. c7 d8 358. d8 e9 359. e9 f8 360. f8 g7 361. g7 h8 362. h8 g7 363. g7 f6 364. f6 e5 365. e5 d4 366. d4 c5 367. c5 b4 368. b4 a5 369. a5 b6 370. b6 c7 371. c7 d8 372. d8 e9 373. e9 f8 374. f8 g7 375. g7 h8 376. h8 g7 377. g7 f6 378. f6 e5 379. e5 d4 380. d4 c5 381. c5 b4 382. b4 a5 383. a5 b6 384. b6 c7 385. c7 d8 386. d8 e9 387. e9 f8 388. f8 g7 389. g7 h8 390. h8 g7 391. g7 f6 392. f6 e5 393. e5 d4 394. d4 c5 395. c5 b4 396. b4 a5 397. a5 b6 398. b6 c7 399. c7 d8 400. d8 e9 401. e9 f8 402. f8 g7 403. g7 h8 404. h8 g7 405. g7 f6 406. f6 e5 407. e5 d4 408. d4 c5 409. c5 b4 410. b4 a5 411. a5 b6 412. b6 c7 413. c7 d8 414. d8 e9 415. e9 f8 416. f8 g7 417. g7 h8 418. h8 g7 419. g7 f6 420. f6 e5 421. e5 d4 422. d4 c5 423. c5 b4 424. b4 a5 425. a5 b6 426. b6 c7 427. c7 d8 428. d8 e9 429. e9 f8 430. f8 g7 431. g7 h8 432. h8 g7 433. g7 f6 434. f6 e5 435. e5 d4 436. d4 c5 437. c5 b4 438. b4 a5 439. a5 b6 440. b6 c7 441. c7 d8 442. d8 e9 443. e9 f8 444. f8 g7 445. g7 h8 446. h8 g7 447. g7 f6 448. f6 e5 449. e5 d4 450. d4 c5 451. c5 b4 452. b4 a5 453. a5 b6 454. b6 c7 455. c7 d8 456. d8 e9 457. e9 f8 458. f8 g7 459. g7 h8 460. h8 g7 461. g7 f6 462. f6 e5 463. e5 d4 464. d4 c5 465. c5 b4 466. b4 a5 467. a5 b6 468. b6 c7 469. c7 d8 470. d8 e9 471. e9 f8 472. f8 g7 473. g7 h8 474. h8 g7 475. g7 f6 476. f6 e5 477. e5 d4 478. d4 c5 479. c5 b4 480. b4 a5 481. a5 b6 482. b6 c7 483. c7 d8 484. d8 e9 485. e9 f8 486. f8 g7 487. g7 h8 488. h8 g7 489. g7 f6 490. f6 e5 491. e5 d4 492. d4 c5 493. c5 b4 494. b4 a5 495. a5 b6 496. b6 c7 497. c7 d8 498. d8 e9 499. e9 f8 500. f8 g7 501. g7 h8 502. h8 g7 503. g7 f6 504. f6 e5 505. e5 d4 506. d4 c5 507. c5 b4 508. b4 a5 509. a5 b6 510. b6 c7 511. c7 d8 512. d8 e9 513. e9 f8 514. f8 g7 515. g7 h8 516. h8 g7 517. g7 f6 518. f6 e5 519. e5 d4 520. d4 c5 521. c5 b4 522. b4 a5 523. a5 b6 524. b6 c7 525. c7 d8 526. d8 e9 527. e9 f8 528. f8 g7 529. g7 h8 530. h8 g7 531. g7 f6 532. f6 e5 533. e5 d4 534. d4 c5 535. c5 b4 536. b4 a5 537. a5 b6 538. b6 c7 539. c7 d8 540. d8 e9 541. e9 f8 542. f8 g7 543. g7 h8 544. h8 g7 545. g7 f6 546. f6 e5 547. e5 d4 548. d4 c5 549. c5 b4 550. b4 a5 551. a5 b6 552. b6 c7 553. c7 d8 554. d8 e9 555. e9 f8 556. f8 g7 557. g7 h8 558. h8 g7 559. g7 f6 560. f6 e5 561. e5 d4 562. d4 c5 563. c5 b4 564. b4 a5 565. a5 b6 566. b6 c7 567. c7 d8 568. d8 e9 569. e9 f8 570. f8 g7 571. g7 h8 572. h8 g7 573. g7 f6 574. f6 e5 575. e5 d4 576. d4 c5 577. c5 b4 578. b4 a5 579. a5 b6 580. b6 c7 581. c7 d8 582. d8 e9 583. e9 f8 584. f8 g7 585. g7 h8 586. h8 g7 587. g7 f6 588. f6 e5 589. e5 d4 590. d4 c5 591. c5 b4 592. b4 a5 593. a5 b6 594. b6 c7 595. c7 d8 596. d8 e9 597. e9 f8 598. f8 g7 599. g7 h8 600. h8 g7 601. g7 f6 602. f6 e5 603. e5 d4 604. d4 c5 605. c5 b4 606. b4 a5 607. a5 b6 608. b6 c7 609. c7 d8 610. d8 e9 611. e9 f8 612. f8 g7 613. g7 h8 614. h8 g7 615. g7 f6 616. f6 e5 617. e5 d4 618. d4 c5 619. c5 b4 620. b4 a5 621. a5 b6 622. b6 c7 623. c7 d8 624. d8 e9 625. e9 f8 626. f8 g7 627. g7 h8 628. h8 g7 629. g7 f6 630. f6 e5 631. e5 d4 632. d4 c5 633. c5 b4 634. b4 a5 635. a5 b6 636. b6 c7 637. c7 d8 638. d8 e9 639. e9 f8 640. f8 g7 641. g7 h8 642. h8 g7 643. g7 f6 644. f6 e5 645. e5 d4 646. d4 c5 647. c5 b4 648. b4 a5 649. a5 b6 650. b6 c7 651. c7 d8 652. d8 e9 653. e9 f8 654. f8 g7 655. g7 h8 656. h8 g7 657. g7 f6 658. f6 e5 659. e5 d4 660. d4 c5 661. c5 b4 662. b4 a5 663. a5 b6 664. b6 c7 665. c7 d8 666. d8 e9 667. e9 f8 668. f8 g7 669. g7 h8 670. h8 g7 671. g7 f6 672. f6 e5 673. e5 d4 674. d4 c5 675. c5 b4 676. b4 a5 677. a5 b6 678. b6 c7 679. c7 d8 680. d8 e9 681. e9 f8 682. f8 g7 683. g7 h8 684. h8 g7 685. g7 f6 686. f6 e5 687. e5 d4 688. d4 c5 689. c5 b4 690. b4 a5 691. a5 b6 692. b6 c7 693. c7 d8 694. d8 e9 695. e9 f8 696. f8 g7 697. g7 h8 698. h8 g7 699. g7 f6 700. f6 e5 701. e5 d4 702. d4 c5 703. c5 b4 704. b4 a5 705. a5 b6 706. b6 c7 707. c7 d8 708. d8 e9 709. e9 f8 710. f8 g7 711. g7 h8 712. h8 g7 713. g7 f6 714. f6 e5 715. e5 d4 716. d4 c5 717. c5 b4 718. b4 a5 719. a5 b6 720. b6 c7 721. c7 d8 722. d8 e9 723. e9 f8 724. f8 g7 725. g7 h8 726. h8 g7 727. g7 f6 728. f6 e5 729. e5 d4 730. d4 c5 731. c5 b4 732. b4 a5 733. a5 b6 734. b6 c7 735. c7 d8 736. d8 e9 737. e9 f8 738. f8 g7 739. g7 h8 740. h8 g7 741. g7 f6 742. f6 e5 743. e5 d4 744. d4 c5 745. c5 b4 746. b4 a5 747. a5 b6 748. b6 c7 749. c7 d8 750. d8 e9 751. e9 f8 752. f8 g7 753. g7 h8 754. h8 g7 755. g7 f6 756. f6 e5 757. e5 d4 758. d4 c5 759. c5 b4 760. b4 a5 761. a5 b6 762. b6 c7 763. c7 d8 764. d8 e9 765. e9 f8 766. f8 g7 767. g7 h8 768. h8 g7 769. g7 f6 770. f6 e5 771. e5 d4 772. d4 c5 773. c5 b4 774. b4 a5 775. a5 b6 776. b6 c7 777. c7 d8 778. d8 e9 779. e9 f8 780. f8 g7 781. g7 h8 782. h8 g7 783. g7 f6 784. f6 e5 785. e5 d4 786. d4 c5 787. c5 b4 788. b4 a5 789. a5 b6 790. b6 c7 791. c7 d8 792. d8 e9 793. e9 f8 794. f8 g7 795. g7 h8 796. h8 g7 797. g7 f6 798. f6 e5 799. e5 d4 800. d4 c5 801. c5 b4 802. b4 a5 803. a5 b6 804. b6 c7 805. c7 d8 806. d8 e9 807. e9 f8 808. f8 g7 809. g7 h8 810. h8 g7 811. g7 f6 812. f6 e5 813. e5 d4 814. d4 c5 815. c5 b4 816. b4 a5 817. a5 b6 818. b6 c7 819. c7 d8 820. d8 e9 821. e9 f8 822. f8 g7 823. g7 h8 824. h8 g7 825. g7 f6 826. f6 e5 827. e5 d4 828. d4 c5 829. c5 b4 830. b4 a5 831. a5 b6 832. b6 c7 833. c7 d8 834. d8 e9 835. e9 f8 836. f8 g7 837. g7 h8 838. h8 g7 839. g7 f6 840. f6 e5 841. e5 d4 842. d4 c5 843. c5 b4 844. b4 a5 845. a5 b6 846. b6 c7 847. c7 d8 848. d8 e9 849. e9 f8 850. f8 g7 851. g7 h8 852. h8 g7 853. g7 f6 854. f6 e5 855. e5 d4 856. d4 c5 857. c5 b4 858. b4 a5 859. a5 b6 860. b6 c7 861. c7 d8 862. d8 e9 863. e9 f8 864. f8 g7 865. g7 h8 866. h8 g7 867. g7 f6 868. f6 e5 869. e5 d4 870. d4 c5 871. c5 b4 872. b4 a5 873. a5 b6 874. b6 c7 875. c7 d8 876. d8 e9 877. e9 f8 878. f8 g7 879. g7 h8 880. h8 g7 881. g7 f6 882. f6 e5 883. e5 d4 884. d4 c5 885. c5 b4 886. b4 a5 887. a5 b6 888. b6 c7 889. c7 d8 890. d8 e9 891. e9 f8 892. f8 g7 893. g7 h8 894. h8 g7 895. g7 f6 896. f6 e5 897. e5 d4 898. d4 c5 899. c5 b4 900. b4 a5 901. a5 b6 902. b6 c7 903. c7 d8 904. d8 e9 905. e9 f8 906. f8 g7 907. g7 h8 908. h8 g7 909. g7 f6 910. f6 e5 911. e5 d4 912. d4 c5 913. c5 b4 914. b4 a5 915. a5 b6 916. b6 c7 917. c7 d8 918. d8 e9 919. e9 f8 920. f8 g7 921. g7 h8 922. h8 g7 923. g7 f6 924. f6 e5 925. e5 d4 926. d4 c5 927. c5 b4 928. b4 a5 929. a5 b6 930. b6 c7 931. c7 d8 932. d8 e9 933. e9 f8 934. f8 g7 935. g7 h8 936. h8 g7 937. g7 f6 938. f6 e5 939. e5 d4 940. d4 c5 941. c5 b4 942. b4 a5 943. a5 b6 944. b6 c7 945. c7 d8 946. d8 e9 947. e9 f8 948. f8 g7 949. g7 h8 950. h8 g7 951. g7 f6 952. f6 e5 953. e5 d4 954. d4 c5 955. c5 b4 956. b4 a5 957. a5 b6 958. b6 c7 959. c7 d8 960. d8 e9 961. e9 f8 962. f8 g7 963. g7 h8 964. h8 g7 965. g7 f6 966. f6 e5 967. e5 d4 968. d4 c5 969. c5 b4 970. b4 a5 971. a5 b6 972. b6 c7 973. c7 d8 974. d8 e9 975. e9 f8 976. f8 g7 977. g7 h8 978. h8 g7 979. g7 f6 980. f6 e5 981. e5 d4 982. d4 c5 983. c5 b4 984. b4 a5 985. a5 b6 986. b6 c7 987. c7 d8 988. d8 e9 989. e9 f8 990. f8 g7 991. g7 h8 992. h8 g7 993. g7 f6 994. f6 e5 995. e5 d4 996. d4 c5 997. c5 b4 998. b4 a5 999. a5 b6 1000. b6 c7 1001. c7 d8 1002. d8 e9 1003. e9 f8 1004. f8 g7 1005. g7 h8 1006. h8 g7 1007. g7 f6 1008. f6 e5 1009. e5 d4 1010. d4 c5 1011. c5 b4 1012. b4 a5 1013. a5 b6 1014. b6 c7 1015. c7 d8 1016. d8 e9 1017. e9 f8 1018. f8 g7 1019. g7 h8 1020. h8 g7 1021. g7 f6 1022. f6 e5 1023. e5 d4 1024. d4 c5 1025. c5 b4 1026. b4 a5 1027. a5 b6 1028. b6 c7 1029. c7 d8 1030. d8 e9 1031. e9 f8 1032. f8 g7 1033. g7 h8 1034. h8 g7 1035. g7 f6 1036. f6 e5 1037. e5 d4 1038. d4 c5 1039. c5 b4 1040. b4 a5 1041. a5 b6 1042. b6 c7 1043. c7 d8 1044. d8 e9 1045. e9 f8 1046. f8 g7 1047. g7 h8 1048. h8 g7 1049. g7 f6 1050. f6 e5 1051. e5 d4 1052. d4 c5 1053. c5 b4 1054. b4 a5 1055. a5 b6 1056. b6 c7 1057. c7 d8 1058. d8 e9 1059. e9 f8 1060. f8 g7 1061. g7 h8 1062. h8 g7 1063. g7 f6 1064. f6 e5 1065. e5 d4 1066. d4 c5 1067. c5 b4 1068. b4 a5 1069. a5 b6 1070. b6 c7 1071. c7 d8 1072. d8 e9 1073. e9 f8 1074. f8 g7 1075. g7 h8 1076. h8 g7 1077. g7 f6 1078. f6 e5 1079. e5 d4 1080. d4 c5 1081. c5 b4 1082. b4 a5 1083. a5 b6 1084. b6 c7 1085. c7 d8 1086. d8 e9 1087. e9 f8 1088. f8 g7 1089. g7 h8 1090. h8 g7 1091. g7 f6 1092. f6 e5 1093. e5 d4 1094. d4 c5 1095. c5 b4 1096. b4 a5 1097. a5 b6 1098. b6 c7 1099. c7 d8 1100. d8 e9 1101. e9 f8 1102. f8 g7 1103. g7 h8 1104. h8 g7 1105. g7 f6 1106. f6 e5 1107. e5 d4 1108. d4 c5 1109. c5 b4 1110. b4 a5 1111. a5 b6 1112. b6 c7 1113. c7 d8 1114. d8 e9 1115. e9 f8 1116. f8 g7 1117. g7 h8 1118. h8 g7 1119. g7 f6 1120. f6 e5 1121. e5 d4 1122. d4 c5 1123. c5 b4 1124. b4 a5 1125. a5 b6 1126. b6 c7 1127. c7 d8 1128. d8 e9 1129. e9 f8 1130. f8 g7 1131. g7 h8 1132. h8 g7 1133. g7 f6 1134. f6 e5 1135. e5 d4 1136. d4 c5 1137. c5 b4 1138. b4 a5 1139. a5 b6 1140. b6 c7 1141. c7 d8 1142. d8 e9 1143. e9 f8 1144. f8 g7 1145. g7 h8 1146. h8 g7 1147. g7 f6 1148. f6 e5 1149. e5 d4 1150. d4 c5 1151. c5 b4 1152. b4 a5 1153. a5 b6 1154. b6 c7 1155. c7 d8 1156. d8 e9 1157. e9 f8 1158. f8 g7 1159. g7 h8 1160. h8 g7 1161. g7 f6 1162. f6 e5 1163. e5 d4 1164. d4 c5 1165. c5 b4 1166. b4 a5 1167. a5 b6 1168. b6 c7 1169. c7 d8 1170. d8 e9 1171. e9 f8 1172. f8 g7 1173. g7 h8 1174. h8 g7 1175. g7 f6 1176. f6 e5 1177. e5 d4 1178. d4 c5 1179. c5 b4 1180. b4 a5 1181. a5 b6 1182. b6 c7 1183. c7 d8 1184. d8 e9 1185. e9 f8 1186. f8 g7 1187. g7 h8 1188. h8 g7 1189. g7 f6 1190. f6 e5 1191. e5 d4 1192. d4 c5 1193. c5 b4 1194. b4 a5 1195. a5 b6 1196. b6 c7 1197. c7 d8 1198. d8 e9 1199. e9 f8 1200. f8 g7 1201. g7 h8 1202. h8 g7 1203. g7 f6 1204. f6 e5 1205. e5 d4 1206. d4 c5 1207. c5 b4 1208. b4 a5 1209. a5 b6 1210. b6 c7 1211. c7 d8 1212. d8 e9 1213. e9 f8 1214. f8 g7 1215. g7 h8 1216. h8 g7 1217. g7 f6 1218. f6 e5 1219. e5 d4 1220. d4 c5 1221. c5 b4 1222. b4 a5 1223. a5 b6 1224. b6 c7 1225. c7 d8 1226. d8 e9 1227. e9 f8 1228. f8 g7 1229. g7 h8 1230. h8 g7 1231. g7 f6 1232. f6 e5 1233. e5 d4 1234. d4 c5 1235. c5 b4 1236. b4 a5 1237. a5 b6 1238. b6 c7 1239. c7 d8 1240. d8 e9 1241. e9 f8 1242. f8 g7 1243. g7 h8 1244. h8 g7 1245. g7 f6 1246. f6 e5 1247. e5 d4 1248. d4 c5 1249. c5 b4 1250. b4 a5 1251. a5 b6 1252. b6 c7 1253. c7 d8 1254. d8 e9 1255. e9 f8 1256. f8 g7 1257. g7 h8 1258. h8 g7 1259. g7 f6 1260. f6 e5 1261. e5 d4 1262. d4 c5 1263. c5 b4 1264. b4 a5 1265. a5 b6 1266. b6 c7 1267. c7 d8 1268. d8 e9 1269. e9 f8 1270. f8 g7 1271. g7 h8 1272. h8 g7 1273. g7 f6 1274. f6 e5 1275. e5 d4 1276. d4 c5 1277. c5 b4 1278. b4 a5 1279. a5 b6 1280. b6 c7 1281. c7 d8 1282. d8 e9 1283. e9 f8 1284. f8 g7 1285. g7 h8 1286. h8 g7 1287. g7 f6 1288. f6 e5 1289. e5 d4 1290. d4 c5 1291. c5 b4 1292. b4 a5 1293. a5 b6 1294. b6 c7 1295. c7 d8 1296. d8 e9 1297. e9 f8 1298. f8 g7 1299. g7 h8 1300. h8 g7 1301. g7 f6 1302. f6 e5 1303. e5 d4 1304. d4 c5 1305. c5 b4 1306. b4 a5 1307. a5 b6 1308. b6 c7 1309. c7 d8 1310. d8 e9 1311. e9 f8 1312. f8 g7 1313. g7 h8 1314. h8 g7 1315. g7 f6 1316. f6 e5 13

TENNIS : Open des Etats-Unis

Connors pour le record

Alors que trois têtes de série sur huit (Gibert, McEnroe et Wilander) ont été éliminées dans la moitié inférieure du tableau de l'Open des Etats-Unis de tennis, toutes celles de la moitié supérieure restaient en compétition après deux tours. Jimmy Connors en a même profité pour porter à quatre-vingt-dix le record des matches gagnés dans le tournoi.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

«BIENTOT, grâce à des joueurs comme Michael Chang, qui a remporté les Internationaux de France, comme Pete Sampras, qui a éliminé hier Mats Wilander, le tenant du titre, comme Jim Courier aussi, qui a éliminé les Américains vont redéfinir la «grande puissance» du tennis mondial qu'ils avaient été au temps de la splendeur de Jimmy Connors et de John McEnroe. Qualifié, jeudi 31 août, pour le troisième tour de l'Open des Etats-Unis, André Agassi, qui, espérant jouer mondial à dix-neuf ans, s'inscrit bien sûr dans cette force montante, a justifié ces propos par la dynamique de groupe qui existe en ce moment entre ses jeunes compatriotes : «C'est un peu comme quand Martinis Navratilova et Chris Evert se forment mutuellement à toujours être meilleures».

En disant cela, André Agassi ne pensait pas à Bryan Shelton. Cet athlète noir de l'Alabama ne rentre plus tout à fait dans la catégorie des espoirs : il est âgé de vingt-trois ans, et il a passé plus de temps sur les bancs de l'université que sur le circuit du Grand Prix. Cela explique qu'il soit sur le point de recevoir un diplôme de technologie, mais qu'il n'ait pas encore dépassé la troisième centaine de matches.

Bref, lorsque Jimmy Connors s'est retrouvé jeudi soir en face de ce gaillard (1,85 m et 77 kg), il n'avait pas la moindre idée de ce qu'il attendait. Pendant une heure, c'est-à-dire tout le temps du premier set, Connors a dû regretter d'avoir perdu deux mois de vacances après son élimination au second tour des championnats de Wimbledon. Tout le monde pensait à faire du lac du Middle-West à faire du lac en famille et à réfléchir à ce que pourrait être son avenir hors du tennis, tout ce délicieux repos, lui avait fait prendre quelque 8 kilos, qu'il avait dû perdre en catastrophe avant les Internationaux des Etats-Unis. C'est dire que Connors n'est pas dans une forme éblouissante. Le serait-il que, à presque trente-sept ans, il n'a plus guère d'illusion sur sa capacité à remporter ici pour la sixième fois

l'Open des Etats-Unis : «Je pensais que pendant mes vacances mon classement mondial allait chuter et que je ne serais plus tête de série. Cela m'aurait amusé de me retrouver dans la situation d'un outsider. J'aurais pu rencontrer McEnroe, Lendl ou Edberg au premier tour.» C'était presque dire qu'il aurait voulu se ménager une sortie en beauté, un beau duo avec un autre ténor. Or il se retrouvait face à une espèce de décatillonien qui s'acharnait à lui faire faire des coups. Car Bryan Shelton a une approche assez particulière du jeu : il sert des aces qu'il pourrait les échanger.

Et pendant une heure Connors a dû se demander comment il allait dans les sables mouvants. A vrai dire, si Bryan Shelton avait continué de servir avec l'abandon qu'il a eu dans le tie-break (quatre aces sur huit points) il est probable que «Jimbo» serait allé souffler, samedi 2 septembre, les trente-sept bougies de son gâteau d'anniversaire dans le Middle-West en compagnie de sa famille. Mais Shelton n'est ni Sampras, dont la puissance du service avait augmenté à chaque manche contre Wilander, ni Hachnis, qui n'avait pas «gambogé» une seconde face à McEnroe. Après le premier set, Shelton s'est comporté comme s'il ne pouvait plus rien faire de mieux sur un court. Même quand Connors n'est pas en grande forme, il ne lui en faut pas plus pour reprendre le contrôle d'une situation apparemment compromise. Il a donc gagné en quatre sets.

Le long chemin de la notoriété

En d'autres temps, ce match n'aurait pas mérité de grands commentaires. Il a pourtant pris jeudi soir une signification particulière dans le contexte américain. Car, au moment où la jeune génération affirmait par la voix d'André Agassi que son heure était venue de prendre le pouvoir, Connors, impavide champion depuis vingt ans, leur montrait le long chemin qu'il aurait à faire pour atteindre à sa notoriété.

Cette victoire sur Shelton était en effet la quatre-vingt-dixième de Connors en cent quatre matches disputés à l'Open des Etats-Unis. C'est bien sûr un record absolu, comme les cent cinquante-neuf matches passés en tête du classement des joueurs professionnels, comme les cent sept tournois — dont huit du Grand Chelem — qui figurent à son palmarès. Tous les Agassi, Sampras, Chang et Courier d'Amérique ont du pain sur la planche pour faire aussi bien. Et ce ne serait déjà pas mal s'ils y parvenaient un jour à eux tous, tous palmarès confondus.

ALAIN GRAUDO.

VOILE : la Course autour du monde en équipage

Une maxi-régate de 33 000 milles

Vingt-quatre voiliers, dont quinze «maxis», arborant les pavillons de quatorze pays, devaient prendre, samedi 2 septembre à Southampton, le départ de la cinquante-septième édition de la course autour du monde en équipage. Afin d'éviter l'escalade traditionnelle au Cap, en Afrique du Sud, six étapes ont été fixées à Punta-del-Este (Uruguay), Fremantle (Australie), Auckland (Nouvelle-Zélande),

Esté, Fort-Lauderdale (Floride) avant le retour à Southampton prévu dans neuf mois fin mai 1990. Avec une distance orthodromique (minimum) de 32 932 milles (60 990 kilomètres), cette course est la plus longue jamais organisée à la voile.

Le skipper suisse Pierre Felhmann (Merit), premier en temps réel de la précédente édition en 1986, partira favori avec le

Britannique Lawrie Smith (Rothmans) et les Néozélandais Peter Blake (Steinlager) et Grant Dalton (Fisher & Paykel). Les ambitions sont plus modestes pour les trois équipages français commandés par Alain Gabbay et Max-Philippe Conteau (Charles-Jordan), Patrick Tabarly (Esprit de Liberté), l'ex-Esprit d'équipe vainqueur en 1986 avec Lionel Pétan et Daniel Mallé (la Poste).

SOUTHAMPTON
de notre envoyé spécial

LE Solent, ce bras de mer entre le sud de l'Angleterre et l'île de Wight, cadre de tant d'événements de voile depuis la victoire historique de la golette *America* en 1851 jusqu'aux plus récentes joutes de l'Admiral's Cup, devrait être, samedi 2 septembre, à la mi-journée, un théâtre digne du départ de la cinquante-septième édition de la course de voiliers de haute mer, de sécurité, d'autonomie, n'existent plus.

Dans les mers du Sud, on sait qu'aucun navire ne traîne dans le secteur, qu'aucun hélicoptère ne pourra venir nous récupérer sur nos bateaux construits avec des techniques dignes de la NASA. On est seul, responsable de l'équipage et de soi-même. Quelques Jols, on oublie la course pour penser à arriver de l'autre côté.

Alain Gabbay, premier français vainqueur d'une étape, dans l'Indian en 1978, deuxième de la troisième édition en 1982 et co-skipper de Charles-Jordan cette année, partage cette impression mais tient à la nuancer. «On part pour faire une course, dit-il, mais dès qu'on se retrouve dans le Grand Sud, entre les quarantièmes rugissants de l'Océan Indien et les cinquantièmes hurlants du Pacifique, on vit une aventure. Désormais, lorsqu'on traverse l'Atlantique en sept jours avec un multicoque, les notions de haute mer, de sécurité, d'autonomie, n'existent plus.

Dans les mers du Sud, on sait qu'aucun navire ne traîne dans le secteur, qu'aucun hélicoptère ne pourra venir nous récupérer sur nos bateaux construits avec des techniques dignes de la NASA. On est seul, responsable de l'équipage et de soi-même. Quelques Jols, on oublie la course pour penser à arriver de l'autre côté.

Rebondir sur les vagues

Une parfaite préparation du bateau et de l'équipage peut toutefois permettre de limiter ces risques et d'augmenter considérablement les chances de succès. Premier aux quatre étapes de la précédente édition avec son «maxi» UBS Switzerland, battu en temps compensé par l'Esprit d'équipe, Pierre Felhmann a tiré les leçons de ses expériences pour tenter de mettre tous les atouts de son côté.

Merit, également conçu par l'architecte néo-zélandais Bruce Farr, se «rapproche plus d'un voilier de course en triangle que d'un bateau de haute mer». Les poids ont été concentrés au milieu pour alléger les extrémités et permettre au bateau de mieux «rebondir» sur les vagues. «Ce sera beaucoup moins confortable pour l'équipage, estime Pierre Felhmann, même si nous avons essayé de ne pas aller trop loin

dans ce domaine, car dans une telle course, il faut conserver le moral et la santé. Les tests que nous avons faits contre UBS nous ont montré que nous avons gagné 5 à 7 % en vitesse.»

Premier des nouveaux «maxis» à avoir été mis à l'eau dès le 30 juillet 1988, Merit a déjà parcouru 17 000 milles et a permis à ses quatorze équipiers de se roder en gagnant la Nioulargue, la Route de la découverte et la transat Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient. Comme la dernière fois, plus du tiers de l'équipage, composé de régatiers suisses, n'avait jamais passé une nuit en mer avant de découvrir le «maxi». Ces équipiers devront se contenter de 10 francs suisses d'argent de poche par jour d'escalade mais bénéficieront d'un privilège inestimable : «Sur Merit, nous changeons de barreur toutes les demi-heures et tout le monde y passe, explique Pierre Felhmann. Ça crée une motivation différente».

Avec son budget de 7 millions de francs suisses (28 millions de francs, dont les 4/7 pour la construction du bateau), Pierre Felhmann fait presque figure de parent pauvre face au défi de Rothmans. Pour tenter d'apporter à la Grande-Bretagne sa première victoire dans cette course, le manufacturier de tabac a investi 6,5 millions de livres (plus de 65 millions de francs).

Le «maxi», dessiné par le Gallois Rob Humphreys pèse près de quatre tonnes de moins que Merit. Pas moins de six quilles ont été testées avant le choix définitif. Lawrie Smith, le skipper, n'a participé qu'à une étape de la précédente course autour du monde mais, après avoir fait brillamment ses classes dans les séries olympiques, il avait été retenu comme barreur des défis britanniques pour les Coupes d'Amérique en 1980 et 1983 puis dans l'Admiral's Cup où il a gagné la course du Farnet en 1985.

«J'ai peut-être fait l'erreur de ne pas étudier suffisamment l'option ketch, mais je ne crois pas que j'aurais changé», affirme Pierre Felhmann. «Nous disposons des mêmes prévisions de temps moyen que les Néozélandais, dit Lawrie Smith. Mais je ne crois pas au temps moyen sur une course autour du monde. S'ils en bénéficient, ils seront durs à battre...»

Des postiers volontaires

De tous les bateaux de la Whitbread, l'option la plus radicale a été celle retenue par l'architecte Guy Ribadeau-Dumas pour Charles-Jordan. «Quand on n'a pas d'argent, il faut avoir des idées», estime Alain Gabbay. Nous avons cherché une solution pour participer à cette course en nous mêlant aux grands. Le changement de parcours avec beaucoup d'altitudes portantes nous a incités à opter pour un ULDB (ultra light displacement boat).

Ces bateaux ultra-légers (16 tonnes de déplacement pour Charles-Jordan alors que la fourchette va de 22 à 37 tonnes pour les autres «maxis») ont l'avantage d'être très trépidants mais sont pénalisés en longueur (taux de vitesse) par la jauge IOR qui a fixé celle du «maxi» français à 22 mètres. Grâce à un accord avec le chantier Mag-France et un acheteur italien qui prendra possession du voilier à son retour à Southampton, le budget de course devrait se limiter à 8 ou 9 millions de francs.

Avec ses deux seuls convoysages de La Rochelle à La Trinité-sur-Mer puis à Southampton, le «maxi» français risque surtout de manquer de mises au point, tout comme l'Esprit de Liberté, l'ex-Esprit d'équipe vainqueur en 1986, qui a touché ses voiles de course trois jours avant le départ après une cure d'amaigrissement de 700 kg.

L'ambition de Patrick Tabarly se limitera à une victoire dans sa classe où il sera d'ailleurs confronté à la Poste, le troisième bateau français au départ de la Whitbread. Ce voilier, un First 51 Bénéteau, sera la plus petite unité (15,63 m) de la course mais son expérience ne manque pas d'intérêt : ses sept équipiers dirigés par Daniel Mallé ont, en effet, été sélectionnés parmi les trois cent soixante et onze postiers qui s'étaient portés volontaires.

GÉRARD ALBOUY.

ALPINISME : acclimatation à domicile pour une expédition française

L'Everest par les Alpes

Paris comme l'ambitionne le groupe Everest Turbo, il faut donc quitter la capitale en étant déjà acclimaté.

Théoriquement, il y aurait quatre possibilités qu'énumère le docteur Richalet, président de l'Association pour la recherche en physiologie de l'environnement (ARPE) et patron de ce projet médico-sportif : «climatisation dans un caisson de décompression ou au sommet du mont Blanc, utilisation de médicaments accélérant l'acclimatation (il n'en existe encore aucun, fort heureusement), ou bien utilisation d'une autotransfusion de sang juste avant le départ pour créer une polyglobulie artificielle. Pour des raisons à la fois éthiques et techniques, le docteur Richalet n'a retenu que les deux premières solutions en les combinant dans le temps.

Deux paliers

Du 15 au 21 août, cinq alpinistes (Éric Escoffier, Michel Fauquet, Stefan Schaffer, Fred Anoy et Christine Janin) ont séjourné dans le laboratoire-refuge construit il y a quatre-vingt-neuf ans par le savant Joseph Vallot sur l'arête terminale du mont Blanc, à 4 350 mètres d'altitude, et qui est aujourd'hui géré par le laboratoire de glaciologie de Grenoble.

Des tests chronométrés sur l'arête des bosses aient que la bicyclette ergométrique du refuge ont permis de conclure à la bonne acclimatation des sujets pour un séjour confortable dès leur arrivée au camp de base tibétain de l'Everest (5 200 mètres). «C'est

insuffisant pour l'ascension, précise Jean-Paul Richalet. Dans l'acclimatation, il y a fait deux paliers. Un premier vers 5 000 mètres, qui est l'altitude maximale d'habitat permanent, et un autre à 7 000. Au-delà, il n'y a plus qu'une adaptation plus ou moins lente».

C'est pourquoi, en redescendant du mont Blanc, les cinq grimpeurs ont été pris en charge à Grenoble par le CRESSA (Centre de recherche du service de santé des armées) qui a profité de l'occasion pour évaluer son tout nouveau caisson hypobar, aux dimensions d'un studio. En quatre jours, le groupe est progressivement passé de l'altitude du mont Blanc à celle de l'Everest, soit un gain de 4 000 mètres, tout en dormant tous les soirs dans un hôtel de Grenoble (220 mètres).

Le docteur Bittel, du CRESSA, affirme que son caisson, unique en Europe, se distingue de ceux utilisés en aéronautique puisqu'il est capable de combiner les effets de l'altitude (jusqu'à 10 000 mètres) avec ceux du froid (-40°C) et du vent (80 km/h), autrement dit d'atteindre des températures physiologiques équivalentes à -120°C. «Nous n'avons pas exploité ces possibilités, car ils n'auraient pas supporté. Nous leur avons au contraire apporté une température confortable de 10°C à 15°C, sans vent, puisque le but de l'opération est l'étude de l'hypoxie (1) et la manière de mieux la supporter».

Sortis du caisson le 26 août, les cinq grimpeurs se sont envolés pour Katmandou le 27 et devaient avoir rejoint le camp de base le 30. Ils s'accorderont ensuite une semaine de navettes et de mises

au point jusque vers un camp avancé, à 6 500 mètres, d'où l'assaut sur le classique arête nord sera lancé.

Si le beau temps est de la partie, le docteur Richalet est optimiste : «Du point de vue de l'acclimatation, après les séquences du mont Blanc et du caisson, ils présenteront tous une concentration d'hémoglobine, comme on en mesure au retour d'une expédition, mais sans aucun des signes de dégradation qu'on observe après un séjour prolongé en haute altitude : leurs masses graisseuses et musculaires ainsi que leur VO 2 max n'ont pas varié d'un iota.» C'est tout l'intérêt sportif d'Everest Turbo : contourner le cycle d'acclimatation-dégradation pour optimiser la performance athlétique en haute altitude.

Deux alpinistes exceptionnels, Marc Batard (l'Everest en vingt-huit heures depuis le camp de base) et le sherpa Sundara (cinq fois l'Everest), ont certes réussi, sans aucune acclimatation, l'ascension du Cho-Oyu (8 201 m) en vingt heures, quatorze jours seulement après leur arrivée à Katmandou (1 500 mètres), alors que la durée moyenne (mesurée sur un échantillon de deux cents himalayistes) pour atteindre une telle altitude est de quarante-trois jours.

Mieux ils seront acclimatés et plus les alpinistes iront vite, mais plus ils iront vite et moins ils auront besoin de s'acclimater.

VOLODIA SHAHSHAHANI.

(1) Diminution de la quantité d'oxygène contenu dans le sang.

Principaux résultats

Jeudi 31 août

SIMPLE MESSIEURS

(deuxième tour)

I. Lendl (Tch., n° 1) b. J. Fitzgerald (Aus.), 6-2, 6-1, 6-1; S. Edberg (Sue.) b. P. Lundberg (Sue.), 6-2, 6-2, 6-2; A. Agassi (E.U., n° 6) b. N. Pietrangeli (Arg.), 6-3, 6-2, 6-3; M. Chang (E.U., n° 7) b. T. Hogstedt (Sue.), 6-1, 6-3, 6-3; T. Mayotte (E.U., n° 9) b. C. van Rensburg (AUS), 6-2, 6-2, 6-2; E. Sanchez (Esp., n° 12) b. D. Cabili (Aus.), 6-3, 6-7, 6-4; J. Connors (E.U., n° 13) b. B. Shelton (E.U.), 6-7, 6-2, 6-2; A. Chomakov (UKRS, n° 16) b. M. Davis (E.U.), 1-6, 6-3, 6-3, 6-2; R. Agassi (E.U.) b. L. Drouot (E.U.), 6-4, 6-3, 6-4.

SIMPLE DAMES

(deuxième tour)

G. Sabatini (Arg., n° 3) b. C. Caverzasio (Ita.), 6-3, 6-2; A. Sanchez (Esp., n° 6) b. C. McGregor (E.U.), 6-1, 6-3; E. Sakawa (Tch., n° 8) b. G. Mager (E.U.), 6-2, 6-1; P. Fauts (Aus., n° 11) b. J. Novotna (Tch., n° 12); J. Fairbank (E.U.) b. K. Maleva (Bul., n° 14), 6-4, 6-7, 6-3; C. Martinez (Esp., n° 15) b. S. Amich (Fra.), 6-3, 6-4.

LES HEURES DU STADE

Cyclisme

Tour de la Communauté européenne. — Du jeudi 7 au jeudi 14 septembre.

Football

Norvège-France. — Mardi 5 septembre à Oslo (Cansel + à 19 heures; TF 1 à 23 heures).

Ski nautique

Championnats du monde à West-Palm-Beach (Floride). — Jusqu'au vendredi 8 septembre.

Tennis

Open des Etats-Unis. — Jusqu'au dimanche 10 septembre à Flushing-Meadow (La 5, tous les jours de 10 heures à 12 h 30, de 17 à 19 heures et de 22 h 15 à minuit).

Voile

Courses autour du monde en équipage. Départ samedi 2 septembre à Southampton.

VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC CES ENTREPRISES



SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI « SECTEURS DE POINTE »

37 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...

MARDI 5 SEPTEMBRE 1989 DATÉ MERCREDI 6



ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions

SOMMAIRE

■ M. Vernes, président de la Compagnie industrielle, ne lancera pas une contre-OPA sur Victoire et se dit prêt à négocier avec Suez (lire ci-contre).

■ Le projet de budget du ministère de l'équipement pour 1990 est en croissance de 7,5 %. Les aides au logement augmentent de 17 % et c'est un « PAP rénové » qui financera l'accession sociale à la propriété (lire ci-dessous).

■ Le conflit entre la direction et le personnel d'UTA engage l'avenir de la filiale Aëromaritime (lire page 23).

■ Paribas renforce ses liens avec Axa en augmentant sa participation dans la Compagnie financière Drouot (lire page 24).

Invoquant « l'intérêt national » et la « morale » des affaires

M. Vernes renonce à lancer une contre-OPA sur le groupe d'assurances Victoire

M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle, a annoncé, vendredi 1^{er} septembre, sur Europe 1 qu'il ne lancera pas de contre-OPA. Il a aussi affirmé que Suez, qui a lancé une OPA sur la Compagnie industrielle au prix de 13 000 F, avait offert de lui racheter les titres au prix de 16 000 F. La Société des Bourses de France a décidé, à la suite de ces révélations, de suspendre la cotation vendredi 1^{er} septembre.

M. Vernes a expliqué qu'il y avait deux raisons à son jet de l'éponge. La première tient à l'alliance conclue le 11 juillet par Victoire avec le groupe d'assurances Colonia. Cette alliance, qui fait de l'ensemble Victoire-Colonia le système assureur européen, risquerait, selon lui, de « capoter ». L'Office des cartels allemands doit en effet donner son accord à la fusion. Mécontent de la bague d'acteurs franco-allemands, il risquerait de trahir les pieds. M. Vernes a ajouté que « le management de Colonia », rendu inquiet par le conflit, risquerait d'accepter les offres d'embauche de la concurrence. Le président de la Compagnie industrielle a ajouté qu'il ne torpillait jamais « cette alliance qui est de l'intérêt national ».

La seconde raison pour laquelle M. Vernes a affirmé ne pas vouloir lancer de contre-OPA est « le prix très élevé » auquel il aurait été

contraint de racheter les titres Compagnie industrielle. Suez ayant offert 13 000 F, M. Vernes aurait été contraint de surenchérir très au-dessus pour décourager son adversaire. Il a cependant nié que c'était l'absence d'alliés à la surface financière suffisamment puissante qui l'avait contraint à renoncer. Il a aussi affirmé que « l'Union des assurances de Paris a fait pression sur Paribas » pour l'amener à renoncer à toute alliance avec lui. Il a également évoqué le « terrorisme intellectuel de Suez » qui a lancé des « menaces sur [ses] alliés ». Si la holding Navigation mixte, dont le président, M. Marc Fournier, s'est ouvertement rangé du côté de M. Vernes, a subi, jeudi 31 août, des attaques en Bourse, « tout ceci n'est pas spontané ». M. Vernes n'a pas précisé que c'est la Société générale, avec laquelle il négociait une alliance jusqu'à ces derniers jours, qui a franchi le seuil de 5 % dans la Mixte. M. Vernes a également démenti que ses alliés au sein de la Société centrale d'investissement (la famille Dassault et l'Air Liquide, qui détiennent avec lui 40 % de la Compagnie industrielle) aient hésité à le soutenir tout au long de ce conflit.

Reprise de la cotation

M. Vernes a cependant affirmé que l'impossibilité de lancer une contre-OPA n'était pas un abandon mais au contraire « la formule qui

assurait sa victoire ». Une vaste campagne de publicité va sans doute être lancée pour convaincre les actionnaires de la Compagnie industrielle de ne pas apporter leurs titres à Suez. Vu le faible succès de l'OPA depuis le début, il n'est pas impossible que la Compagnie financière de Suez n'obtienne pas la majorité au sein de la Compagnie industrielle au terme de son offre publique, le 18 septembre prochain.

La cotation de l'action Compagnie industrielle décidée par le Conseil des bourses de valeur (CBV) reprendra le 4 septembre. Elle a été suspendue le vendredi 1^{er} septembre après la révélation par M. Vernes que Suez lui avait fait une offre particulière au prix de 16 000 F. Dans ce contexte, il est probable que certains actionnaires préféreront attendre la fin de l'OPA, le 18 septembre, pour céder leurs titres au plus offrant.

L'attitude de Centenaire Blazy, dont la cotation a repris jeudi au record de 3 300 francs (contre 2 111 francs au cours précédent) sera cruciale. Les dirigeants de ce holding, qui détiennent environ 15,9 % des titres de Compagnie industrielle, ont affirmé qu'ils vendraient « au plus offrant » mais aussi qu'ils respecteraient les nouvelles règles du marché en matière d'OPA et de contre-OPA. Apporteront-ils leurs titres à Suez ? Essayeront-ils de les négocier sur le marché « au plus offrant » après le 18 septembre, la question mérite en tout cas d'être posée.

YVES MAMOU.

« Je suis tout à fait d'accord pour négocier »

« Terrorisme intellectuel (...) menaces (...) intérêt national (...) soupçons Vendredi matin au micro d'Europe 1, M. Jean-Marc Vernes a adopté un ton très offensif pour annoncer qu'il ne lançait pas de contre-OPA. Citant à tout instant ses nombreux amis (qu'il a remerciés pour leur « fidélité ») le président de la Compagnie industrielle a fustigé « les bisbilles entre Français » qui « font très mauvais effet outre-Rhin ».

C'est pour sauvegarder l'« intérêt national » qu'il ne lancera pas de contre-OPA, pour ne pas risquer de « torpiller l'accord entre Victoire et Colonia », accord fait « de famille à famille », entre lui-même et le baron Oppenheim. S'il ne contre-attaque pas, « ce n'est pas une question d'argent » a expliqué M. Vernes. Le président de la Compagnie industrielle affirme défendre « une certaine morale », et les intérêts des petits actionnaires : « le Suez » lui avait offert 16 000 francs par titre, mais il a refusé. Il s'est déclaré surpris, d'ailleurs, que Suez n'offre que 13 000 F pour son OPA...

Suez a été présenté dans cet entretien comme « une grande administration » (alors que M. Vernes dirige « une affaire familiale »), prétendant le « terrorisme intellectuel » à l'encontre des alliés de M. Vernes. La Navigation mixte de M. Marc Fournier, par exemple : « On attaque ce titre », a affirmé le président de la Compagnie industrielle, « il y a des menaces ».

Affirmant : « Je n'ai pas cherché d'alliés », tout en se félicitant de la fidélité de ses amis italiens, de M. Jacques Chirac, de M. Serge Dassault et de M. Etienne de Royère (de l'Air liquide) dont il s'estime « sûr », M. Vernes a indiqué que M. Bérégovoy et « Matignon » l'avaient assuré de leur « neutralité absolue ».

Pretenant l'offensive, il a confirmé qu'il avait « demandé à la COB de faire une enquête sur les achats en Bourse des 24 et 25 août », laissant planer le doute sur les éventuels acheteurs. « Je vais poursuivre le mandat confié par mon conseil d'administration pour faire échouer l'OPA de Suez », a-t-il affirmé, tout en s'estimant « sûr de garder le contrôle de Victoire ». « Je suis tout à fait d'accord pour négocier à condition que Suez me laisse garder le contrôle ». Reconnaissant qu'il est « normal » qu'il existe des OPA « sanctions de mauvaises gestions » et des « OPA-déguisements », M. Vernes a déclaré que, dans son cas, l'OPA de Suez n'avait pour but que de lui enlever le contrôle de Victoire. Puisqu'il ne lance pas de contre-OPA, a-t-il perdu ? Point du tout... car il dispose d'un filet financier.

BUDGET

Les crédits de l'équipement en hausse de 7,5 %

Les dépenses de l'Etat en faveur du logement augmenteront de 17 % en 1990

M. Jean-Cyril Spinetta, directeur du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a présenté, jeudi 31 août, au cours d'un point de presse, les orientations du projet de budget de 1990 pour ce ministère, qui représente « de très loin le premier budget d'équipement civil de l'Etat » (30 % des engagements). Renonçant

aux grandes masses de ce projet de budget sont les suivantes :
● Logement. — Les dépenses globales passent de 28,1 milliards de francs à 33 milliards, en progression de 17 %, la plus forte dans les dépenses du ministère, due à la mise en œuvre de quatre priorités : 1) le renforcement de l'efficacité des aides au logement (le Monde du 30 août) ; le maintien du pouvoir d'achat de ces aides (allocation-logement et aides personnalisées au logement) coûtera au budget 1,45 milliard de francs sur les 3,5 milliards nécessaires, le reste étant fourni par les caisses d'allocation familiales ; 2) l'accélération du programme de réhabilitation des logements locatifs sociaux, pour remettre en état deux cent mille logements HLM, coûtera 500 millions de francs de plus qu'en 1989 (1,9 à 2 milliards de francs) ; 3) la mise en chantier de 65 000 FLA (prêts locatifs aidés) au lieu de 55 000 ; 4) la mise en place de « PAP rénovés », prêts aidés à l'accession à la propriété, la part du prêt dans la dépense totale (sa « quotité ») passant en moyenne de 75,5 % à 82,5 %, ce qui devrait alléger les charges d'emprunt pour les accédants, qui auront moins besoin de faire appel à des prêts complémentaires plus coûteux ; l'objectif est de réaliser 50 000 logements grâce à ce type de financement. La réflexion se poursuit sur le logement des plus démunis et sur les problèmes spécifiques de la région parisienne.

Le Fonds urbain favorisé

● Urbanisme et moyens du ministère. — Pour le développement social urbain et la politique des villes, les crédits du Fonds social urbain (FSU) augmentent de 35 %, passant de 265 millions à 355 millions de francs, tandis que les crédits de protection du patrimoine bâti et naturel augmentent de 13 %. La modernisation du service public (formation des personnels, information) se poursuit. Le coût global passe de 18,4 milliards de francs à 19,3 milliards (+ 4,9 %).

● Aviation civile. — Budget en croissance de 16 %, passant de 7,4 milliards à 8,6 milliards de francs. L'amélioration de la capacité du système de contrôle, pour faire face à une croissance de 15 %

avec une présentation autrefois traditionnelle, il s'est exprimé en termes de « moyens de paiement » (autorisations de programme, dépenses ordinaires), qui montrent les actions nouvelles engagées, devant se poursuivre pendant plusieurs années, tandis que les crédits de paiement, rappelés-le, résument des engagements pris les années précédentes.

du trafic aérien interne coûtera 790 millions de francs contre 550 millions en 1989 (+ 43,5 %), avec une augmentation sensible des effectifs (une centaine de contrôleurs aériens) ; la formation de 400 pilotes (contre 180 en 1989), après des accords contractuels avec les compagnies ; l'amélioration de la sûreté des aéroports, pour tenter de lutter contre le terrorisme, coûtera 135 millions de francs, contre 95 millions de francs en 1989 (+ 42 %) ; la construction aéronautique civile absorbera 2 900 millions de francs, contre 2 473 millions en 1989 (+ 17 %), notamment pour le développement des programmes Airbus A-330 et A-340.

« Petit sacrifice » pour l'entretien des routes

● Transports terrestres. — L'amélioration des transports collectifs en Ile-de-France (7 milliards de francs sur cinq ans) et dans les

grandes agglomérations de province (2 milliards de francs sur cinq ans) se poursuit.

Les subventions de cette dernière année atteindront 614,5 millions de francs pour l'Ile-de-France contre 432 millions de francs en 1989, et 330 millions de francs contre 287 millions pour la province : Strasbourg a pris du retard, le projet de tramway se substituant au projet de métro, mais Lyon, Lille, Toulouse, Grenoble, Marseille avancent, et des crédits d'études sont prévus pour Rennes, Rouen, Bordeaux, Reims.

● SNCF. — L'année 1989 est la dernière année du contrat de plan de cinq ans qui a permis de restaurer l'équilibre financier. Le futur contrat de plan étant en cours de discussion, un crédit provisionnel de 32,8 millions (contre 31,6 millions en 1989), représentant le concours de l'Etat à l'exploitation du réseau, a été calculé selon les méthodes jusqu'ici en vigueur avec un ajustement possible quand les nouvelles règles du jeu auront été mises au point.

Plus généralement, le budget du ministère de l'équipement marque un renversement de tendance, l'Etat, non content de respecter en les actualisant les engagements pris dans de multiples contrats de plan Etat-régions, décide d'entreprendre la réalisation des priorités définies au plus haut niveau.

Il est vrai que M. Spinetta est resté muet sur les recettes, qui appartiennent entièrement à M. Bérégovoy. Les aides et exonérations fiscales devront bien être réduites, si peu que ce soit, pour financer les investissements d'un des ministères les plus dépensiers. C'est au conseil des ministres du 20 septembre que le ministre de l'économie et des finances présentera l'ensemble du projet de budget.

JOSÉE DOYÈRE.

Dans un projet de budget qui doit globalement augmenter de 5,3 %, le ministère de l'équipement devrait connaître une progression de 7,5 % (la plus forte depuis 1982), passant de 109,5 milliards de francs à 117,7 milliards, y compris les dotations « qui seront de façon certaine à disposition pour conduire les actions » (les excédents d'autoroute, par exemple).

regles du jeu auront été mises au point.

● RATP. — L'indemnité compensatrice versée par l'Etat sera de 4,77 milliards de francs, en baisse de 0,28 % sur 1989, en raison du rattrapage tarifaire en cours depuis plusieurs années et d'une forte fréquentation du réseau dont on s'accommode la pointe.

● Voies navigables. — Les crédits de 1989 (118 millions de francs pour l'entretien et l'exploitation et 279 millions pour les équipements) sont reconduits. Ils avaient augmenté de 16 % en 1989 par rapport à 1988. Une étude est en cours pour rechercher un financement nouveau pour l'entretien des voies navigables : redevance ou taxe sur les prélèvements d'eau par exemple.

● Routes. — Là encore, il s'agit de la poursuite d'un plan de cinq ans avec les conseils régionaux, d'un montant global de 23 milliards de francs : 4,8 milliards y seront consacrés, contre 4,2 milliards en 1989 — les autoroutes concédées à des sociétés ne bénéficiant d'aucune subvention, — pour poursuivre le programme de la Tarentaise (Jeu olympique), les accès trans-Manche, la RN 9 (Moulins-Méditerranée) et la RN 20 (Limoges-Toulouse). Pour l'entretien du réseau routier, « un petit sacrifice » intervient, avec la réduction du programme de mise hors gel des chaussées, déjà réalisé à plus de 82 %.

Pour la sécurité routière, le programme de réduction en cinq ans de tous les « points noirs » sera poursuivi (270 millions de francs) et le programme Sirius d'orientation des flux de trafic en région Ile-de-France sera lancé grâce à une mesure nouvelle de 52 millions de francs.

● Mer. — La mise en œuvre de la mission confiée à M. Le Drian, député socialiste et maire de Lorient (le Monde du 30 août), se traduit par l'adoption d'un plan de cinq ans, qui nécessitera un effort de 400 millions de francs en 1990. Outre des exonérations fiscales, 300 millions seront réservés à l'aide à l'investissement pour la construction de navires et à l'aide à la modernisation des lignes régulières. L'investissement en faveur de la flotte de commerce était de 145 millions de francs les années passées.

J. D.

Selon la presse suédoise

Ford pourrait racheter les automobiles Saab

La division automobile du groupe suédois Saab-Scania, en difficulté, va réduire ses effectifs de 2 000 personnes d'ici à deux ans, soit 500 de plus qu'annoncé en juin dernier (le Monde du 14 juin), a indiqué la firme, jeudi 31 août. Trois usines de pièces détachées seront en outre fermées. Saab emploie 15 500 personnes dans l'automobile et 48 400 personnes au total.

Après de brillants succès au début des années 80, Saab est touché depuis deux ans par la baisse du dollar et la rudesse de la compétition dans le créneau des voitures haut de gamme. En 1988, les ventes (116 000 voitures) ont chuté de 11 % et les profits se sont écroulés de 720 à 11 millions de couronnes (autant de francs). Sur les quatre premiers mois 1989, Saab a annoncé une perte de 450 millions de couronnes et l'on évoque le chiffre du milliard sur l'année entière.

La presse suédoise indique que la question est posée au sein de l'entreprise d'une alternative entre la concentration sur le créneau du luxe autour de 40 000 voitures — mais avec réduction de moitié de l'emploi — ou de la recherche d'un partenaire, voire d'une vente. Les noms de Fiat et surtout de Ford sont avancés, mais chacun des constructeurs a refusé de confirmer. Ford cherche depuis longtemps une marque de haut de gamme pour compléter son catalogue.

Un contrat de 35 milliards de francs

Les Coréens du Sud remportent le marché de la construction d'un aqueduc libyen

Le gouvernement libyen et le groupe sud-coréen de travaux publics Dong-Ah Construction ont signé le 31 août un énorme contrat de 35 milliards de francs prévoyant la construction d'une canalisation de 800 kilomètres pour amener, sur la côte, l'eau puisée dans les nappes phréatiques sahariennes.

Dong-Ah était en charge, depuis 1984, de la première phase des tra-

vau, d'un montant de 21,7 milliards de francs. L'ouvrage devrait être achevé dans sept ans.

Parmi les entreprises qui concouraient pour le même contrat figurait un consortium conduit par le français Bouygues avec la firme allemande Bilfinger ; un autre consortium avait été formé, en janvier dernier, par les français Dumez, GTM et SOGEA.

Le tribunal de commerce de Paris reporte son jugement sur la BPP

Le sort de la Banque parisienne de placement, établissement libanais placé en règlement judiciaire en mars dernier, n'est toujours pas fixé. La décision du tribunal de commerce de Paris — prévue pour le début du mois d'août — est ajournée au 31 août à été reportée au 7 septembre, date butoir pour statuer. Un complément d'informations est nécessaire, explique-t-on dans les milieux bancaires.

Une nouvelle proposition est en effet venue s'ajouter en fin de semaine dernière aux offres de reprise déjà présentées (celles du financier libanais Francis Lagarde, de la Compagnie Rembrandt Investissement, de l'homme d'affaires syrien Omam Adham et de la société britannique Check Point). Elle émane du principal actionnaire de la BPP, l'établissement libanais Intira, qui se propose de garantir 175 millions de francs français et d'indemniser les clients sur cinq ans.

● Forte baisse des commandes industrielles américaines. — Les commandes passées aux industries américaines ont baissé de 1,7 % au mois de juillet, a indiqué le 31 août le département du commerce. Il s'agit de la baisse la plus importante de ces commandes depuis le mois de novembre 1988. Elle fait suite à une baisse de 2,6 % en mai et à une augmentation de 0,6 % en juin.

(Publicité)

VENTE AUX ENCHERES LUXEMBOURG
16 + 17.9.89
Foires Internationales
200 - 250 VOITURES
COLLECTION
OLDTIMER - PICKUPS

● AUTOMOBILES ●
Samedi - Dimanche à partir de 10 h
● PICKUPS ●
Mercredi Collection
Samedi à partir de 17 heures

● INFORMATIONS ●
Tel 1941 58 910 101
Fax 1941 58 911 922
Pierre Melander

Temps d'incubation votre véhicule
ORGANISATEUR
Kuske Int., Auburn USA
191 - 219 - 925 - 5600

1928 Hispano Suiza Cabrio (unique),
1936 Mercedes500K Cabrio, 1931
Cadillac 12 Zyl Cabr., 1929 Rolls-Royce
Phantom 1, Porsche 597 Vol. de chasse
4 x 4, 1953 Cadillac Cabrio 8 Zyl, 3 x
1955/57 Mercedes 500 SL, BMW 500
Coupe, 1974 Jaguar XJY 12 Zyl Automat,
1928 Cadillac Cabrio, 1929 Rolls-Royce
Playboy Roadster, 1936 Corvette Cabrio,
Harley Davidson, Black Century Straight 8
Porsche 929 V6, Course, Ferrari GT 10

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE



LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5752.36.

CLAC N° 8 301 58170

صكنا من الاجل

Économie

SOCIAL

Le financement de la Sécurité sociale

Le principe d'une cotisation généralisée paraît acquis

L'instauration d'une cotisation sur l'ensemble des revenus au profit de la Sécurité sociale, évoquée par M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Michel Rocard (le Monde du 31 août) n'a, ces dernières années, jamais pu aboutir. M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, compte néanmoins y parvenir.

Véritable serpent de mer, le projet de cotisation sociale généralisée refait surface. Bâti en 1983 comme en 1987, cette réforme qui permettrait d'élargir la base sur laquelle repose le financement de la Sécurité sociale en introduisant un prélèvement sur tous les revenus (salaires, revenus du capital et prestations sociales) n'a aujourd'hui jamais été aussi près d'aboutir. A l'hôtel Matignon, on considère que le principe d'une contribution généralisée paraît largement acquis.

Cependant, M. Claude Evin n'a pas gagné la partie : le gouvernement ignore encore la date à laquelle il pourrait déposer un projet de loi.

Certes, on n'exclut pas, dans l'entourage de M. Michel Rocard, de présenter un texte au cours de la session parlementaire d'automne. Si tel n'était pas le cas, il faudrait inévitablement reconduire en fin

d'année les prélèvements « exceptionnels » de 0,4 % (sur le seul revenu imposable) et de 1 % (sur les revenus du capital) pour faire face aux échéances.

Renvoi

aux calendres grecques ?

Malgré l'optimisme ambiant (la commission des comptes prévoit un équilibre du régime général en 1989 après un déficit de 7,3 milliards de francs en 1988), il faut en effet s'attendre à un besoin de financement de l'ordre de 6 à 7 milliards de francs fin 1990. Or le ministre de la Solidarité redoute que la reconduction pure et simple des mesures existantes ne soit par un renvoi de son projet aux calendres grecques.

Parallèlement à un effort de maîtrise des dépenses, M. Evin propose une contribution qui, progressivement, prendrait le relais des traditionnelles cotisations sociales qui pèsent excessivement sur la masse salariale. Prélève à la source par les URSSAF, elle serait calculée sur la totalité des revenus salariaux et professionnels. Les revenus du capital y seraient eux aussi soumis intégralement. En revanche, on appliquerait aux revenus de substitution les exonérations en vigueur pour la cotisation d'assurance-maladie : seraient notamment exclus le revenu mini-

mum d'insertion, les retraites non imposables ou les indemnités de chômage inférieures au SMIC.

Le produit de cette cotisation (30,5 milliards de francs si le taux retenu est de 1 %) serait affecté à la branche famille de la Sécurité sociale, nouvellement financée à hauteur de 142 milliards par les entreprises. Mais les charges de ces dernières seraient globalement maintenues, car elles cotiseraient davantage au titre de l'assurance-vieillesse, secteur tendanciellement le plus déficitaire de la protection sociale. Ce nouveau financement permettrait de combler le déficit de la « Sécu » en modulant chaque année le taux en fonction des besoins.

Hercule

Ce projet aurait sans doute été adopté depuis longtemps s'il n'avait suscité l'opposition du ministère des finances. Quai de Bercy, on craint qu'une cotisation sociale n'encourage une fuite en avant au détriment d'une politique de régulation des dépenses et qu'elle ne débouche, in fine, sur un dérapage des prélèvements obligatoires.

Toutefois, l'idée d'une contribution généralisée — qui figure dans le X^e Plan — étant assez bien acceptée par les partenaires sociaux (à l'exception de la CGT, les syndicats

n'y sont pas hostiles, voire ouvertement favorables alors que le CNPF n'y voit pas d'inconvénient majeur sous réserve de mesures d'économies sur les dépenses), le ministère des finances a visiblement décidé de contre-attaquer sur un autre terrain en réclamant une nette distinction entre logique d'assurance et logique de solidarité. En clair, le nouveau prélèvement ne prendrait pas en charge les prestations directement liées aux cotisations mais hériterait en revanche de certaines dépenses « de solidarité » supportées par la Sécurité sociale (majorations accordées pour charges de famille, par exemple) mais aussi, le cas échéant, par le budget de l'Etat (minimum vieillesse, allocation pour adulte handicapé...). Une perspective qui ne réjouit guère le ministère de la Solidarité hostile à toute débudgétisation qui allègerait la fiscalité au préjudice des autres prélèvements sociaux.

Avec ce débat interne, le gouvernement ouvre, selon son expression, un « chantier » qui doit — en principe — l'amener à engager avec les partenaires sociaux un débat plus difficile encore sur l'avenir des systèmes de retraite. Pas de doute, la Sécurité sociale est digne de figurer parmi les travaux d'Hercule.

JEAN-MICHEL NORMAND.

ÉTRANGER

Emission de « bons de sortie » avec un an de retard

Le Brésil va demander aux banques de temporiser sur la dette

La difficulté à mettre en œuvre les politiques d'allègement de la dette a trouvé, jeudi 31 août, une nouvelle illustration au Brésil, géant de l'endettement du tiers-monde, avec un encours de quelque 120 milliards de dollars. Il aura fallu près d'un an pour que l'une des clauses de l'accord de restructuration signé le 23 septembre 1988 avec les banques créancières — l'émission de « bons de sortie » — entre en application le jeudi 31 août 1989.

Cette part du « menu » imaginé avant même le lancement d'une stratégie internationale de réduction de la dette des pays à revenus intermédiaires (le plan Brady) doit permettre aux banques d'alléger leur engagement au Brésil en se sortant purement et simplement de la table de négociations.

Une approche doublement attrayante pour les instituteurs de crédit : les « bons de sortie », à vingt-cinq ans, sont assortis d'un taux fixe de 6,5 %, et, surtout, sont indexés, au choix, sur le coût de la vie ou le taux de change brésilien. Le « plan Brady » lancé en janvier dernier pour tenter — une fois de plus — d'assainir une économie minée par l'inflation et les déficits budgétaires, avait mis un terme à toute indexation sur l'inflation.

Ce n'est qu'après son abandon, en juin, que les Brésiliens ont pu reprendre les contacts avec les banques et finaliser une émission à laquelle avaient souscrit, dès septembre 1988, cent neuf banques, pour un montant de 1,2 milliard de dollars.

Cette issue, laborieuse, permettra d'alléger le coût du remboursement d'une petite part de la dette brésilienne. Elle ne saurait résoudre le problème, toujours pendante, d'un endettement redoutable pour un pays en pleine campagne électorale, et dont les réserves monétaires ont fondu au point de pousser les autorités monétaires à suspendre tout paiement sur les intérêts aux banques depuis juillet.

Les négociations pètinant avec le Fonds monétaire international, inquiet d'une inflation qui a atteint 29,3 % durant le seul mois d'août et de l'incapacité d'un gouvernement en sursis à appliquer des mesures d'austérité, Brasília se trouve confronté à des échéances difficiles : le 18 septembre, 2,3 milliards de dollars viennent à échéance pour les banques privées.

Après avoir remboursé, par petits paquets, les arriérés auprès du Club de Paris réunissant les créanciers publics, les responsables brésiliens vont tenter d'obtenir des banques un nouveau répit lors d'une réunion prévue à New-York pour le 7 septembre. Les banques créancières, qui ne reçoivent plus de paiement d'intérêts du Venezuela depuis avril dernier et de l'Argentine depuis avril 1988, ne se font guère d'illusion. Il leur faudra patienter jusqu'aux élections de novembre, voire jusqu'à la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante en mars prochain, avant de voir la situation brésilienne s'éclaircir. Mais le pays dispose d'un potentiel et d'un dynamisme industriels suffisants pour les amener à temporiser.

F. Cr.

La septième grève depuis le début de l'année

Le conflit entre la direction et les pilotes d'UTA engage l'avenir de la filiale Aéro-maritime

Pour la septième fois depuis le début de l'année, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) appelle les navigateurs de la compagnie UTA à cesser le travail du vendredi 1^{er} septembre à 0 heure au lundi 4 à 24 heures (nos dernières éditions du 1^{er} septembre). La direction, fermement, entend baisser les coûts salariaux de sa filiale charter Aéro-maritime, les pilotes défendent, pied à pied, leur statut et leurs rémunérations.

M. René Lapautre, PDG d'UTA, n'a pas cessé, depuis plusieurs mois, de tailler à la hache dans les avantages acquis de ses personnels afin d'abaisser les coûts de sa compagnie et d'affronter la concurrence dans de bonnes conditions. Comme le remarque un cadre d'UTA, « le personnel au sol, les hôtes et stewards, et les négociants navigants sont passés à la casserole » et ont dû accepter de travailler plus et de gagner moins. Avec les pilotes, dont on sait la puissance, le conflit était inévitable. Il s'est ouvert sur deux fronts. Le premier concerne l'emploi temporaire de pilotes étrangers par UTA et le second, le pilotage par des pilotes d'UTA des appareils de sa filiale charter Aéro-maritime.

Quand on fait remarquer à M. René Lapautre qu'il se comporte plutôt en agresseur, il s'indigne : « Mais pas du tout ! Je ne mets rien en cause. Je cherche seulement à développer une véritable activité charter, ce qui veut dire avoir des coûts plus bas. Si je fais, à Aéro-maritime, des charters aux coûts d'UTA, je sors du marché et j'arrête. J'ai proposé aux pilotes une période de transition. Ils n'ont pas voulu. Ils veulent que les Boeing 767 d'Aéro-maritime soient pilotés pour toujours par eux et à

leurs conditions. Ils sont fous ! Ils m'ont dit, à propos du futur Boeing 747-400 : « Il faudra nous payer plus cher que sur les anciens 747 parce que nous le piloterons à deux au lieu de trois. Si j'ai bien compris, l'exemple de leurs collègues d'Air France, ceux-ci ont empêché 70 % de l'économie de personnel réalisée sur ce type d'appareil. Quand on robotise chez Renault, le gars qui travaille à la chaîne touche-t-il 70 % de la modernisation ? Je leur ai dit : même si, d'accord, mais je vous demande en échange de respecter vos conditions d'avancement. Ils ont refusé. En fait, ils en veulent toujours plus, eux qui commencent leur carrière à des salaires beaucoup plus élevés que les 15 000 F que gagne un élève des grandes écoles débutant. »

Au SNPL, on ne s'indigne pas moins. Les pilotes estiment qu'ils ont accepté, en 1988, d'améliorer de 5 % à 7 % leur productivité, mais que M. Lapautre est insatiable. « A partir du mois de janvier, raconte M. Michel Pecorini, président de la section UTA, ça ne lui a plus suffi. Il lui fallait une diminution de 25 % des salaires des équipages d'Aéro-maritime et le retour aux conditions de travail de 1960. Nous avons fait grève, et des négociations se sont ouvertes au cours desquelles nous avons montré notre bonne volonté : nous avons promis de ne pas arrêter Aéro-maritime en cas de grève récurrente. Nous avons abandonné notre revendication de piloter exclusivement les avions d'UTA, hormis les 747 et les DC-10 en vols long-courrier : nous nous étions résignés à un accord de durée déterminée nous permettant le pilotage des Boeing 767 jusqu'en 1^{er} janvier 1993 : nous avons proposé une trêve. Il n'en a pas voulu. Ce n'était pas assez. Aujourd'hui, il embauche des

pilotes retraités italiens, sud-africains ou australiens pour Aéro-maritime. En fait, M. Lapautre veut séparer UTA et Aéro-maritime. S'il y parvient, UTA est mort, et c'est pour ce que nous sommes en position défensive. »

M. Lapautre poursuit donc impérativement sa route ; le SNPL recommande ses grèves, et UTA y perd en qualité de service et en réputation. M. Lapautre accuse le SNPL de se dédire ; le SNPL dénonce la duplicité de M. Lapautre, et le reste du personnel de la compagnie s'inquiète des conséquences de cette quasi-guerre civile. En l'état actuel du rapport de forces et à écouter les déclarations des protagonistes, UTA ne pourra pas faire l'économie d'un vainqueur et d'un vaincu.

ALAIN FAUJAS.

● Hôtesse et stewards d'UTA : le syndicat accepte les propositions du médiateur. — Le Syndicat national des personnels navigants commerciaux (SNPNC) de la compagnie UTA a déclaré, le 30 août, qu'il acceptait les propositions du médiateur, M. Bernard Ducamin, chargé de trouver une solution au conflit qui l'oppose à la direction. Celle-ci a dénoncé tous les accords d'entreprise signés avec le SNPNC, qui a organisé vingt-trois grèves de travail depuis le mois d'avril 1988 pour s'opposer à cette dégradation. Le médiateur propose notamment que le SNPNC accepte une diminution de salaire annuelle de 5 000 francs et que la direction renonce à embaucher son futur personnel à des conditions inférieures de 25 % à celles des hôtesse et des stewards en fonction. La direction d'UTA, elle, n'a pas accepté les propositions du médiateur et a mis en place ultérieurement un nouveau statut du personnel navigant commercial.

Lancement du crédit-formation pour les moins de vingt-cinq ans

Les jeunes de moins de vingt-cinq ans, sans emploi ni qualification professionnelle, sont les premiers bénéficiaires du crédit-formation individualisé qui est entré en application le vendredi 1^{er} septembre. « Droit à une seconde chance », le crédit-formation — proposé par M. François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français — permet de lancer 60 000 stages d'ici à la fin de l'année dont les bénéficiaires visent une qualification de type BEP, CAP voire bac ou BTS. Sous réserve de l'accord des partenaires sociaux, la formule du crédit-formation doit être ensuite étendue aux chômeurs de plus de vingt-cinq ans et aux salariés. L'ensemble du dispositif coûtera 4,5 milliards de francs.

● Selon l'UNEDIC, l'emploi salarié a augmenté de 0,7 % au deuxième trimestre. — L'emploi salarié dans les établissements du secteur privé de dix salariés et plus a progressé de 0,7 % en données corrigées des variations saisonnières au cours du deuxième trimestre 1989 (contre + 1,1 % au premier trimestre), selon les statistiques de l'UNEDIC publiées le 31 août. « Toutes tailles d'établissements confondues », l'emploi aurait augmenté de 2,2 % en valeur brute au cours de ce même trimestre estimant l'UNEDIC. Entre juin 1988 et juin 1989, l'assurance-chômage fait état d'une hausse de 3,2 %, soit 425 600 emplois supplémentaires.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

La réduction de la dette des pays intermédiaires

La firme Moody's conteste le plan Brady

Dans un rapport intitulé « La dette des pays en développement : encore des troubles à l'horizon ? », la firme américaine de notation Moody's lance une mise en garde contre les conséquences de l'application du plan Brady pour les banques américaines.

Compte tenu des règles comptables auxquelles elles sont astreintes, les banques américaines devront dénoter la valeur de leurs créances et se trouveront prochainement dans l'obligation de réaliser de nouvelles

provisions pour créances douteuses, estime Moody's.

Par ailleurs, selon la firme américaine, le plan Brady, qui prévoit des réductions de dette, pourrait contribuer à une nouvelle dégradation des relations entre banques et pays débiteurs, chaque partie tentant de faire accepter des conditions jugées inacceptables par l'autre.

Moody's a déjà abaissé la cote de crédit des principales banques américaines au début de 1988, et se déclare prête à s'interroger de nouveau sur leur situation financière.

SERVICES PUBLICS

La réforme des PTT

M. Longuet (UDF) approuve le rapport Prévot

Le rapport Prévot sur une réforme des PTT continue de susciter des réactions, deux jours après sa publication officielle. Sur le plan politique, il a reçu le soutien de l'ancien ministre des P et T, M. Gérard Longuet (UDF), qui a estimé, jeudi 31 août, sur Europe 1, que ce rapport constitue « un travail remarquable » et « va dans le bon sens ».

« Il ne faut perdre aucune occasion de faire évoluer le schéma », a-t-il déclaré, « dans le sens de la liberté », a ajouté le ministre.

Nul doute que le gouvernement se sentira bien passé de ce soutien voyant d'un ministre brocardé par les syndicats lors de son passage aux

PTT pour ses projets jugés trop libéraux.

De son côté, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a déclaré, lors de l'ouverture de l'université d'été du PS à Risoul (Hautes-Alpes), qu'il valait mieux que le document rédigé par M. Hubert Prévot « reste un rapport plutôt que de devenir la politique gouvernementale », et ajouta : « Je suggérerais que nous soyons d'une extrême prudence » (lire page 6 l'article de Patrick Jarreau sur les déclarations de M. Jospin).

« Oui à notre statut »

Par ailleurs, la Fédération nationale des syndicats autonomes des PTT, qui affirme représenter « 12 à 13 % » aux élections professionnelles, déclare : « Non aux EPIC, oui à notre statut, mobilisons-nous ». « Nous ne sommes pas décidés à nous laisser dépouiller sans réagir. »

Si ce gouvernement veut la guerre, il trouvera devant lui 435 000 agents décidés à réagir.

Enfin, à Toulouse, des postiers ont lancé, jeudi 31 août, une pétition en faveur d'une grève contre « toute mesure visant à modifier le service public des PTT » et annoncé la création d'une « coordination nationale des travailleurs des PTT ».

Une trentaine de postiers, des agents non syndiqués et des adhérents de la CGT, de la CFDT et de SUD (Solidaire, Unitaire, Démocratique) sont à l'origine de cette pétition, qui appelle « à une cessation de travail (...) en cas d'attaque contre leur statut de fonctionnaire, de tentative de séparation des postes et télécommunications ou de toute mesure visant à modifier le service public actuel ».

A Montluçon

Landis et Gyr supprime 350 emplois

MOULINS de notre correspondant

Le groupe suisse Landis et Gyr, spécialisé dans les compteurs électriques et la téléphonie, vient d'annoncer la suppression de 1 000 emplois sur 15 000 en Europe. Cette réduction d'effectif affecte directement la seule unité de production française implantée à Montluçon (Allier) : 350 des 1 000 emplois de cette usine disparaîtront avant 1992, selon la direction.

A Montluçon, ville-pôle de conversion où le chômage touche 12 % de la population, ce nouveau plan de restructuration, succédant aux 250 suppressions d'emplois de juillet 1988, n'apparaît pas en mesure d'assurer l'avenir de Landis et Gyr, passé, en 1987, sous le contrôle d'un autre groupe suisse, Anova. Les difficultés en France s'expliquent en partie par le retard pris sur le marché du téléphone à carte. Plus inquiétante encore, selon la CFDT, apparaît la situation sur le marché des compteurs électriques. La capacité à passer de l'actuel

contrat électromécanique à l'appareil électronique dont EDF entend équiper toutes les filiales en 1992, conditionne l'avenir.

« Je souhaite que Landis et Gyr réussisse la mutation technologique vers l'électronique », déclarait récemment M. Bergougnoux, directeur général d'EDF, en rejetant l'appareil proposé pour comptage basse tension.

La CFDT redoute pour sa part un désintérêt pour les activités françaises de la part de la direction générale suisse. « Landis et Gyr a prospéré pendant cinquante ans en France avec les marchés d'Etat, aujourd'hui les nouveaux dirigeants ne cherchent pas à s'adapter aux besoins, estime un représentant syndical. »

Dans l'entreprise, comprenant une main-d'œuvre essentiellement féminine, l'annonce des mesures a provoqué une vive inquiétude et entraîné un débrayage largement suivi. Un comité central extraordinaire d'entreprise doit avoir lieu le jeudi 7 septembre.

J.-Y. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



POUR CONSTRUIRE LE CAPITAL DE VOTRE AVENIR TRESOR PLUS

La SICAV de capitalisation du Trésor Public

La solidité de l'Etat

— une siccité obligatoire à moyen/long terme constituée essentiellement de valeurs du Trésor.

Les avantages de la capitalisation

— un réinvestissement automatique des intérêts de vos placements ; — une fiscalité limitée ou nulle applicable aux seules plus-values lors de la revente.

Une formule accessible

— valeur initiale de l'action : 1000 F ; — droits d'entrée : 1 % de la valeur liquidative jusqu'à 74 actions, 0,5 % pour 75 actions et plus.

Gestion CDC TRESOR filiale de la Caisse des dépôts et consignations

trésor public

Plus de 4000 guichets à votre service

Marchés financiers

Paribas et les assurances Axa renforcent leurs liens

Paribas a annoncé le 31 août avoir pris pour 680 millions de francs, par le biais d'une augmentation de capital, une participation légèrement supérieure à 10 % dans la Compagnie financière Drouot, holding de tête du groupe Axa. La Compagnie financière Drouot, détenue à 83,6 % par les Mutuelles unies, contrôlée à 77,5 % Patrimoine Participations, principal actionnaire (à 28,6 %) de la Compagnie du Midi.

Paribas, qui était déjà présent à 3 % dans le Midi et à environ 10 % dans Drouot Assurances, entre ainsi à un niveau supérieur dans les structures du groupe dirigé par M. Claude Bébér, conformément aux souhaits de ce dernier. Celui-ci le réaffirme dans un entretien au quotidien *Les Echos* du 1^{er} septembre, en déclarant que son groupe est prêt à ouvrir son capital à d'autres partenaires, notamment à travers Axa Midi Assurances ou Farmers, si ce rachat américain actuellement en cours réussit, et étudie une « remonte des actionnaires minoritaires (Drouot, Providence) au niveau d'Axa Midi Assurances ».

M. Bébér affirme cependant que la participation du Midi dans cette filiale ne descendra pas en dessous de 51 %.

M. Bébér nie que l'ouverture de la Compagnie Drouot, tout comme la cession de 45 % des semences Clause à Rhône-Poulenc et Lafarge, servent à financer le rachat de Farmers. L'opération américaine est,

selon lui, couverte pour 2,25 milliards de dollars, par un emprunt de dix ans à 10 %, qui sera remboursé par les résultats de Farmers. Quant aux 2,25 autres milliards de dollars à rembourser d'ici trois ans, M. Bébér compte sur le milliard qu'il doit récupérer en vendant sa participation dans le holding Hoyalke constitué avec Goldsmith, Rothschild et Parker pour l'opération BAT.

Reste donc 1,25 milliard « à sortir » soit « à peu près les bénéfices d'Axa (sans Farmers) sur trois ans après paiement de dividendes normaux ». Ce que M. Bébér envisage sérieusement : « Dès 1990 nous serons un groupe qui passera 8 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 30 milliards de dollars d'actif consolidé. Supposons que les choses se soient mal passées, qu'il n'y ait eu aucune augmentation de capital et qu'il reste par exemple pour 1,5 milliard de dollars de dettes non remboursées dans dix ans : c'est une situation extrêmement saine. N'oubliez pas que notre force est de ne pas avoir un sou de dette ».

Du côté de Paribas, on souligne le caractère logique de l'investissement dans la Compagnie Drouot, qui correspond à la volonté de renforcer les liens en capital avec des partenaires avec lesquels la Compagnie de la rue d'Antin mène parallèlement des affaires. En l'occurrence, l'opération Farmers où Paribas intervient aux côtés d'Axa. Celui-ci, qui détient 4 % de Paribas, devrait par ailleurs porter sa participation aux alentours de 5 %, à l'image de l'UAP.

Après l'accord avec la Compagnie du Midi

Rhône-Poulenc et Lafarge paient 1 390 F l'action Clause

Rhône-Poulenc et Lafarge-Coppée ont, comme prévu, décidé d'augmenter leur participation majoritaire (55 %) dans le capital de Clause, premier semencier de France, récemment acquise auprès de la Compagnie du Midi (le Monde du 31 août). L'opération sera menée par Aristro, filiale spécialement créée pour regrouper et gérer les intérêts des deux groupes dans cette affaire, ainsi que les actifs de la société semencière américaine Harris Moran appartenant à Lafarge. Aristro se porte donc acquéreur à 1 390 F pièce, de tous les titres Clause qui seront présentés à la vente du 4 au 22 décembre inclus.

La cotation des actions Clause avait été suspendue mardi 29 août (dernier cours : 1 392 F). Elle reprendra le 4 septembre.

Rhône-Poulenc comme Lafarge ne seraient pas fâchés de racheter la plus grande partie des titres restant en circulation, à savoir les 12,5 % dispersés dans le public et les 20,2 % encore détenus par la Compagnie du Midi. La direction du Midi se dit prête à céder les actions encore en sa possession. « Nous ne nous accrochons pas à notre participation », a déclaré M. J.-C. Vimont, directeur financier. « Nous sommes à la disposition des acquéreurs. S'ils souhaitent racheter leur part, on pourra réduire la note ». Il semble toutefois douteux que la Sanofi, candidat malheureux au rachat de Clause, revende pour l'instant les actions acquises en Bourse. Si l'opération lancée réussit, Rhône-Poulenc et Lafarge paieront au total 1,5 milliard de francs le contrôle de Clause.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Roussel Uclaf

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE DE 1989

Fortes progressions du bénéfice net consolidé : + 42,8 %

Pour un chiffre d'affaires de 3,81 milliards de francs contre 3,20 milliards de francs au premier semestre de 1988 (+ 11,8 %), le groupe réalise un bénéfice net (hors plus et moins-values de cession) de 257 millions de francs, contre 180 millions de francs, soit une progression de 42,8 %.

Pour la société mère, le bénéfice net est de 210 millions de francs contre 179 millions de francs (+ 17,3 %). Il correspond à un chiffre d'affaires de 2,45 milliards de francs, contre 2,07 milliards de francs (+ 18,4 %).

C'est ainsi que la Division Santé, qui représente 60 % de l'activité du Groupe, marque une progression de 6 % en chiffre d'affaires et de 7 % en résultat de gestion. La progression est plus sensible encore dans les Divisions Agrovétérinaire et Chimie-Nutrition, le mois de juin 1989 leur ayant été particulièrement favorable. Les ventes de Delantennine, bénéficiant d'une conjonction exceptionnelle favorable, continuent à dépasser très largement les objectifs du Plan.

A la lumière des dernières informations disponibles, le résultat consolidé de l'exercice, hors plus et moins-values de cession et hors charges exceptionnelles, devrait progresser de plus de 30 % par rapport à celui de l'exercice 1988, lui-même en très forte progression. Ce pourcentage n'intègre pas les résultats des sociétés acquises à compter du 1^{er} janvier 1989, dont, pour des raisons techniques ou pour des raisons pratiques, il n'est pas sûr qu'ils puissent être consolidés à la fin de l'exercice.

Ce résultat dépasse les prévisions établies en juin pour l'exercice 1989.

* A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires consolidé est de 11 %.

B.C.E.N. - EUROBANK

Le Conseil d'Administration de la BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK), réuni le 25 août 1989 sous la présidence de M. Bernard DUPUY, a coopté M. I.V. PONOMAREV en qualité d'Administrateur et l'a nommé Vice-Président Directeur Général de la banque avec effet au 2 octobre 1989.

M. I.V. PONOMAREV a exercé successivement des responsabilités au sein de la BANQUE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'URSS, Moscou, puis de la BANQUE D'ÉTAT DE L'URSS, Moscou, où il assume actuellement les fonctions de Directeur Général, membre du Conseil d'Administration.

M. I.V. PONOMAREV remplace à Paris M. I.V. POLETAEV, appelé à exercer prochainement d'importantes fonctions au sein de la BANQUE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'URSS, à Moscou.

Un nom du Conseil d'Administration, M. Bernard DUPUY a remercié M. I.V. POLETAEV de rôle éminent qui a été le sien dans la direction de la BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK) et a souhaité la bienvenue à M. I.V. PONOMAREV.

79/81, bd Haussmann, Paris-8.

NEW-YORK, 31 août ↑

L'avance continue

L'avance des cours s'est poursuivie en s'accroissant un peu jeudi à Wall Street. Réanoué de l'ouverture, le mouvement baissier, toutefois, des hauts et des bas. A la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 2 737,27 (+ 9,12 points), après être un instant retombé à 2 717,90. Le bilan de la journée a été d'une qualité comparable à ce résultat. Sur 1 970 valeurs traitées, 780 ont monté, 456 ont baissé et 534 n'ont pas varié.

D'après les professionnels, les investisseurs ne se sont vraiment intéressés qu'aux titres des entreprises impliquées dans des situations spéciales. D'une façon générale, le climat était plutôt à l'attente. C'est en effet, on vendrait que doivent être publiées à Washington trois importantes statistiques de nature à donner une idée assez exacte de la situation économique : le taux de chômage pour août, l'indicateur avancé pour juillet et les intentions d'achats des directeurs commerciaux des entreprises.

L'activité a été relativement faible, avec 143,42 millions de titres échangés, contre 174,40 millions la veille.

VALEURS	Cours du 30 août	Cours du 31 août
Alcoa	71 1/4	71
A.T.	40	40 3/4
Bell	54 1/4	54 3/4
Boeing	54 1/4	54 3/4
Chemical Bank	32 1/2	32 1/2
Du Pont de Nemours	118 1/8	117 7/8
Eastman Kodak	48 5/8	48 5/8
General Electric	57 1/8	57 1/8
General Motors	57 1/8	57 1/8
IBM	57 1/8	57 1/8
Johnson & Johnson	57 1/8	57 1/8
Merck	57 1/8	57 1/8
Motor	57 1/8	57 1/8
Rockwell	57 1/8	57 1/8
Union Carbide	57 1/8	57 1/8
U.S.X.	57 1/8	57 1/8
W.R. Hambrecht	57 1/8	57 1/8
Xerox Corp.	57 1/8	57 1/8

LONDRES, 31 août ↑

Bien orientée

Soutenue par les nombreuses opérations spéculatives, la Bourse de Londres a terminé la séance sur une hausse de 6,6 points. La majorité des secteurs ont dégagé des gains appréciables, notamment celui des magasins, des pétroles, de l'alimentation, de la pharmacie, des automobiles et de l'immobilier. United Biscuits a bondi après la décision de l'American SEC (Securities Exchange Commission) aux Etats-Unis l'autorisant d'acheter une part du capital de la société alimentaire britannique. Le fabricant de mobilier de bureaux Gordon Russell s'est envolé après l'annonce du lancement d'une OPA amicale par le groupe Steelcase Stratof. En revanche, le groupe alimentaire Cadbury Schweppes a fini en léger repli après avoir effacé les gains réalisés à l'annonce d'une progression de 16 % de son bénéfice semestriel et de l'acquisition pour 141 millions de livres de l'américain Crush International. Le groupe d'assurance Guardian Royal Exchange s'est affaibli après la publication d'une baisse de 10 % de son bénéfice intermédiaire. Eurochemie a continué à chuter. La faiblesse de la livre sterling a pesé sur les fonds d'Etat qui ont coté un demi-point. Effritement des mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

● Fibre de Par à la Bourse de Vancouver. — La fibre de l'or s'est emparée depuis une quinzaine de jours de la Bourse canadienne de Vancouver après la récente découverte d'un gisement d'or à Esty-Creek, au nord-est de la province canadienne de Colombie britannique. Tous les jours, des records de transactions sont atteints, tandis que les cours des mines aurifères s'envolent. Selon neuf nouveaux forages, le gisement est particulièrement riche en or (équivalent en argent et en zinc) et pourrait renfermer au moins 2 millions d'onces. Les travaux d'exploration sont effectués par une société commune formée par la firme Calpine Resources contrôlée par l'homme d'affaires Murray Pezim et par Consolidated Silke Silver.

● Rapprochement EMC et EBF Aquitaine. — La société chimique belge Tessenderlo, filiale du groupe français Entrepreneurs miniers et chimiques (EMC), dément les rumeurs boursières sur un rapprochement de la maison mère et du groupe EBF Aquitaine dans le cadre d'une restructuration de la chimie française. Tessenderlo, qui représente la quasi-totalité d'EMC-Belgique, a enregistré, en 1988, un bénéfice net de 2,35 milliards de francs belges (384 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 33,27 milliards de francs belges, soit 5,5 milliards de francs français.

● Olivetti : baisse de 40 % des résultats et augmentation de capital. — Pour les six premiers mois de l'année, les bénéfices avant impôt de la firme informatique italienne

PARIS, 1^{er} septembre ↑

Attentiste mais soutenu

La semaine s'est relativement bien terminée rue Vivienne. Sans manifestation d'aucune bonne disposition à la veille du week-end que la journée précédente, la Bourse de Paris n'en a pas moins continué sa progression. A pas comptés, certes, mais assez pour permettre à l'indice CAC de battre un nouveau record d'altitude. Soutenue à l'ouverture (+ 0,12 %), la tendance redevenait plus résistante ensuite (+ 0,06 %), pour se replier légèrement après le 10 h 10. Dans l'après-midi, l'indicateur s'est établi à 2 745,01, 0,01 % au-dessus de son niveau précédent.

Visiblement, le marché a beaucoup hérité de l'attitude à prendre. Fondamentalement, le climat était plutôt à l'optimisme. Mais les investisseurs ont préféré se montrer prudents. Tout le monde attendait en effet la publication à New-York de deux très importantes statistiques : la situation de l'emploi en août et le niveau de croissance en juillet avec le fameux indicateur avancé. Difficile de prévoir. Reste que, d'une façon générale, les professionnels interrogés sur le parqué se disaient relativement confiants. Quels que soient les derniers chiffres relatifs à l'état de santé de l'économie américaine, beaucoup estiment que la France, pour l'instant, est dans une position très satisfaisante. Les résultats des entreprises pour la première partie de l'année sont généralement excellents. L'inflation reste contenue, et le ministre de l'économie et des finances a plus ou moins laissé entendre qu'une baisse des taux de crédit sera possible. Enfin, les liquidités sont abondantes. De quoi satisfaire une Bourse par ailleurs émaillée par les opérations financières en cours. Malgré la décision de M. Jean-Marie Varnes de ne pas lancer de contre-OPA, Suez n'a pas perdu le souffle pour capturer Vie. La spéculation est aux aguets.

TOKYO, 1^{er} sept. ↓

Recul

Avant la publication, vendredi aux Etats-Unis, de statistiques économiques (chômage et indicateurs avancés), la Bourse de Tokyo s'est montrée très prudente le 1^{er} septembre et a, en définitive, cédé du terrain. L'indice Nikkei a perdu 82,98 points, à 34 348,22, après avoir coté la veille 34 431,20.

La faiblesse du yen, au plus bas depuis deux mois face au dollar, a également pesé sur la tendance. A l'ouverture, le marché avait bien tenté de se relever, mais les ventes de titres ont été très rapidement stoppées par des ventes effectuées par divers institutions, rapportaient les courtiers.

Les titres de l'immobilier et des chemins de fer étaient en hausse, alors que ceux des pétroles et de la chimie étaient en baisse.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 1 ^{er} sept.
Alfa	1 710	1 710
Alitalia	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710
Eni	1 710	1 710

PARIS :

Second marché (adjonction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aurore & Associés	483 80	483 80	La 1 ^{re} liv. du mois	...	...
Assel	242 10	242 10	Les livraisons	...	281 50
S.A.C.	325	325	Lucas	...	181
S. Danachy & Assoc.	800	800	Messing, Mitrin	...	280
S.I.C.M.	800	800	Mécanique	...	183
Soliel	414	414	Mécanisme (Boul)	...	25
Soliel Technologique	940	940	Méca	...	221 80
Soliel (Lyon)	278	278	Nouveaux-Delmas	...	1211
Chânes de Lyon	2288	2288	Chânes-Laplanche	...	288
Cultures	325	325	Chânes-Laplanche	...	388 70
Caill	301	301	Chânes-Laplanche	...	188
C.A.L.-de-Fr.-K.C.C.I.	630	630	Chânes-Laplanche	...	582
C.A.T.C.	...	...	Chânes-Laplanche	...	1075
C.D.M.E.	1986	1986	Chânes-Laplanche	...	...
C.S. de Suez	378	378	Chânes-Laplanche	...	...
C.E.A.D.	828	828	Chânes-Laplanche	...	...
C.E.B.E.P.	276	276	Chânes-Laplanche	...	...
C.E.P.-Communication	473 50	473 50	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes d'Orléans	741	741	Chânes-Laplanche	...	...
C.R.I.M.	822	822	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	258 50	258 50	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	338	338	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	1117	1117	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	481	481	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	145	145	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	1880	1880	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	1140	1140	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	540	540	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	200	200	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	134	134	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	17 10	17 10	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	638	638	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	315 10	315 10	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	325	325	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	251	251	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	288 10	288 10	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	180	180	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	682 50	682 50	Chânes-Laplanche	...	...
Chânes	1100	1100	Chânes-Laplanche	...	...

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 31 août 1989

Nombre de contrats : 17 146.

VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	880	15,58	34	...	...
CCF	448	32	45	1,28	4,50
EF-Aquitaine	528	12	27	...	...
Euromat SA-PLC	70	7	12,50	4	7,50
Lafarge-Coppée	1 800	20	6,50	52	75
Michelin	180	6,50	14,90	4	8,50
Midi	1 580	42	96	...	...
Paribas	520	6,60	28	...	...
Pengot	925	26,50	62	16	32
Saint-Gobain	680	30	46	3	18
Société générale	520	17	36	...	17,50
Thomson-CSF	220	5,50	14,90	...	12,50
Source Perrier	1 500	236	...	2,50	13
Suez Financière	380	9,50	25	1,60	24,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 août 1989

Nombre de contrats : 35 318.

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	109,36	109,14	108,90
Précédent	109,30	109,08	108,86

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
109	0,94	1,23	0,81	1,30

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,64 F ↑

Le dollar était en nette hausse le vendredi 1^{er} septembre, s'échangeant à 6,6460 F, contre 6,6065 F la veille à la cotation officielle. Les transactions étaient cependant calmes, la hausse de la devise américaine répondant principalement à des achats de couverture dans l'attente de la publication, dans la journée, de plusieurs statistiques américaines importantes (chômage, indicateurs avancés et indice des directeurs d'achats).

FRANCFORT 31 août 1^{er} sept.
Dollar (en DM) 1 937,5 1 971,0
TOKYO 31 août 1^{er} sept.
Dollar (en yen) 144,28 145,45

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (1^{er} sept.) 34 631,28
New-York (31 août) 34 631,28

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

30 août 31 août

Valeurs françaises 123,90 124,10

Valeurs étrangères 119,20 120

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice global CAC 528,8 528,1

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 889,71 1 875,92

(OMX, base 100 : 31-12-81)

Indice OMX 50 518,44 524,11

NEW-YORK (Insee Dow Jones)

Industrielles 2 728,15 2 737,27

LONDRES (Insee & Financial Times)

Industrielles 1 978,9 1 977,6

Mines d'or 195,8 196,6

Fonds d'Etat 87,03 86,81

TOKYO

Nikkei Dow Jones 34 631,28 34 631,28

Indice général 2 603,38 2 607,51

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$ E.-U.	6,6440 6,6470	+ 15	+ 30 + 110
\$ can.	5,6377 5,6474	+ 147 - 136	+ 374 - 375
Yen (100)	144,28 145,45	+ 126 + 146	+ 263 + 296
DM	3,3666 3,3698	+ 46 + 62	+ 98 + 120
Florin	2,3881 2,3901	+ 34 + 46	+ 76 + 93
FF (100)	16,0892 16,1173	+ 39 + 154	+ 129 + 260
£	3,9036 3,9077	+ 41 + 57	+ 77 + 119
L (1 000)	4,6946 4,7000	+ 141 - 189	+ 273 - 230
£ franc.	16,3912 16,4026	+ 439 - 389	+ 869 - 791

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.....	8	3/4	9		8	7/8	9		8	7/8	9		8	13/16	8	15/16
DM.....	8	3/4			6	15/16	9		7	1/16	9		7	9/16	7	3/4
SE (100).....	7		7	1/4	7	3/16	9		7	5/16	7	3/16	7	5/16	7	1/4
RS.....	8		7	1/2	8	1/4	9		8	3/16	9	5/16	8	5/16	8	1/2
SE (1000).....	11		7	1/4	7	7/16	9		8	1/4	9	1/4	8	1/2	8	1/2
F.....	12	7/8	12	1/8	12	1/8	12	5/8	12	5/8	12	5/8	12	1/8	12	5/8
F trans.....	8	11/16	8	15/16	8	15/16	9	1/16	9	1/16	9	1/8	9	1/16	9	1/16

Marchés financiers

BOURSE DU 1^{er} SEPTEMBRE

Réglement mensuel																			
Compan-	VALEURS	Cours	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Dernier	%
		précéd.	cours	+ -			précéd.	cours	+ -			précéd.	cours	+ -			précéd.	cours	+ -
3620	C.N.E. 95	3763	3768	- 0 05		C. Lyons (R)	655	660	- 5	1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
1180	R.A.P. T.P.	1050	1050			1132	1140	- 8	44	1330	Lafont	1415	1415	- 0 40	789	Clément	785	790	- 0 31
1190	C.F.P. T.P.	1191	1200	- 9		657	654	- 3	44	1330	Lafont	1415	1415	- 0 40	789	Clément	785	790	- 0 31
1200	R.C.F. Lyons T.P.	1171	1170	- 1		657	654	- 3	44	1330	Lafont	1415	1415	- 0 40	789	Clément	785	790	- 0 31
1620	Renault T.P.	2020	2020	- 0 08	855	C.N.E. 95	3763	3768	- 0 05	1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
2015	St-Gobain T.P.	1270	1280	- 10	940	C.N.E. 95	3763	3768	- 0 05	1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
1247	Thomson T.P.	1226	1226		940	C.N.E. 95	3763	3768	- 0 05	1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
625	Air Liquide	860	845	- 15	3310	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
680	A.S.F.-L.P.	682	680	- 2	210	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
2760	Alcatel	2760	2760		330	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
2760	Alcatel	2760	2760		330	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
1010	Am. Express	1028	1028		3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
615	Am. Express	615	615		3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
370	Bell Investment	370	370		3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
980	Bois de France	980	980		3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
615	Bois de France	615	615		3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3					3880	D. M. A. T. P.	1880	1880		1740	Larange-Coppe	1755	1755	- 1 31	886	Saint-Denis	705	709	- 79 30
3																			

Comptant (selection)

SICAV (selection)

31/8

VALEURS	% du mois.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rechat net
Obligations	122 90	2 436	C.I. Machine	785		Magasin S.A.	494		Wax	145			France-Indes Star	113 51	110 19		Paradis	765 13	684 59					
Emp. 6,80 % 77	102 30	1 388	Comau (R)	2200	2200	Machinaria Port.	785		Vallemans S.A.				France-Invest	466 08	464 69		Planis Payment	203 04	251 78					
5,80 % 78/83	106 40	10 711	Cham	144		Machinaria Port.	785		Reus. de l'Indus.				France-Optique	450 35	459 79		Planis Invest	781 72	762 69					
10,20 % 79/84	109 17	30 267	Cham (R)	144		Machinaria Port.	785						France	467 49	469 29		Planis A.	131 22	137 19					
12,25 % 80/90	106 10	10 225	Cham (R)	144		Machinaria Port.	785						France-Indes	118 64	117 84		Planis A.	7819 36	7774 61					
16,25 % 81/82	106 10	10 225	Cham (R)	144		Machinaria Port.	785						France-Indes	1206 48	1211 64		Planis A.	5903 40	5821 55					
14,50 % 84/85	107 94	7 080	C.I.P.	15 40		Machinaria Port.	785						France-Indes	27 84	27 84		Planis A.	5402 27	5356 38					
13,50 % 85/86	119 85	9 325	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	30 30	28 30		Planis A.	1116 10	112 08					
12,25 % 87/88	108 81	10 863	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	34 21	31 70		Planis A.	10295 04	10784 28					
11,50 % 85	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	10033 69	10033 69		Planis A.	1131 10	118 08					
10,25 % 86/87	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	244	240 38		Planis A.	22840 89	22540 89					
10,25 % 88/89	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	181 82	185 28		Planis A.	400 15	400 15					
10,25 % 90/91	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	4228 45	4211 84		Planis A.	117 29	117 29					
10,25 % 92/93	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	6726 35	658 28		Planis A.	117 29	117 29					
10,25 % 94/95	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes	10626 30	10626 30		Planis A.	117 29	117 29					
10,25 % 96/97	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 98/99	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 00/01	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 02/03	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 04/05	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 06/07	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 08/09	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 10/11	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 12/13	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 14/15	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 16/17	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 18/19	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 20/21	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 22/23	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 24/25	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 26/27	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 28/29	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 30/31	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 32/33	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 34/35	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 36/37	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 38/39	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 40/41	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 42/43	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 44/45	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 46/47	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 48/49	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 50/51	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 52/53	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 54/55	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 56/57	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 58/59	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 60/61	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 62/63	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 64/65	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 66/67	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 68/69	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 70/71	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 72/73	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 74/75	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 76/77	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 78/79	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 80/81	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 82/83	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 84/85	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 86/87	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 88/89	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 90/91	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 92/93	108 27	4 882	C.I.P. G.D.M.	610		Machinaria Port.	785						France-Indes				Planis A.							
10,25 % 94/95	1																							

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les tensions nationales en URSS. — La « marketisation » des dirigeants communistes polonais. 5 Tchad : après l'accord, la France envisage un allègement de son dispositif militaire.	6 Les universités d'été du Parti socialiste. 7 Les tensions au sein de l'UDF. — L'université d'été du Front national.	7 Défense. 9 La réforme du système éducatif en application de la rentrée scolaire. — La polémique sur le carnal d'Auschwitz. 17 SPORTS. — Tennis : Open des États-Unis.	10 Arts : Une rétrospective Lipetz à Meymac. 11 Cinéma : La ras-le-bol de Marion Brande. COMMUNICATION 11 L'Europe des télécommunications en quête d'harmonisation.	21 Hausse de 17 % des dépenses de l'Etat en faveur du logement. 23 La grève des pilotes d'UTA. — La Brésil va demander aux banques de temporiser sur la dette. 24-25 Marchés financiers.	Abonnements 18 Annonces classées 19-20 Carnet 20 Jeux 16 Loto 16 Météorologie 18 Philatélie 18 Radio-Télévision 16 Spectacles 12	Les événements du Liban heure par heure 3615 taping LEMONDE Les offres d'emploi du Monde 3615 taping LM

Irrigation agricole restreinte, hydroélectricité réduite

L'Espagne connaît sa plus grave sécheresse depuis six ans

MADRID
de notre correspondant

Comme une espèce de malédiction cyclique, la sécheresse sévit à nouveau au sud des Pyrénées. Après cinq années successives de vaches grasses, c'est-à-dire de précipitations régulières, qui avaient presque fait oublier aux Espagnols qu'ils vivaient dans un pays où le ciel semble devoir conspiller leur lot à intervalles réguliers.

Soudain ramenés aux arides réalités de leur climat, ils doivent en sus constater que cette sécheresse est l'une des plus impitoyables de cette

Des élections anticipées auront lieu le 29 octobre

Le président du gouvernement socialiste espagnol, M. Felipe Gonzalez, a décidé vendredi 1^{er} septembre de dissoudre le Parlement et de convoquer des élections générales anticipées pour le 29 octobre (voir le Monde daté 27-28 août).

L'actuelle législature devait se terminer en juin 1990. Le gouvernement socialiste bénéficie d'une conjoncture favorable. L'opposition de droite n'a toujours pas réussi à se réorganiser. Sur le plan économique, la croissance actuelle est favorable aux conservateurs, mais va exiger à moyen terme des mesures impopulaires pour éviter une surchauffe. — (AFP.)

seconde moitié du siècle. Plus grave, en tout cas, que la dernière qu'ils avaient en mémoire, celle de 1983. Et qu'elle touche, cette fois, l'ensemble du territoire national. Non seulement le sud et le centre du pays, accoutumés à voir régulièrement la terre se craquelier en été, mais jusqu'à la lointaine Galice, dans le nord-ouest, au climat habituellement breton. On a même vu, fait sans précédent, interdire la consommation domestique d'eau durant la nuit aux habitants d'El Ferrol, aux bords de l'Atlantique.

Les barrages se retrouvent aujourd'hui à 40 % à peine de leur capacité moyenne (contre 60 % à la même époque de l'année dernière).

Dans ces conditions, la production d'énergie hydroélectrique s'est réduite durant le premier semestre de l'année en cours de 60 % par rapport à la même période de 1988. Ce qui a contraint les centrales thermiques et nucléaires à accroître d'urgence leur propre rythme pour faire face à une demande qui, elle, croît chaque année.

Ravitailles par camions-citernes

En outre, les habitants d'une certaine douzaine de la Vieille-Castille, dans la région de Burgos, Salamanque et Valladolid, la plus affectée par l'avarice du ciel, sont désormais ravitaillés en eau par camions-citernes dépêchés régulièrement par les autorités.

De sévères restrictions à l'irrigation ont été imposées dans les zones les plus touchées. Et notamment dans celle du Guadquivir : à partir du 22 août, les agriculteurs ayant éprouvé le quota d'eau qui leur avait été attribué par les autorités en mars dernier — face aux premiers indices de sécheresse — se sont vu interdire toute nouvelle irrigation. Ce qui a provoqué le tollé parmi les intéressés, et une vive controverse entre eux. Les producteurs de coton de Jaen, notamment, accusent les autorités de s'être montrées plus flexibles à l'égard des cultivateurs de riz sévillans, qui se défendent en rétorquant qu'ils n'avaient pour leur part pas encore épuisé leurs quotas. Les restrictions ont en outre été étendues, le 28 août, à l'extrémadure.

Les syndicats agricoles évaluent au total à 100 milliards de pesetas (5 milliards de francs), dont la moitié en Vieille-Castille, les pertes causées par la faible pluviosité. Bif, mais et meilleures sur la « meseta » centrale, riz et coton au sud, élevage au nord (les pâturages restent désertiques), c'est tout le secteur primaire qui est touché. Et les syndicats craignent une baisse de près de 40 % des revenus du secteur pour l'année en cours. D'une part parce que l'absence de pluies se traduit par un rendement inférieur, une baisse de la qualité et une augmentation des coûts. À un moment où l'agriculture espagnole démantèle en outre ses barrières douanières face à la Communauté, mais aussi parce que, face aux premiers symptômes

du mal, nombre d'agriculteurs avaient décidé, au moment des semailles de printemps, de réduire volontairement les surfaces semencées.

Aussi les syndicats agricoles accusent-ils aujourd'hui le gouvernement d'imprévoyance. Ils lui reprochent de ne pas avoir mis en œuvre, à la faveur de la situation plus favorable de ces dernières années, une politique d'investissements en travaux hydrauliques permettant de faire face à la traditionnelle cyclothymie du climat espagnol.

THIERRY MALINIAC.

Visite de travail de M. Mitterrand en Grande-Bretagne

Londres (AFP). — Le président François Mitterrand est arrivé vendredi 1^{er} septembre en fin de matinée à Londres pour une visite de travail de quelques heures en Grande-Bretagne.

Le chef de l'Etat, qui a été accueilli à sa descente d'avion par M^{me} Margaret Thatcher, s'est aussitôt rendu en hélicoptère de la base de Northolt à Chequers, la résidence de campagne du chef du gouvernement britannique, à 70 kilomètres au nord-ouest de Londres. Il était accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui devait avoir des entretiens avec son homologue britannique, M. John Major.

CUBA

L'ancien ministre de l'intérieur condamné à vingt ans de prison

Le général José Abantes, ancien ministre de l'intérieur et chef des services de sécurité, a été condamné à vingt ans de prison, a-t-on annoncé officiellement, vendredi 1^{er} septembre à La Havane. Le général Abantes avait été accusé d'avoir organisé un tribunal militaire d'abus de confiance, de négligence et de malversations. Six autres fonctionnaires du ministère de l'intérieur ont été condamnés par le tribunal à des peines allant de cinq à douze ans de prison. — (AFP.)

COLOMBIE

Réveil du volcan Nevado del Ruiz

Le volcan Nevado del Ruiz, situé en Colombie à 150 kilomètres à l'ouest de Bogotá, a repris son activité dans la matinée du 1^{er} septembre. Les autorités ont décrété l'alerte rouge et ordonné l'évacuation des zones à risques majeurs. L'activité du Nevado del Ruiz avait été à l'origine de la catastrophe d'Armero au cours de laquelle plus de vingt mille personnes avaient été englouties par des coulées de boue, le 13 novembre 1985. — (AFP.)

Le PC de Moscou a réjeté avec indignation l'atmosphère de peur, de tromperie, de discréditation à l'égard de ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne séparatiste agressive.

La déclaration accuse certains groupes nationalistes de chercher à « dénier l'intégrité de l'URSS » et apporte son soutien à la mise en garde aux Baltes, adoptée samedi par le comité central du Parti communiste soviétique.

« BRUMANIE : Onze condamnations à mort. — Les autorités militaires ont condamné à mort la semaine dernière onze personnes qui avaient tué quatre policiers lors du mouvement pro-démocratique de 1988 en Brumanie. La radio a précisé que ce jugement avait été prononcé par un tribunal militaire à Shwebo, au nord-ouest de la Birmanie, qui a condamné quatorze autres personnes à des peines de prison allant de cinq ans à la perpétuité. — (AFP.)

« Chanter encore »

Les vers de Rushdie

Pour la première fois depuis sa condamnation à mort par l'imam Khomeiny, en février, Salman Rushdie sort, sinon de l'ombre, du moins du silence littéraire (il avait seulement fait quelques déclarations réagissant à la sentence iranienne et avait écrit quelques chroniques littéraires pour *The Observer*). L'auteur des *Versets sataniques* a envoyé un court poème à la revue littéraire *Granta* — qui sort ce vendredi

1^{er} septembre à Londres. — où il affirme sa volonté de « Chanter encore, en dépit des horions, / de chanter (même si la réalité assassine mes rêves) / la louange des papillons qu'on brise sur les chevalets ».

Ce poème a paru en France en exclusivité dans les colonnes de *Libération* du 1^{er} septembre. En voici le texte intégral :

En ben mon vieux, on m'a traité de tous les noms ces derniers temps : de pousse-su-croûte, de (dangereux) opportuniste, de frimeur, de Satan, de mens, de levrette le genre de type à supprimer afin d'assainir le plan.

A peine si je me souviens de mon propre nom.

Merde alors, vous avez vu ce que mon visage est devenu ?

On m'a éborgné, arraché les dents,

mis dans un étui, pendu à un croc,

gravé quoi d'autre sur le front ? « Salaud ! » « Escroc ! »

A peine si je me souviens de quoi mon visage avait l'air.

Et à présent, mes frères mesdames on voudrait s'en prendre à ma voix.

Si je donne ma langue au Chat, ils vont tous trépaner de joie —

multis, politicos, « mon propre peuple », écrivains...

Et pourtant, que je sois sans visage ou sans nom, j'ai choisi de ne pas me taira. De chanter encore, en dépit de horions,

de chanter (même si la réalité assassine mes rêves) la louange des papillons qu'on brise sur les chevalets.

D'autre part, l'épouse de Salman Rushdie, l'Américaine

Marianne Wiggins, elle-même écrivain, a annoncé la semaine dernière qu'elle se séparait de lui, ne supportant plus de se cacher, « de ne pas toujours savoir le matin où nous dormirions le soir. »

AFGHANISTAN : deux prisonniers européens à Kaboul

Le médecin français et l'écrivain espagnol

KABOUL
de notre envoyé spécial

Les cas de Xavier Lemire et Jorge Juan Garcia sont très différents : le premier, médecin français, membre d'une organisation humanitaire financée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), Handicap international, est tombé dans une embuscade le 16 juillet dernier (le Monde daté 20-21 août). Blessé (un autre Français, Vincent Gernigon, a été tué), il a été capturé par l'armée afghane et hospitalisé à Kaboul et son état de santé n'inspire aucune inquiétude. Agé de trente-six ans, il se livrait à ce fameux « devoir d'ingénierie » des médecins qui, tout en prenant des risques importants, choisissent de travailler de « l'autre côté ». Le second est un « voyageur-écrivain » espagnol, âgé de trente-cinq ans, venu, comme il le dit, porter « la paix et l'amitié » et qui, « intéressé par la psychologie des gens en période de guerre », voulait écrire un ouvrage sur l'Afghanistan.

Xavier Lemire a reçu, lundi 28 août, la visite d'un émissaire du Quai d'Orsay, M. Didier Leroy, venu demander sa libération aux autorités afghanes. M. Leroy est accompagné d'un représentant du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, un membre de Handicap international et du frère de Xavier Lemire. Le gouvernement français fait valoir que Xavier Lemire n'a pas violé les lois afghanes puisqu'il agissait pour le compte d'une agence reconnue par l'ONU. Du côté afghan, on déclare l'enquête toujours en cours. Il n'a pas été question de présenter Xavier Lemire aux journalistes étrangers présents à Kaboul. Ce fut, en revanche, le cas, mardi 30 août, pour Jorge Juan Garcia.

Vêtu d'un turban afghan insolite, rasé de près, Jorge Juan se ylla avec bonne volonté à cette conférence de presse spectacle qu'il n'avait pas sollicitée. S'excusant d'être entré sans visa, il explique que les moudjahidins (du Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmatyar) lui avaient assuré que son passeport était suffisant pour entrer, à partir du Pakistan, en Afghanistan... A la frontière, il monte dans un autobus pour Kandahar et, à un barrage militaire, il est arrêté puis emmené à Kaboul.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} septembre 1989 a été tiré à 517 690 exemplaires

A B C D E F G H

La querelle sur les quotas

M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, souhaite une trêve

M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, a profité, jeudi 31 août, de sa traditionnelle conférence de presse sur les programmes de rentrée pour relancer la querelle des quotas et demander... une trêve au gouvernement. Le PDG de la Une s'est en effet déclaré « contre et résolu » contre « les décrets sur les quotas de programmation et de production actuellement en préparation. »

« Assez de réglementation », s'est-il écrié, en qualifiant ces textes « d'absurdité ».

M. Le Lay qui s'exprimait en présence de son principal actionnaire, M. Francis Bouygues, a estimé que « le gouvernement n'avait apporté aucune solution à la modernisation du système de télévision, et que les nouveaux décrets allaient encore compliquer les choses, surtout pour le secteur privé ». « La télévision, a-t-il ajouté, est une activité de création et d'imaginaire qu'on ne fait pas à coups de règlements. » Les règles de concurrence sont, selon lui, « faussées dès le départ » : il a dénoncé « un certain laxisme envers la Cinq » (qui vient pourtant d'être sévèrement frappée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour non-respect de son cahier des charges) ainsi qu'un « déséquilibre des notions économiques », les chaînes publiques continuant de

« ponctionner le marché de la publicité et à un niveau élevé ».

M. Le Lay a néanmoins affirmé « ne pas vouloir polémiquer » et a demandé une trêve et une aide au gouvernement, ce dernier devant à son sens soutenir TF1 comme toute autre entreprise industrielle, ayant une vocation internationale.

Sans donner d'échec, le PDG de la Une a annoncé à ce sujet le désir de sa chaîne « de prendre place sur le grand marché des Etats-Unis ». TF1 reste en effet une télévision leader, sa part de marché étant à la fin du mois d'août la même que celle de l'an passé, « en dépit de conditions de concurrence de plus en plus difficiles avec notamment le développement de la Cinq et de M6 » et la concurrence déloyale d'Antenne 2 et de FR3 réunies sous une houlette commune. « L'Etat, propriétaire des deux réseaux, s'autorise à faire ce qu'il interdit aux autres », a-t-il précisé en affirmant n'être pas sûr que la loi sur la présidence commune soit « en conformité avec les règles communautaires sur la concurrence ».

Enfin, interrogé sur les intentions de M. Silvio Berlusconi, qui détient 4,2 % des actions de TF1 et avait manifesté en juillet son désir d'augmenter encore cette participation, M. Le Lay a déclaré que l'homme d'affaires italien ne pourrait jouer un rôle en qualité d'actionnaire à TF1 qu'en faisant partie du comité stratégique de la société. « Or, pour entrer dans ce comité, a fait remarquer le PDG, il ne faut pas être dans une autre entreprise. » M. Berlusconi est toujours actionnaire de la Cinq...

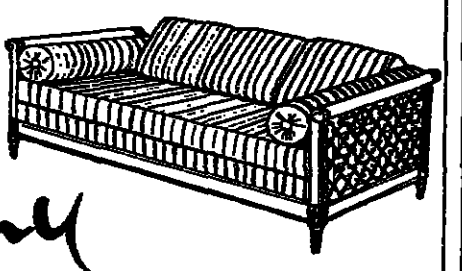
Dans les territoires occupés
Mort de deux Palestiniens et d'un Israélien

Jérusalem (AFP). — Deux Palestiniens et un Israélien sont morts, depuis mercredi soir 30 août, dans les territoires occupés. Un Palestinien de la bande de Gaza, Ahmed Adallah Agha, âgé de dix-neuf ans, est décédé jeudi matin à l'hôpital palestinien de Nasser. Il avait été sévèrement battu dimanche par des soldats israéliens lors de la disparition d'une manifestation dans le camp de réfugiés de Khan-Younis. Selon sa famille, le jeune homme, grièvement atteint, avait d'abord été transporté à l'hôpital israélien de Tel-Hashomer qui a refusé de le soigner. Un responsable de cet établissement a cependant indiqué qu'il avait été inscrit sur les registres d'accueil, et s'est refusé à fournir d'autres précisions sans autorisation préalable du ministère de la santé.

D'autre part, un Palestinien de Naplouse (Cisjordanie), âgé d'une trentaine d'années, a été assassiné à coups de couteau dans la nuit de mercredi à jeudi par des inconnus. L'homme était soupçonné de collaborer avec les autorités israéliennes. Une centaine de Palestiniens ont été assassinés par des compatriotes pour le même motif depuis le début du soulèvement, selon des sources palestiniennes.

Par ailleurs, un percepteur israélien de l'administration militaire, Gideon Zakem, âgé de trente-deux ans, qui avait été grièvement atteint de brûlures le 14 août par l'explosion d'une bouteille incendiaire lancée contre sa voiture à Ramallah (Cisjordanie), a succombé jeudi à ses blessures. Près de cinquante Israéliens sont morts à la suite d'attaques menées en Israël ou dans les territoires occupés par des Palestiniens depuis le déclenchement de l'intifada, selon des sources autorisées israéliennes.

Etonnante collection de lits de repos...



Remy

Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-45-53.

TISSUS D'AMEUBLEMENT. LE TEST DES PRIX!

(Ou comment réaliser des économies se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...)
Notez les prix de beaux tissus actuels : Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « griffés ». Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.
Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

relaxo
La relaxation totale

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. 43.57.46.35 - Métro : PARMENTIER

PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS

Agissez pour faire progresser vos enfants. Participez à la semaine du handicap, organisée par les parents de l'Association des Parents d'Enfants Handicapés (A.P.E.H.).

Chaque dimanche matin, rendez-vous au siège de l'association, 14, rue de la République, 75001 Paris.

Agissez pour faire progresser vos enfants. Participez à la semaine du handicap, organisée par les parents de l'Association des Parents d'Enfants Handicapés (A.P.E.H.).

Chaque dimanche matin, rendez-vous au siège de l'association, 14, rue de la République, 75001 Paris.

صلى الله عليه وسلم